

Sur les traces des précurseurs

Industries bas-valaisannes

(1800-1850)

Henri MICHELET

AVANT-PROPOS

Il n'est guère concevable d'imaginer le Valais d'aujourd'hui sans la présence des grandes et des petites industries. Les noms de Ciba, Alusuisse, EOS, Electrowatt, Raffineries du Sud-Ouest et d'autres nombreuses firmes valaisannes résonnent comme des mots évocateurs de ressources et de bien-être du pays.

Les chiffres disent éloquemment l'importance de cette branche économique : le 46 % de la population vit de l'industrie et des métiers ; le 25,70 %, d'agriculture et de sylviculture, et le 28,30 % restant est nourri par les autres professions.

Industrialiser le Valais ne constitue-t-il pas l'un des objectifs majeurs de ses chefs ? De leur côté, journaux et revues, encourageant cette activité, racontent volontiers les démarches de ces hommes entreprenants qui s'efforcent d'orienter l'économie dans des voies nouvelles. On connaît moins, par contre, les tentatives des précurseurs qui, dès le début du XIX^e siècle ou même avant, ont œuvré pour implanter des industries dans notre pays.

Désirant connaître les travaux accomplis par ces hommes d'avant-garde, nous avons recherché leurs traces dans le fonds du département de l'Intérieur, aux Archives cantonales, à Sion. En effet, comme cela se passe encore de nos jours, dans leurs difficultés, ces industriels d'autrefois ont eu recours à l'Etat, tantôt sollicitant concessions et appui, tantôt défendant leurs droits. De leurs démarches il est résulté un fonds important, trop volumineux même pour être analysé dans un article. C'est pourquoi, limitant notre travail, nous avons ex-

plotté seulement les deux dossiers relatifs aux industries de la première moitié du XIX^e siècle.

Les dossiers que nous avons étudiés sont conservés aux Archives cantonales sous les cotes 235 et 239 du département de l'Intérieur.

La thèque 235 est un registre (26 × 41 cm) de 307 folios. Elle porte l'entête : « Privilèges, concessions (1805-1826). » Dans ce registre sont rassemblés des requêtes d'industriels, des rapports du Conseil d'Etat et des commissions de la Diète, et des correspondances diverses.

Intitulée : « Fabriques, concessions, privilèges (1801-1846) », la thèque 239 contient, assemblés dans un cartable, dix-sept dossiers, la plupart d'entre eux étant constitués par de nombreuses pièces. Chaque dossier renferme les papiers relatifs à une industrie déterminée. A l'intérieur du dossier on trouve pêle-mêle des pétitions, des actes de transactions, des statuts de sociétés industrielles et des correspondances.

L'examen de ces deux théques a révélé avant tout les démarches des industriels qui, soit pour obtenir des concessions et des privilèges, soit pour justifier leurs agissements par rapport à la législation cantonale, se sont adressés à l'Etat. Mais, très souvent, les requêtes et les correspondances relatent aussi les heurs et malheurs qui marquent les fabriques au cours des ans. De la sorte, bien que se fondant presque exclusivement sur les dossiers analysés, notre article décrit, en plus de leurs relations avec l'Etat, nombre de vicissitudes des industries valaisannes durant la période de 1800 à 1850.

Suivant le principe du classement des dossiers, chaque chapitre de l'article se rapporte à une industrie particulière, à deux exceptions près. Nous avons cru utile, en effet, de placer en tête du travail l'examen d'un mémoire qui décrit la situation générale du commerce et de l'industrie dans le premier quart du XIX^e siècle ; et nous avons rassemblé dans le chapitre final ce qui a trait à des industries secondaires ou à des projets demeurés dans les cartons.

H. M.

I

Evolution du commerce et de l'industrie d'après une pétition de 1824

Les industriels et leur porte-parole

Alors que tous les autres papiers des dossiers analysés ont trait à des industries particulières, une pièce de la thèque 239 renferme une pétition émanée d'un groupe de commerçants et d'industriels du Bas-Valais. Datée de Vouvry, le 20 avril 1824, elle est adressée à la Diète et au Conseil d'Etat¹. Parce qu'elle fait connaître les préoccupations économiques de l'époque, cette requête présente un intérêt particulier.

Mais tout d'abord la question se pose : quels sont ces hommes qui, agissant à la manière de certains citoyens de notre temps, reprochent à l'Etat de ne pas soutenir suffisamment le commerce et l'industrie ?

Bien qu'il n'ait pas apposé sa signature, on reconnaît facilement au style et à l'écriture l'auteur du mémoire. Le porte-parole des industriels est Emmanuel Bonjean (1795-1840), de Vouvry, dont la carrière variée mérite d'être notée. Soldat au Corps des gardes de Napoléon en 1813 et 1814, Bonjean est précepteur à Vienne de 1816 à 1820. Rentré au pays, il obtient un diplôme de notaire en 1822 ; il devient ensuite vice-grand châtelain, puis châtelain du dizain de Monthey ; il fonctionne en qualité de secrétaire de la Constituante en 1839 et il est député au Grand Conseil en 1840. Mais tout en accomplissant sa carrière, Bonjean rédige de nombreux écrits. Ainsi, en collaboration avec Joseph Barman, il est l'auteur de plusieurs pamphlets politiques ; on lui doit aussi un « Tableau synchronistique de l'histoire et des autorités valaisannes » et des mémoires manuscrits.

Parmi les signataires de la pétition, on trouve des industriels, des commerçants et des artisans : François et Alexandre Pignat sont papetiers, à Vouvry ; François Médico est négociant, à Vouvry, comme le sont Jacques Peney, Joseph Dubettier et Joseph Puy, à Saint-Maurice, Giacomo Tappa, Pierre Chappaz et Charles Grevat, à Monthey ; Jacques Cassagnol est forgeron à Saint-Maurice.

Les signataires de la requête se présentent comme des « hommes voués au commerce depuis maintes années », ayant suivi avec intérêt le développement économique du canton.

Les motifs de la pétition

Avec preuve à l'appui, la pétition montre comment l'industrie et le commerce sont une source de bien-être pour les nations. Or, qu'en est-il du Valais ? Le commerce, d'abord réduit à peu de chose, a pris un essor florissant.

¹ AV, département de l'Intérieur, thèque 239, fasc. 11 : Pétition des industriels bas-valaisans, Vouvry, 20 avril 1824, (21 × 28 cm), 16 p. ; original.

— La pétition est reproduite en annexe, pp. 187-194.

sant à la suite de l'ouverture de la route du Simplon (1806). Mais des droits de douane exorbitants ont par la suite réduit en léthargie le trafic. De plus, les lois valaisannes favorisent la concurrence des colporteurs étrangers.

Ces conditions désavantageuses ne peuvent que conduire à la ruine le commerce et les industries du pays. Aussi est-il de toute urgence que l'Etat édicte des lois protectrices des arts et de l'industrie. C'est en vue d'obtenir cette protection bienfaisante que les pétitionnaires sollicitent l'intervention de l'Etat.

Le contenu de la pétition

1. Rétrospective sur le commerce et l'industrie. Pour appuyer la requête, Bonjean invite tout d'abord les dirigeants du pays à effectuer une rétrospective. Il lui est facile de démontrer que le bien-être des nations a toujours été l'ouvrage du commerce et de l'industrie.

C'est grâce à son immense négoce que dans l'Antiquité l'Egypte est devenue « la patrie des sciences et des arts ». Parce que, dans la suite, le commerce a « fui les bords fleuris du Nil », ce pays végète tristement aujourd'hui. Après l'Egypte, successivement, la Phénicie, Carthage et Rome se sont imposées aux autres nations par leur commerce. Au moyen âge, grâce à leur négoce, Venise, Gênes, Pise et Florence ont atteint en peu de temps « un degré de prospérité enviée par tous les potentats ». Le bien-être matériel leur a permis de cultiver les belles-lettres, les sciences et les arts.

Mais qu'est-il besoin d'aller chercher des exemples dans les temps reculés et dans les pays lointains ? Ne trouve-t-on pas en Suisse même des preuves convaincantes des avantages que procurent le commerce et l'industrie ? Le Locle et La Chaux-de-Fonds sont redevables de leur prospérité à l'industrie horlogère ; un commerce actif fait régner l'aisance dans le canton de Bâle ; les Rhodes-Extérieures et Saint-Gall tirent leurs richesses des fabriques de tissus et de dentelles.

Partout on constate que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Mais toujours, à leurs débuts, le commerce et l'industrie exigent des encouragements et une protection constante. Aussi les pétitionnaires s'efforcent-ils de démontrer que le Valais, géographiquement bien placé, doit tenter sa chance dans le domaine industriel.

2. Le Valais, pays de transit naturel. Sans avoir la prétention de devenir une « grande nation commerciale », le Valais peut espérer atteindre un haut degré de prospérité. La perspective d'un tel développement se fonde d'ailleurs sur des événements qui sont encore dans la mémoire des signataires, tous commerçants dotés d'une longue expérience. Ils se souviennent, en effet, avec regret de l'intense activité qui régnait sur la route du Simplon, à l'époque de la réunion à l'Empire français. Hélas ! aujourd'hui cette route est bien délaissée. La jalousie des voisins et la carence de l'Etat ont créé cette situation. D'une part, le roi de Sardaigne impose des tarifs exorbitants pour le passage du Simplon ; d'autre part, les lois valaisannes entravent la liberté de commerce, le réduisant à une stagnation désespérante. Bien que lieu de transit naturel, le Valais ne se développe pas.

3. *Etat fâcheux du commerce.* La situation fâcheuse du commerce valaisan est due avant tout aux entraves auxquelles il est soumis. Déjà assujéti à des droits d'entrée très onéreux, le commerçant doit encore payer les taxes de patentes qui le grèvent d'un impôt difficilement supportable.

De plus, il doit continuellement soutenir la concurrence des nombreux colporteurs étrangers que la loi favorise en quelque sorte. Avec une seule patente ne peuvent-ils pas vendre dans toutes les communes du canton ? Par contre, le marchand indigène est circonscrit à son domicile, chargé d'autant de patentes qu'il a de boutiques. De la sorte, il lui est quasi impossible de lutter contre les colporteurs, « lesquels, comme des vampires affamés vont et circulent dans tous les coins et recoins du Valais et s'engraissent de la substance de nos campagnards ». Une seule chose les intéresse, « les écus de nos aveugles villageois ».

4. *Perspectives d'un bel avenir.* Patriotes convaincus, les pétitionnaires placent la prospérité du canton avant leurs propres intérêts.

Tout paraît appeler le Valais à devenir une contrée florissante. Il jouit d'un climat « heureux » et des « sites les plus avantageés ». Sur son sol fertile, les productions du nord et du midi réussissent également et n'attendent « que des bras qui les cultivent ». Mais pour obtenir la main-d'œuvre, il importe de favoriser le commerce et l'industrie qui apporteront le numéraire indispensable au pays.

Avec le développement industriel, des résultats heureux ne tarderont pas à se faire remarquer. « Nous verrons notre population augmenter, nos marais se dessécher, nos landes se défricher et l'aisance circuler partout. » L'influence bienfaisante se fera également sentir dans le domaine intellectuel. Les nombreux jeunes gens qui fréquentent les collèges trouveront des emplois dignes de leur capacité. L'auteur, voulant protéger sa profession, ne craint pas d'écrire : « Le Valais ne serait plus encombré de cette multitude de notaires, de procureurs... dont le nombre peut être envisagé comme un fléau. »

En conclusion, les pétitionnaires insistent à nouveau sur la mesure la plus essentielle pour l'immédiat : délivrer le commerce intérieur de la plus onéreuse de ses charges, les patentes. Ils souhaitent qu'on supprime le trafic des colporteurs en les imposant plus fortement.

La portée de la pétition

Cette pétition de 1824 est avant tout le manifeste d'un groupe de commerçants et d'industriels du Bas-Valais mécontents de leur situation. Les lois ne les protègent pas suffisamment et leurs affaires périclitent. Aussi le font-ils remarquer au gouvernement. La requête semble d'ailleurs avoir produit quelque résultat. Dès l'année suivante, le Conseil d'Etat, « tenant compte des nombreuses demandes », porte un arrêté destiné à favoriser le commerce². Dans l'espoir de donner plus d'activité au trafic par le Simplon, il décrète

² *Recueil des lois, décrets et arrêtés de la république et canton du Valais*, tome IV, 2^e édition, Sion, 1887, pp. 77-78 : *Arrêté suspendant la perception du droit de transit*, du 4 août 1825.

qu'il ne sera perçu sur les marchandises, qui traversent le canton par la grande-route, d'autres droits que celui de la barrière du Simplon et celui qui se paye au profit de la caisse fédérale. On verra aussi que par la suite très souvent l'Etat répond favorablement aux sollicitations des industriels, leur accordant sa protection et parfois des franchises de taxes.

La pétition présente aussi un autre intérêt. Elle montre que les préoccupations industrielles n'ont pas seulement commencé après 1900. Dès le début du XIX^e siècle, des hommes avisés se sont groupés et ont prôné le développement économique du Valais. Leur effort apparaît, en partie du moins, dans les nombreuses démarches effectuées pour développer leurs industries et qui sont évoquées dans les chapitres qui suivent.

II

Papeterie de Vouvry

Les principaux papetiers

La papeterie de Vouvry compte parmi les plus anciennes fabriques du pays. Son acte de fondation remonte au 17 décembre 1636. A cette date, noble Christian de Nuce, notaire et châtelain de Vouvry, obtient de la république des Sept-Dizains la concession et les privilèges requis pour la fondation de la papeterie ¹.

Ne pouvant établir leur liste complète, il nous paraît pourtant intéressant de relever les noms des papetiers qui ont marqué leur passage à la tête de la fabrique.

Gaspard Stockalper de la Tour possède la papeterie vers 1660. C'est ce qui ressort d'une convention du 30 mai 1664 :

« Gaspard Stockalper de la Tour, chevalier et colonel et secrétaire de la République de Vallay, avons accordé au M^r Nicolas Jaquemet de Thonon notre Fabrique de la Papillerie à Vouvrier avec ses dépendances et privilèges, octroyés par Messeigneurs, pour en jouir et exercer son mestier durant diu

¹ Principales sources concernant la papeterie de Vouvry :

— AV, dép. de l'Intérieur, n^o 235 : Registre des privilèges et concessions (1805-1826), pp. 13-41 : papeterie de Vouvry.

— AV, dép. de l'Intérieur, thèque 239, fasc. 2 (1805-1837), 27 pièces.

— Dossier recueilli par Isaac de Rivaz et conservé aux Archives cantonales dans le fonds Rz. Ces documents sont décrits dans *Vallesia*, t. XVII, 1962, pp. 227-317 : *Catalogue des manuscrits relatifs aux recherches et aux travaux de l'inventeur Isaac de Rivaz*, section B, VII, n^{os} 1-15 et section C, II, n^{os} 1-44.

— Clovis Levet, *Vouvry à travers les âges*, Sion, 1935, 86 p.

— Henri Michelet, *L'inventeur Isaac de Rivaz*, Martigny, 1965, 395 p. (*Bibliotheca Vallesiana*, t. 2) ; pp. 60-62 et 124-126 : papeterie de Vouvry.

— La copie de la concession accordée par la Diète en 1636, sous le baillivat de Michel Mageran, est encartée dans une lettre de Jean-François Pignat (AV, dép. de l'Intérieur, thèque 239, fasc. 2, n^o 8).

années prochains en mesme forme et manière qu'il a été pratiqué pour le passé, moyennant la convention entre nous faite. À cette fin, je le recommande à tous et un chacun auxquels il luy conviendra de s'adresser d'en favoriser l'entreprise. Offrons réciproquement mes offices en semblable et autre occurrence. En foy de quoy donné à Vouvrier, ce 30 may 1664.

Par commandement de Monseigneur

Lambien, secrétaire ². »

Au milieu du XVIII^e siècle, la papeterie appartient au châtelain François-Nicolas Pignat. À sa mort (1784), les tuteurs des enfants Pignat mettent la fabrique en location. C'est ainsi que, en 1789, Isaac de Rivaz loue la papeterie pour une durée de quinze ans. Mais il conçoit aussitôt le dessein de l'acheter. Devant ses offres, l'hoirie se divise : les tuteurs des enfants ne veulent pas vendre la fabrique tandis que les oncles se déclarent consentants. Les négociations pour l'achat aboutissent le 7 février 1796. L'un des oncles, Emmanuel Plumex-Pignat, vend la papeterie à Isaac de Rivaz pour le prix de dix mille florins, monnaie du Bas-Valais. Mais une clause accorde aux enfants de feu le châtelain Pignat le droit de rachat.

Isaac de Rivaz confie l'exploitation de la papeterie à des gérants. Jean-David Chardon remplit l'office de directeur de la fabrique jusqu'à sa mort, survenue en 1794. Joseph Bachmann lui succède dans cette charge qu'il remplit jusqu'en 1801. Jean-Louis Colomb qui dirige ensuite la papeterie en devient le propriétaire en 1802. Ne parvenant pas obtenir les fonds nécessaires à sa réparation, il la revend en 1805 à Joseph Probst de Soleure. Les obstacles rencontrés par ce dernier ainsi que par ses successeurs, Jean-François Pignat, Alexandre Pignat et Hyacinthe Bois, apparaissent dans le récit de leurs démarches que nous narrons ci-dessous.

En 1840, au moment où elle est acquise par un industriel de Bremgarten, Henri Weber-Nietlisbach, la papeterie avait cessé provisoirement de fonctionner. Le nouvel acheteur s'associe en 1863 avec François Schoch, adoptant la raison sociale Weber et Schoch. Plus tard, cette raison devient Schoch et Fierz, puis seulement Fierz. Enfin, en 1897, la fabrique appartient à Ulrich Schelling et C^{ie} ³.

Jean-Louis Colomb, papetier sans argent

Joseph Bachmann, qui dirige la papeterie depuis 1794, ne donne pas satisfaction à son propriétaire Isaac de Rivaz. C'est pourquoi, en 1801, de Rivaz traite pour la remise de la fabrique à Emmanuel Bois, qui possède déjà la papeterie de Saint-Gingolph. Les pourparlers n'aboutissent pas. Sur ces entrefaites, Bachmann quitte la papeterie, le 6 novembre 1801. Jean-Louis Colomb, un artisan de la localité, le remplace. De plus, il convient avec de Rivaz de l'achat de la fabrique, s'engageant à le relever de la dette toujours existante auprès de l'hoirie Pignat.

² Cité d'après Levet, *op. cit.*, p. 20.

³ Voir Levet, *op. cit.*, pp. 18-21, et H. Michelet, *op. cit.*, pp. 60-62 et 124-126.

Au mois de novembre 1802, la fabrique traverse une période difficile. Colomb n'obtient ni le bois, ni les ouvriers pour des réparations urgentes. Avec cela, des concurrents, collecteurs de chiffons, lui enlèvent les matières premières. De plus, le docteur Joseph Primaz et le notaire Hyacinthe Clemenzo, alliés tous deux à la famille Pignat, viennent chercher des meubles appartenant à l'hoirie et colportent dans le village que, celle-ci n'ayant pas encore été payée, l'hoirie va reprendre la papeterie ⁴.

Colomb ne veut plus demeurer dans l'incertitude, il désire mettre la situation au clair. A cet effet, il s'adresse à l'hoirie Pignat pour obtenir un acte de renonciation au rachat. Il sait que ces messieurs, le lieutenant Pignat, Clemenzo et Primaz, tiennent moins à récupérer la fabrique qu'à toucher l'argent qui leur est dû. Lui-même a d'ailleurs du plaisir à exploiter la papeterie, mais les frais exigés pour les réparations urgentes dépassent ses moyens. Aussi se résigne-t-il à chercher un acquéreur de la fabrique ⁵.

Sous la direction de Joseph Probst : pénurie de bois et de chiffons

Voulant donc revendre la papeterie, Colomb s'informe de la procédure requise pour la radiation des hypothèques. Il ne sait à qui adresser l'acquéreur, à de Rivaz ou à l'hoirie Pignat. Au milieu de ces incertitudes, Joseph Probst, de Soleure, achète la fabrique sans fournir de cautionnement ⁶. L'acte de vente est passé le 3 avril 1805 par-devant le notaire Michel Pignat. Le prix d'achat est de trois cent cinquante louis d'or neufs, chacun valant seize francs de Suisse. L'acquéreur relèvera Colomb de sa dette auprès d'Isaac de Rivaz. François Pottier, Bourguignon, maître papetier, et Michel Vesenauder, compagnon papetier, signent en qualité de témoins ⁷.

Dès le début de l'exploitation, Probst rencontre des obstacles quasi insurmontables.

Une première difficulté a trait à l'achat des bois nécessaires à la fabrication du papier. Probst n'étant pas bourgeois de Vouvry, la commune lui interdit d'abord l'exploitation des bois bourgeoisiaux. Contre cet arrêté, Probst requiert, le 19 avril 1805, l'intervention du Conseil d'Etat ⁸. De son côté, la commune adresse, le 30 juillet suivant, une contre-pétition signée par le président François-Louis Pignat et par le secrétaire Michel Pignat. Au nom de l'administration communale, ils expliquent que selon les lois en vigueur le possesseur de la fabrique n'a pas droit à plus de bois que les autres bourgeois. Par condescendance, autorisation a été accordée aux prédécesseurs de Probst, « tous communiens », à se servir dans les forêts bourgeoisiales ; mais pareil privilège ne peut être concédé à un fabricant qui n'est même pas « commu-

⁴ Rz, cart. 12, fasc. 1, n^{os} 4-5 : Colomb, de Vouvry, 2 et 28 novembre 1802, à Isaac de Rivaz ; originaux.

⁵ *Ibidem*, n^o 9 : Colomb, de Vouvry, 5 août 1804, à Isaac de Rivaz ; original.

⁶ *Ibidem*, n^{os} 11-14 : Colomb, de Vouvry, 3 octobre 1804, 27 mars et 22 juin 1805, et 4 février 1806, à I. de Rivaz ; originaux.

⁷ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 2, n^o 1 : acte de vente de la papeterie ; original.

⁸ *Ibidem*, n^o 2 : Probst, de Vouvry, 19 juillet 1805, au Conseil d'Etat ; original.

nier ». Probst pourra toutefois obtenir le bois nécessaire en le payant à un prix raisonnable ⁹.

Une autre difficulté, celle d'obtenir les chiffons, matière première du papier, entrave aussi la marche de la fabrique. Déjà Jean-Louis Colomb se plaignait amèrement à Isaac de Rivaz de la concurrence des collecteurs de chiffons. L'approvisionnement devenant de plus en plus critique, Probst sollicite la protection de l'Etat. Le 30 juillet 1805, il demande de maintenir en sa faveur l'ancien privilège qui, afin de favoriser la fabrique de Vouvry, interdisait l'exportation « tant des peaux à colle que des pattes et des chiffons ». Probst appuie sa requête sur « la pratique » des autres cantons. Ainsi Fribourg interdit l'exportation des chiffons et oblige les marchands à les remettre à la papeterie de Marly ¹⁰.

Etant donné les difficultés d'exploitation, la situation de la fabrique devient vite critique. Après quelques mois, Probst abandonne la papeterie et quitte le pays. Le 26 mai 1806, le *Bulletin officiel du Valais* annonce la mise en vente de la fabrique :

« A vendre la papeterie de Vouvry, places et appartenances avec meubles de fabrication ; un bon et fertile jardin d'environ cent toises carrées, attenant à la maison. Cette fabrique est située en bon air, entre deux torrents ; belles eaux en abondance toute l'année, à portée pour les bois ; son peu de distance du lac Léman lui facilite l'écoulement de papiers dans toute la Suisse ; la nouvelle route du Simplon lui ouvre un débouché dans le Valais et en Italie. Cette papeterie jouit du privilège de la colle et des chiffons dans tout le Valais. On peut s'adresser à M. Colomb à Vouvry, procureur des créanciers de Joseph Probst ¹¹. »

Dans l'été qui suit, Probst reprend l'exploitation de la papeterie. Mais ce nouvel essai se révèle tout aussi infructueux. Cette fois-ci, le Soleurois quitte clandestinement l'établissement, emportant les effets les plus faciles à transporter ¹².

Nouveaux propriétaires

Au départ de Probst, la papeterie revient de nouveau à Jean-Louis Colomb. Toutefois, ne pouvant solder sa dette auprès d'Isaac de Rivaz et de l'hoirie Pignat, Colomb cherche un autre acquéreur. Hyacinthe Bois, papetier à Saint-Gingolph, qui s'y intéresse d'abord, renonce à cet achat. En 1809, Colomb autorise Isaac de Rivaz à disposer de la papeterie ¹³.

Durant l'année 1810, la papeterie est exploitée par Jean-François Pignat. Cette même année, le 14 juin, Isaac de Rivaz vend le quart de la papeterie à

⁹ *Ibidem*, nos 4 et 7 : la commune de Vouvry, 30 juillet 1805, au Conseil d'Etat ; originaux.

¹⁰ *Ibidem*, nos 3 et 5 : Probst, de Vouvry, 26 et 30 juillet 1805, au Conseil d'Etat ; originaux.

¹¹ *Bulletin officiel du Valais*, 1806, p. 22.

¹² H. Michelet, *op. cit.*, pp. 125-126.

¹³ Rz, cart. 12, fasc. 1, nos 18 et 24 : Colomb, de Vouvry, 16 novembre 1808, et de Paris, 30 avril 1809, à de Rivaz ; originaux.

Alexandre Pignat. Pendant plus de vingt ans, ce dernier va s'efforcer de développer la fabrique de Vouvry. Il est secondé dans son travail, pendant quelques années, par Hyacinthe Bois qui, finalement, s'est associé à Pignat pour l'exploitation de la papeterie.

Toujours pénurie de chiffons

Presque continuellement, la pénurie de chiffons constitue le premier handicap à la bonne marche de la papeterie. Pour surmonter cet obstacle les papetiers multiplient pourtant leurs démarches.

Comme ses prédécesseurs, le nouveau papetier, Jean-François Pignat, sollicite, le 20 mai 1810, la protection de l'Etat¹⁴. Dans sa pétition adressée au gouvernement, il invite les autorités cantonales à considérer le mode de faire des pays voisins. Afin de favoriser les arts et les fabriques dans leur territoire, les gouvernements français et vaudois interdisent sous des peines très graves la « sortie » des chiffons. C'est pourquoi le requérant espère que les « hauts magistrats » de son pays lui accorderont un privilège semblable. Il pourra ainsi se procurer plus facilement « cette matière de première nécessité à la fabrication du papier ».

Une requête semblable est faite le 28 novembre 1816 par le papetier Pignat (probablement Alexandre)¹⁵. Son auteur expose les difficultés d'exploitation de la papeterie. Il vient d'affecter « une somme considérable » à la réparation de la fabrique. N'a-t-il pas le droit d'espérer les faveurs du gouvernement pour « une manufacture qui est de première utilité dans le canton » ? Aussi demande-t-il à l'Etat de maintenir la papeterie dans ses anciens droits et privilèges. Ceux-ci comportaient « l'exemption des droits de sortie pour les papiers manufacturés, l'exemption des droits d'entrée pour les chiffons et la prohibition de sortie des chiffons ». Le requérant tient particulièrement à ce dernier privilège, car il ne trouve pas suffisamment de chiffons pour l'usage de sa fabrique. Comme argument en sa faveur, il fait remarquer que les cantons qui possèdent une manufacture de ce genre, comme Genève, Vaud et Fribourg, prohibent la sortie de cette marchandise sous peine de fortes amendes.

Incendie de la papeterie en 1819

Presque continuellement la fatalité semble s'acharner sur la fabrique. Aux difficultés d'exploitation viennent s'ajouter les effets d'un malheureux sinistre. Dans la nuit du 26 au 27 mai 1819, un incendie réduit en cendres la papeterie. Ce sinistre, provoqué probablement « par des envieux », plonge les propriétaires Alexandre Pignat et Hyacinthe Bois dans la misère. Venant de faire de grosses dépenses pour moderniser la fabrique par l'installation de nouvelles machines, ils perdent pour ainsi dire tout leur avoir.

¹⁴ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 2, n° 8 : Pignat, de Vouvry, 20 mai 1810, au Conseil d'Etat ; original.

¹⁵ *Ibidem*, n° 10 : Pignat, de Vouvry, 28 novembre 1816 ; original.

Emus par le désastre, le président Cornut et l'ancien châtelain Michel Pignat organisent les secours ¹⁶. Ils réclament en faveur de leurs compatriotes l'aide de l'Etat, sollicitant de plus l'autorisation d'une collecte dans le pays ainsi qu'une « recommandation pour éveiller la charité des compatriotes ». Le président Cornut remet au gouvernement « l'état des objets mobiliers et immobiliers devenus la proie des flammes ». La perte subie par les papetiers s'élève à 14 129 francs. Cette estimation est encore en dessous de la valeur réelle. De plus, six ouvriers qui travaillaient à la fabrique pour un salaire de seize à vingt francs par jour se trouvent soudain sans gagne-pain.

Michel Pignat intervient dans le même sens. Etant le beau-père d'Alexandre Pignat, il s'excuse de devoir vanter les qualités de sa famille : « Les Pignat sont de rare vertu, économes, exemplaires et de probité reconnue. Il ne me sied pas de faire leur éloge, mais c'est la pure vérité que tous ceux qui les connaissent en rendront témoignage public. » D'autre part, la fabrique est d'une grande utilité pour le pays. Elle fait rentrer chaque année en Valais au moins cinq à six cents louis.

Aidé par ses parents et par la charité publique, Alexandre Pignat reconstruit en quelques mois la papeterie. Mais à peine l'a-t-il remise sur pied que la disette de matière première entrave à nouveau la fabrication.

Concurrence des chiffonniers étrangers

Concurrencé par des étrangers au canton, Pignat manque de chiffons, « ces matières aussi nécessaires à son industrie que l'air l'est à la vie ».

Le 10 septembre 1821, au nom de son gendre papetier, l'ancien châtelain Michel Pignat alerte le grand bailli Augustini et le Conseil d'Etat ¹⁷. Tout particulièrement le Neuchâtelois Borel est un « antagoniste redoutable » pour la papeterie valaisanne. Cet « homme riche de plusieurs millions » accapare les chiffons, les achetant à un prix fort. Sans doute a-t-il l'intention, par cette façon d'agir, d'acculer à la ruine les papetiers de Vouvry et de Naters. Ayant éliminé les maisons valaisannes, il pourra fixer les prix à sa guise. Pour que les fabriques du pays puissent prospérer, il est indispensable que l'Etat arrête ce trafic et restitue à la papeterie de Vouvry son ancien privilège du « récoltage des chiffons ». Le papetier Alexandre Pignat intervient aussi personnellement auprès de l'Etat le 31 octobre 1822 ¹⁸.

Avant de prendre des décisions, le gouvernement valaisan s'enquiert des agissements des cantons confédérés. A titre informatif, Alexandre Pignat lui fait parvenir diverses pièces à conviction.

¹⁶ *Ibidem*, n° 12 : le président de Vouvry, 29 mai 1819, au Conseil d'Etat ; original. — *Ibidem*, n° 13 : « Etat des objets mobiliers et immobiliers devenus la proie des flammes, bordereau des pertes essuyées par les propriétaires de la papeterie de Vouvry par le fatal incendie arrivé dans la nuit du 26 au 27 mai 1819 ; le tout sans exagération. » — *Ibidem*, n° 14 : Michel Pignat, de Vouvry, 3 juin 1819, au grand bailli de Stockalper ; original.

¹⁷ *Ibidem*, n° 15 : Michel Pignat, de Vouvry, 10 septembre 1821, au grand bailli Augustini ; original.

¹⁸ AV, dép. de l'Intérieur, th. 235, pp. 29-39 : Alexandre Pignat, de Vouvry, 31 octobre 1822 ; original.

En ce qui concerne Fribourg, une ordonnance de l'avoyer Louis d'Affry et du Petit-Conseil du canton interdit l'exportation des chiffons. Cet arrêté du 22 octobre 1805 déclare en outre que les patentes ne seront accordées qu'aux « collecteurs » chargés de recueillir les chiffons pour la papeterie de Marly. L'instituteur Emmanuel Bonjean s'est rendu à Châtel-Saint-Denis où il a constaté que cette ordonnance est toujours en vigueur¹⁹. Pignat remet également au Conseil d'Etat deux attestations de Fivaz, commis des péages au pont de Saint-Maurice²⁰. Dans le premier billet, l'employé vaudois certifie que son canton prohibe la sortie des chiffons ; dans le second, il atteste que des chiffons récoltés dans le territoire vaudois pour la papeterie de Vouvry ont été refoulés. Non seulement les chiffons sont livrés aux papeteries confédérées, mais des tonnes de cette matière sont exportées et ravitaillent la papeterie de Divonne.

L'Etat accorde sa protection à la papeterie

Donnant enfin suite aux sollicitations réitérées du papetier, l'Etat du Valais accorde un appui effectif à la fabrique de Vouvry.

Dans un préavis destiné à la Diète, le Conseil d'Etat examine les moyens propres à soutenir la papeterie²¹. Le premier serait de prohiber l'exportation des chiffons. Mais ce procédé, employé par les cantons de Fribourg, Vaud et Neuchâtel, est contraire au « Conclusum » de la Diète fédérale du 4 juillet 1810. En conséquence, le Conseil d'Etat propose d'adopter un autre arrêté conforme à la loi fédérale ; l'effet souhaité serait obtenu en soumettant les collecteurs de chiffons à une patente et en prohibant l'exportation de cette marchandise à l'étranger. La commission de la Diète propose de plus d'user du droit de représailles envers les cantons de Vaud et de Fribourg²². Les collecteurs de chiffons ne pourront pas vendre leur marchandise aux papeteries situées sur ces territoires.

A la suite des délibérations de la Diète et en vue de favoriser la papeterie de Vouvry, le Conseil d'Etat ordonne à tous les collecteurs de chiffons qui veulent exporter leur marchandise de la diriger « sur le bureau de la Portedu-Scex » où la gendarmerie doit surveiller toute exportation clandestine ; de plus, il arrête que seuls les individus nantis d'un certificat du fabricant de Vouvry pourront obtenir une patente de collecteur de chiffons.

Grâce à ces mesures bienveillantes, la papeterie de Vouvry peut continuer sa fabrication.

¹⁹ *Ibidem*, Emmanuel Bonjean, de Vouvry, 19 novembre 1822, au Conseil d'Etat ; original.

²⁰ *Ibidem*, pp. 27 et 25 : Certificats délivrés par Fivaz, 19 octobre et 20 novembre 1822 ; originaux.

²¹ *Ibidem*, pp. 15-16 : Le grand bailli Augustini au nom du Conseil d'Etat, de Sion, 12 décembre 1822 ; original.

²² *Ibidem*, pp. 17-19 : Rapport de la commission.

Contrebande des chiffonniers

Après quelques années de répit, la papeterie se retrouve dans des difficultés semblables aux précédentes²³.

C'est en 1826 que la situation devient alarmante. Le 26 avril, Alexandre Pignat, faisant de nouveau appel à « la bienveillance paternelle » du gouvernement, décrit les conditions dans lesquelles il se trouve.

Malgré l'arrêté du Conseil d'Etat, un certain nombre de collecteurs de chiffons continuent à écouler leur marchandise à des « personnes dont les intérêts sont loin de se concilier avec ceux de la papeterie de Vouvry ». De nouveau Borel accapare les « beaux chiffons » du pays, les payant jusqu'à un louis le quintal, soit le double du prix usuel. Pignat démontre que la vente des chiffons à Borel n'est pas avantageuse pour le pays. Il estime que le Valais fournit annuellement quatre cents quintaux de chiffons, retirant ainsi une somme de quatre cents louis. Or la papeterie de Vouvry expédie chaque année à l'étranger pour huit à neuf cents louis de papier. L'Etat a donc intérêt à soutenir la fabrique valaisanne. A cet effet, Pignat demande au gouvernement d'interdire aux collecteurs de vendre les chiffons à des intermédiaires et de surveiller soigneusement l'observation de cet arrêté ; il requiert en outre que les patentes ne soient délivrées qu'aux collecteurs des fabriques valaisannes. Dans une lettre du 26 décembre, il propose comme collecteurs de la papeterie de Vouvry : Catherine Jeandet, de Monthey ; Marie Mariaux, de Vionnaz ; le sieur Gay, de la Bâtiaz ; Jean-Maurice Lugon, de Finhaut, et Joseph-Emmanuel Vallet. Ce nombre est suffisant pour ramasser les chiffons de la partie du pays qui alimente sa fabrique.

Malgré l'intervention de l'Etat, la fraude dans le commerce des chiffons persiste. Bien que nommés par la fabrique, des « collecteurs », mus par l'appât du gain, continuent à écouler une partie des chiffons à des étrangers. Leur fraude principale consiste à prélever les « meilleurs chiffons », les blancs, et à les livrer aux concurrents de Pignat.

A cette contrebande de chiffons, qui continuellement paralyse la fabrique de Vouvry, vient bientôt s'ajouter une autre concurrence, plus ruineuse encore que la précédente.

La concurrence mécanique amène la fermeture provisoire de la papeterie

Dès 1831, la nouvelle papeterie de La Sarraz, équipée de machines mécaniques de provenance anglaise, commence sa production. Elle fabrique autant de papier en un jour qu'on en fait à Vouvry en quatre mois. De plus, son papier est de meilleure qualité. Elle a ainsi tôt fait d'éliminer les autres papeteries vaudoises. Bientôt « La Sarraz inonde le Valais de son papier ».

Le papetier de Vouvry se démène pour protéger sa fabrique contre cette concurrence. Il ne trouve qu'un seul moyen qui, pense-t-il, lui permettra de

²³ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, nos 17-20 : Bonjean, pour Pignat et Bois, de Vouvry, 26 août, 13 juin, 30 août et 16 décembre 1826 ; originaux.

survivre. Comme d'habitude, il appelle à son aide l'Etat, lui demandant d'augmenter les droits d'entrée sur le papier ²⁴.

Ses pétitions ont-elles obtenu un effet transitoire ? Le dossier du département de l'Intérieur ne conserve aucune réponse aux requêtes de l'industriel valaisan à ce sujet.

Quoi qu'il en soit, vers cette époque (1837-1838), la papeterie de Vouvry cesse sa production. Quelques années plus tard (1840), elle est acquise par un industriel de Bremgarten, Henri Weber-Nietlispach.

En 1862, la papeterie devient la propriété de Schoch et Fierz. Ce dernier demeure seul propriétaire depuis 1879. A sa mort, survenue en 1890, l'hoirie continue l'exploitation de la fabrique jusqu'en 1897. A cette date, elle est reprise par une société en commandite sous le nom d'Ulrich Schelling et Cie. Aujourd'hui, la papeterie devenue fabrique de carton existe encore ; elle est entre les mains d'Albert Schelling et Cie ²⁵.

²⁴ *Ibidem*, n° 21 : Bonjean, de Vouvry, 13 février 1831, au Conseil d'Etat ; original. — *Ibidem*, nos 22-23 : A. Pignat, de Vouvry, 29 août 1837, à Advocat, imprimeur à Sion ; original. — *Ibidem*, nos 25-27 : Bonjean, de Vouvry, 5 octobre, 4 novembre et 31 décembre 1837 ; originaux.

²⁵ Voir Levet, *op. cit.*, p. 20.

III

Antoine Advocat, père et fils, imprimeurs du gouvernement

La première demande de concession pour une imprimerie en Valais date de 1614. Elle a été faite par un ouvrier milanais dont le nom est demeuré inconnu. Son projet ne fut probablement pas réalisé. Le premier imprimeur connu est Henri Streler qui exerce son activité à Sion entre 1644 et 1647. L'histoire des imprimeurs, qui, par la suite, ont tous travaillé dans la capitale jusqu'au XIX^e siècle, est relatée par M. Léon Imhoff ¹.

Les imprimeurs Antoine Advocat, père et fils, sont les plus connus. Leurs relations avec l'Etat retiendront principalement notre attention.

Antoine Advocat, originaire de Saint-Maurice-de-Lagues, relieur à Sion, est appelé, le 22 mai 1785, à diriger l'imprimerie « des Hauts Magistrats de la Bourgeoisie de Sion ». En 1803, il en devient le propriétaire. Trois générations — Antoine, père et fils, puis Louis — se sont succédé à la tête de l'imprimerie située à la rue des Portes-Neuves, près de la « Préfecture ».

¹ Léon Imhoff, *Chronologie des imprimeurs-lithographes et des imprimeries du Valais*, dans *Annales Valaisannes*, 1940, pp. 24-26. — *Heinricus Streler, premier imprimeur sédunois (1644-1647)*, dans *Ann. Val.*, 1940, pp. 155-157. — *Johannes Strack, second imprimeur sédunois (1647-1652)*, dans *Ann. Val.*, 1941, pp. 312-313. — *Heinrich-Ludwig Schreiber, Henry-Louys Escrivain, troisième imprimeur sédunois (1665-1669)*, dans *Ann. Val.*, 1942, pp. 387-390. — *Les imprimeurs sédunois*, dans *Ann. Val.*, 1942, pp. 559-565. — *Les périodiques, l'imprimeur et les libraires du Valais à l'époque du Département du Simplon 1810-1813*, dans *Ann. Val.*, 1957, pp. 149-172.

Les dossiers conservés dans les archives du département de l'Intérieur concernent les difficultés d'exploitation de l'imprimerie sédunoise au début du XIX^e siècle et les démarches des propriétaires auprès de l'Etat.

Le 6 mai 1805, Antoine Advocat demande au gouvernement de lui accorder le privilège exclusif de la vente des almanachs et des calendriers sur le territoire de la république². Dans sa séance du 9 mai, le Conseil d'Etat, reconnaissant le bien-fondé de la pétition, établit le projet de décret pour être présenté à la Diète. Ce décret interdit sur tout le territoire de la république la vente des almanachs et des calendriers qui ne sortiraient pas de la presse d'Antoine Advocat. Par contre, le Conseil d'Etat se réserve le droit de censure et celui du contrôle des prix.

Quinze ans plus tard, Antoine Advocat fils implore lui aussi la bienveillante protection de l'Etat³. « L'imprimeur du gouvernement » vient d'apprendre qu'un étranger a pris des dispositions en vue d'établir une imprimerie dans le pays. Or, tandis qu'il se trouve seul imprimeur dans le canton, les ressources de l'établissement ne suffisent pas à faire vivre le propriétaire. Le travail d'imprimerie qui se fait dans le pays se réduit à fort peu de chose : les calendriers domestiques, les directoires des bréviaires et le *Bulletin officiel*. Lui-même doit chercher un gain accessoire dans le travail de la campagne. Une nouvelle imprimerie causerait sa ruine. Une autre raison doit déterminer le gouvernement à intervenir : la mauvaise réputation de l'étranger qui compte s'installer en Valais est notoire. Pour obtenir le privilège exclusif d'imprimeur, Advocat offre à l'Etat quelques compensations. Il s'engage « à donner gratis à tous les membres de l'illustre Conseil d'Etat un calendrier relié proprement, chaque année, et d'imprimer ainsi que de relier sans aucune rétribution les cinquante almanachs que le gouvernement a coutume de distribuer aux Etats confédérés, ou si l'on préfère le numéraire, de payer à la trésorerie la somme équivalente de cette offre, savoir quarante francs comptant annuellement ».

La Diète qui suit accorde le privilège exclusif pour une durée de dix ans.

En 1828, Advocat présente, à quelques jours d'intervalle, deux nouvelles requêtes à l'Etat⁴.

La première, datée du 20 novembre, a pour objet l'amélioration du *Bulletin officiel*. De divers côtés, l'imprimeur entend des reproches parce que ce périodique de l'Etat fourmille de fautes. Or il ne lui appartient pas de remédier à ce défaut, parce qu'il n'est pas l'éditeur et qu'il n'est pas payé pour les corrections. Néanmoins, lui-même déplore cette situation. Non seulement « ces fautes de langue et ces défauts de forme exposent le canton à la raillerie et à la critique », mais ils discréditent encore l'imprimeur. C'est pourquoi Advocat sollicite du gouvernement la concession exclusive du *Bulletin officiel* et *Feuille d'Avis pour le canton du Valais*.

² AV, dép. de l'Intérieur, th. 235, pp. 1-7 : Préavis du Conseil d'Etat et projet de décret de la Diète, 9 mai 1805.

³ *Ibidem*, pp. 9-12 : Préavis du Conseil d'Etat, 14 décembre 1820. — AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 8, n° 1 : Advocat, de Sion, 3 décembre 1820 ; original.

⁴ *Ibidem*, nos 2-3 : Advocat, de Sion, 20 et 24 novembre 1828, au Conseil d'Etat ; originaux.

Si l'Etat accepte sa requête, il aura « comme rédacteur un homme non moins versé dans les langues allemande et française que dans les matières judiciaires, étant docteur en droit ». Il s'engage en outre à apporter encore quelques autres améliorations à la feuille officielle.

L'autre requête, datée du 24 novembre suivant, dénonce de nouveau les agissements d'un concurrent : le sieur Joseph-André Schwaller, relieur établi à Brigue. Ce dernier vend dans le pays un calendrier qu'il fait imprimer hors du canton : l'*Oberwalliser Bote*. Non content de transgresser la « défense formelle » de l'Etat, Schwaller, dans son impudence, sollicite l'autorisation d'établir une imprimerie à Brigue, prétendant que cette fabrique installée dans la partie allemande du canton ne fera aucun tort à celle déjà existante. C'est pourquoi Advocat fait remarquer que son imprimerie suffit amplement pour tous les besoins du canton. Il attire en outre l'attention du gouvernement sur le comportement de son concurrent. Ce sieur, autrefois à Soleure, a fait perdre de grandes sommes d'argent. Il vient en Valais pour imprimer des « contrefaçons d'ouvrages qui ne peuvent qu'attirer des reproches de la part des gouvernements où les ouvrages ont obtenu les privilèges ».

IV

Poudreries et salpêtrières

Le début des fabriques à Martigny

Connue en Angleterre dès 1625, la culture du salpêtre s'est développée sur le continent seulement dans le courant du XVIII^e et du XIX^e siècle. Matière première de la fabrication de la poudre, le salpêtre devient à cette époque l'objet de nombreuses spéculations. L'auteur de l'article de l'*Encyclopédie* dit qu'il s'en fait « un débit incroyable ».

Les frères Christian et Jean Welten, originaires de Saanen (Berne), établissent une salpêtrière à Martigny-Bourg en 1744. A cette date, les deux frères obtiennent de la Diète valaisanne le privilège du ramassage du salpêtre avec droit de faire ouvrir les caves des particuliers pour recueillir ce produit. La Diète leur accorde également la concession pour l'établissement d'une poudrerie contre redevance annuelle à l'Etat d'un quintal de poudre. Les Welten construisent leurs moulins à poudre sur un terrain que leur loue la noble bourgeoisie de Martigny.

A la mort des fondateurs, les fabriques de Martigny reviennent à Emmanuel Welten, fils de Christian, et à sa nièce, Marie-Jeanne Gentil-Welten ¹.

Aux mains de la famille de Rivaz

En 1789, Emmanuel Welten, étant donné son âge avancé, ne se sent plus capable d'exploiter les fabriques. C'est pourquoi il cherche des acquéreurs

¹ H. Michelet, *op. cit.*, p. 57.

pour ses établissements. Le 16 mars 1789, il vend la poudrerie à Pierre Neuen-schwander et à son frère, originaires du bailliage de Thoune ².

Quelques mois plus tard, Isaac et Charles-Emmanuel de Rivaz entrent en pourparlers avec Welten pour l'acquisition des salpêtrières. Le 6 janvier 1790, le marché étant déjà virtuellement conclu, Charles-Emmanuel donne à Isaac procuration et plein pouvoir pour « acheter en son nom conjointement avec lui du sieur Emmanuel Welten et consorts le privilège qu'il a obtenu de Nos Seigneurs pour la fabrication et la recherche du salpêtre dans ce pays avec les bâtiments et les dépendances ».

Devenus propriétaires des salpêtrières, les de Rivaz ambitionnent d'acquérir aussi la poudrerie. Leurs propriétaires se trouvant pressés par des embarras pécuniaires, ils réalisent bientôt leur désir. Par acte passé le 4 avril 1794, devant Jean-Joseph Tavernier, notaire, à Martigny-Bourg, les Neuen-schwander cèdent à Isaac et à Charles-Emmanuel de Rivaz tous les privilèges acquis du sieur Emmanuel Welten et de sa nièce, Marie-Jeanne Gentil-Welten, ainsi que ceux nouvellement obtenus de l'Etat du Valais par patente du 14 décembre 1793 ; ils leur remettent les bâtiments, outils et loyer qu'ils tiennent de la bourgeoisie. Le prix convenu est de cent nonante-cinq louis pour la fabrique et le matériel, et de quarante-cinq écus petits pour la poudre, le soufre et le salpêtre qui s'y trouvent.

L'exploitation des fabriques

Ne pouvant s'occuper personnellement de leurs fabriques, les de Rivaz en confient l'exploitation à Pierre Berguerand et à ses frères Jacques et Claude. Emmanuel Welten prête également son concours pendant quelque temps. François Ducretet et principalement Jacques Delaquis sont chargés du ramassage du salpêtre. Des fournisseurs de différentes régions du pays, et même du canton de Vaud, ravitaillent les salpêtrières de Martigny. En 1796, les de Rivaz obtiennent le renouvellement du privilège du ramassage du salpêtre moyennant versement d'une redevance annuelle à l'Etat de cent cinquante livres de poudre ou de mille cinq cents batz.

L'exploitation de la poudrerie causera bien du souci à ses nouveaux propriétaires. La première année de la reprise, le 7 août 1794, une explosion endommage pour la dixième fois la fabrique de Martigny. Il faudra plus d'une année pour la remettre en état de marche.

Dès la reprise de l'activité, l'écoulement de la marchandise pose des problèmes, car la production dépasse la quantité de poudre utilisée en Valais. Aussi les fabricants tentent-ils d'exporter le surplus. Mais dans les pays voisins la poudre étant soumise à la gabelle, l'Etat du Valais ne veut pas avoir de conflit. C'est pourquoi il fait arrêter, en 1796, à la Porte-du-Scex, un tonneau de poudre à destination de Genève, et Isaac de Rivaz doit s'expliquer à ce sujet à la Diète suivante. Ne pouvant plus fabriquer que les quarante quintaux de poudre consommés dans le pays, il fait réduire sa redevance à l'Etat de cent cinquante à quarante livres.

² *Ibidem*, pp. 57-60.

Lutte pour le maintien des salpêtrières

De 1800 à 1815, les salpêtrières des de Rivaz passent par des vicissitudes de tous genres ³.

Jusqu'en 1800, les propriétaires utilisaient sur place le salpêtre à la fabrication de la poudre. Un édit du gouvernement helvétique ordonne à cette époque la démolition de la poudrerie. Privés de ce débouché, les de Rivaz n'en continuent pas moins l'exploitation des salpêtrières. A défaut d'autres preneurs, Jacques Berguerand, devenu directeur des fabriques depuis la mort de son frère Pierre en 1799, livre le salpêtre à un prix modique à Herport, intendant des poudres, à Berne.

Ces difficultés d'écoulement n'entravent pas la réfection et le développement des salpêtrières. Les années 1801 et 1802 voient la restauration de la « salpêtrerie vieille » de Martigny et l'établissement d'une jonction entre les deux bâtiments. La fabrique étant construite sur un terrain de la bourgeoisie de Martigny, Berguerand s'entremet, en 1802 et en 1804, pour le renouvellement du bail.

Dans le dizain de Monthey, Samuel Soutter, ex-commissaire des guerres à Aigle, crée une concurrence dans le ramassage du salpêtre. Ayant obtenu du gouvernement helvétique le privilège de récolter le salpêtre en Valais, il embauche le Gros-Bellet, qui auparavant était au service des de Rivaz. Aussi Isaac de Rivaz fait-il visiter sa salpêtrière de la Cour, « rière Val-d'Illiez », par Barthélemy Trombert, président de la commune. Dans son rapport, celui-ci déclare que l'état de la fabrique dénote une grande négligence. De plus, l'une des chaudières manque. C'est pourquoi au début de 1804, de Rivaz fait quérir le matériel restant à Val-d'Illiez pour l'établissement d'une nouvelle salpêtrière à Monthey. Il confie la direction de cette fabrique à Jean Jeantet, originaire de Cogne.

En 1805, le Conseil d'Etat enlève aux de Rivaz le monopole de la fabrication de la poudre. Ceux-ci prennent immédiatement des dispositions en vue de couper au nouveau patenté — Jean-Baptiste Pons, d'Avignon — l'approvisionnement en salpêtre. Berguerand s'empresse de faire « ramasser les terres » dans les différentes régions du pays : Val-d'Illiez, Troistorrents, Saxon, Riddes, etc. Ne pouvant l'écouler sur place, les de Rivaz exportent leur marchandise. Ils offrent le salpêtre à Juste Magon, commerçant établi dans le canton de Vaud, pour le prix de sept cents batz le quintal, poids de seize onces ; ils en livrent ensuite aux salines de Bex.

A la suite de plaintes réitérées du patenté, le Conseil d'Etat ordonne à Berguerand de remettre à Pons le salpêtre dont il a besoin pour la fabrication de la poudre. Cet ordre ne produit guère d'effet, car Berguerand entasse les terres sans fabriquer le salpêtre, ou encore il l'exporte clandestinement.

Invité par l'Etat à amener Berguerand à se soumettre, Isaac de Rivaz s'en abstient, en alléguant devant le grand bailli Augustini qu'il a remis la fabrique à Berguerand. Puis, il prend la défense de son régisseur : « Votre Excellence a été mal renseignée et a eu tort de ne pas vérifier si ce qu'on lui

³ *Ibidem*, pp. 112-114.

disait était vrai. » Il énumère ensuite différents endroits où les terres n'ont pas été récoltées.

Le conflit entre les fabricants de salpêtre et les poudriers — Pons, puis Pierre Poulet, son successeur — continue jusqu'en 1814, année où le gouvernement provisoire du Valais réintègre les de Rivaz dans leurs anciens privilèges.

Vicissitudes des moulins à poudre

A partir de 1800, pendant trois lustres, les propriétaires de la poudrerie de Martigny doivent lutter pour son droit à l'existence ⁴.

Le gouvernement helvétique intervient d'abord contre la poudrerie. Estimant qu'il y a trop de moulins à poudre sur son territoire, il entreprend d'en réduire le nombre. C'est ainsi que, le 31 janvier 1800, le ministre helvétique des Finances ordonne à Isaac de Rivaz d'arrêter l'activité de sa poudrerie.

Herport, intendant des poudres, reçoit la mission de traiter pour le rachat du privilège et pour les dédommagements réclamés pour la démolition de la fabrique. Alors qu'il séjourne à Berne, comme député du Valais, Isaac de Rivaz fait connaître ses prétentions. Le 27 juin 1801, Herport l'informe que ses propositions sont acceptées.

Celles-ci détaillent les abandons consentis par les de Rivaz et la compensation accordée par le gouvernement.

Les propriétaires, Charles-Emmanuel et Isaac de Rivaz, feront détruire à leurs frais les établissements servant à la fabrication de la poudre, à savoir le moulin à piler, le moulin à grener, le moulin à tonneaux, le moulin de marbre à l'irlandaise, les tables à sécher, les cribles ainsi que les magasins, de sorte qu'ils deviennent impraticables à la fabrication de la poudre. Ils se départissent également de leurs droits et privilèges en faveur du gouvernement. En dédommagement, la république leur cède un titre de trois mille francs contre la famille de François-Joseph Zur Kirchen, de Viège. Avec cela, les de Rivaz conservent les établissements à salpêtre taxés deux mille trois cents francs.

Le 24 août 1801, Isaac de Rivaz remercie Herport et se déclare d'accord avec l'arrangement proposé. Il exécutera la démolition du moulin, qui lui sera notifiée par certificat du préfet national. Par contre, il lui demande d'acheter le stock de marchandises : poudre, salpêtre et soufre, ce qui est accepté pour le prix de cinq cent un francs douze centimes ⁵.

Le Valais étant redevenu peu après une république indépendante (1802), Isaac de Rivaz s'emploie à remettre sur pied la fabrique de poudre. Mais à peine est-elle en état de produire qu'il se heurte au gouvernement. Par une loi portée le 18 mai 1803, celui-ci se réserve exclusivement la fabrication et la vente de la poudre. Dans une requête du 5 juillet, de Rivaz expose ses idées au sujet de l'application de cette loi. A son avis, l'intention de l'Etat d'intro-

⁴ *Ibidem*, pp. 114-118.

⁵ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 3, nos 1 et 10 : Isaac de Rivaz, de Sion, 5 juillet 1803 et 1^{er} février 1805, au Conseil d'Etat ; originaux.

duire la gabelle sur ce produit ne mérite pas d'être retenue. Il en résulterait peu de bénéfice pour la caisse publique. En ce qui le concerne, il refuse de payer les trente louis de taxe annuelle. Il offre, pour les mois restants de l'année en cours, cinquante livres de poudre. Si l'Etat éprouve des difficultés à trouver un autre fabricant, il consent à verser cent livres de poudre pour le maintien du privilège durant l'année suivante. Sa préférence serait pour tant de « vendre les établissements ou plutôt les débris » au gouvernement.

Le Conseil d'Etat n'entre pas dans les vues du requérant. Un arrêté du 6 juillet 1803 annonce la mise aux enchères du privilège, à la grande salle de la maison de ville, le 31 juillet suivant ⁶.

Les miseurs, Jean-Joseph Duc, grand châtelain de Sion, Isaac et Charles-Emmanuel de Rivaz, et Janvier de Riedmatten, vice-grand châtelain, n'offrent qu'une prime dérisoire ; aussi le commissaire du gouvernement décide-t-il l'ajournement de l'enchère.

A la suite de cette enchère tenue sans résultat, Isaac de Rivaz adresse une nouvelle pétition au Conseil d'Etat. Il s'efforce de démontrer qu'il n'y a eu de la part des miseurs ni intelligence ni concussion. Avec chiffres à l'appui, il expose le peu de rapport provenant du privilège de fabriquer la poudre. Il estime à deux mille livres le débit annuel de poudre en Valais. Même durant l'année qui va suivre, la vente sera fortement diminuée, les particuliers possédant encore de grandes quantités de poudre qui proviennent des magasins de l'armée. Il faut également calculer avec le fait que l'Etat ne pourra jamais empêcher entièrement la contrebande. En tenant compte de ces facteurs, de Rivaz estime que le privilégié de l'Etat pourra vendre annuellement mille six cents livres de poudre à quinze batz la livre, ce qui rapporterait vingt-quatre mille batz. Mais les frais de fabrication s'élèvent à vingt-deux mille batz. Il ne resterait donc au fermier des poudres que deux mille batz, soit deux cents francs, pour les transports, les soins et les risques de l'entreprise. Puis, de Rivaz fait suivre ses considérations d'une offre commune avec de Riedmatten ⁷.

Le même jour, Charles-Emmanuel de Rivaz, conseiller d'Etat, informe son cousin Isaac que le Conseil d'Etat a des raisons de ne pas délibérer définitivement sur l'objet de sa requête. Aussitôt, Isaac avertit le grand bailli Augustini qu'il maintient sa première proposition ; il demande qu'on lui accorde de continuer la fabrication de la poudre du moins à titre provisoire ⁸.

Le 24 août 1804, le Conseil d'Etat accorde à Isaac de Rivaz le bail d'une année, selon la première demande. Fort de ce privilège, de Rivaz restaure la fabrique.

Le 12 décembre suivant, un autre client se présente pour le bail de la fabrication de la poudre : Jean-Baptiste Pons, d'Avignon, que nous avons déjà rencontré à propos du salpêtre. Malgré de nouvelles offres d'Isaac de Rivaz, le Conseil d'Etat adjuge au nouveau pétitionnaire la patente pour dix ans à partir du 1^{er} janvier 1805. De Rivaz proteste contre cette décision. Son bail

⁶ *Ibidem*, n° 2 : Conditions de l'enchère (Signatures d'Augustini, grand bailli, d'Olbec, secrétaire d'Etat, et Duc, président du dizain de Sion).

⁷ *Ibidem*, n° 4 : de Rivaz, de Sion, 9 août 1803, au Conseil d'Etat ; original.

⁸ *Ibidem*, n° 5 : de Rivaz, de Sion, 9 août 1803, au Conseil d'Etat ; original.

étant annuel et daté du mois d'août, il se croit détenteur du privilège au moins jusqu'au mois d'août 1805⁹.

En attendant la réponse du gouvernement, de Rivaz et Berguerand prennent des mesures pour empêcher l'activité de Pons. Ils refusent de lui livrer le salpêtre, matière première de la fabrication de la poudre, et ils le contrarient dans l'achat d'ustensiles et dans l'obtention d'un emplacement.

De Rivaz revient aussi longuement à la charge auprès du Conseil d'Etat. Il supplie de prendre en considération les multiples arguments qui militent en sa faveur. Pourquoi des magistrats distingués par leur sagesse et leur intégrité ont-ils laissé subsister « une amphibologie » ? Le fait d'avoir fabriqué pendant une année révolue ne détruit pas la validité du contrat jusqu'au 27 août 1805. Sa bonne foi en l'interdiction d'exporter la poudre explique la modicité de sa mise. Cet ancien arrêté étant abrogé, il se déclare d'accord de payer à l'Etat quinze louis pour le maintien de son bail jusqu'à la fin d'août 1805. Si Pons demande résiliation du contrat, il s'offre à le prendre à sa place. Etant donné les services qu'il a rendus au pays, l'Etat se doit de trancher en sa faveur ce cas douteux. Il se soumettra d'ailleurs volontiers au jugement « de magistrats qui ne sont pas liés spécialement aux intérêts de l'Etat par leurs fonctions ». Donnant suite à sa requête, le Conseil d'Etat propose, en application de la loi, de soumettre ce litige aux présidents des douze dizains. Mais de Rivaz n'accepte pas de les « déplacer pour une affaire de rien »¹⁰.

Comme de Rivaz refuse toujours de s'entendre avec Pons, le Conseil d'Etat vérifie, par l'intermédiaire du département des Finances, les clauses du contrat de cession du moulin au gouvernement helvétique, du 9 décembre 1801. A l'examen de ce contrat, il apparaît « que les bâtiments n'ont point été cédés, il y est seulement fait mention du droit et privilège de fabrication »¹¹.

Pendant ce temps, Pons ne demeure pas inactif. Décidé à ne pas lâcher prise, il loue un appartement et un emplacement aux Ganioz, et il commence la fabrication. Il monte également des ateliers de salpêtre à Sembrancher, à Saxon et à Chamoson. Néanmoins, de nouvelles difficultés surgissent sans cesse : un jour, le salpêtre lui fait défaut ; le lendemain, les ouvriers le quittent parce qu'il ne les paie pas assez. Lassé par tant de contrariétés, Pons se décide à vendre ses établissements. De Rivaz s'efforce vainement de les obtenir par l'entremise de Mercanton, l'un de ses associés¹².

Après le départ de Pons, le 1^{er} mars 1808, Pierre Poulet reprend la fabrique. Il l'exploite jusqu'à l'annexion du Valais à la France (1810). A ce moment, le gouvernement lui achète les établissements et le privilège pour la somme de vingt-quatre mille francs, réduite à quatorze mille francs. A la suite de cette convention, la fabrique est entièrement démolie.

Dès que le Valais recouvre sa liberté, de Rivaz s'empresse de renouveler

⁹ *Ibidem*, nos 7-8 : de Rivaz, de Sion, 16 décembre 1804 et 17 janvier 1805, à de Stockalper, conseiller d'Etat chargé du département des Finances ; originaux.

¹⁰ *Ibidem*, n° 9 : de Rivaz, s. d. (probablement du 17 janvier 1805), au Conseil d'Etat ; original. — *Ibidem*, n° 6 : de Rivaz, 1^{er} février 1805, à de Stockalper, conseiller d'Etat chargé du département des Finances ; original.

¹¹ *Ibidem*, n° 11 : Rapport sur les bâtiments de la fabrique de poudre appartenant à Messieurs de Rivaz, du 1^{er} septembre 1806.

¹² H. Michelet, *op. cit.*, pp. 117-118.

sa demande d'un privilège pour la fabrication de la poudre. Le 17 février 1814, Gaspard-Eugène de Stockalper, président du gouvernement provisoire, signe la patente, valable pour dix ans. Moyennant une redevance annuelle de cent cinquante livres de poudre, les de Rivaz sont rétablis pleinement dans leurs anciens droits et privilèges ¹³.

Les fabriques de Martigny transférées à Sion

Après la reprise d'activité de la poudrerie, comme par le passé, Jacques Berguerand dirige la salpêtrière et la poudrerie. En l'année 1818, l'inondation provoquée par la débâcle du glacier du Giétroz ruine de fond en comble les fabriques de Martigny-Bourg. De plus, son directeur Jacques Berguerand vient de mourir ¹⁴.

Presque immédiatement après cette « catastrophe », de Rivaz s'emploie à rétablir les fabriques. Bientôt, il se trouve un nouvel associé pour la fabrication de la poudre en la personne de Jacques Calpini, négociant à Sion. Dans son projet de société, de Rivaz prévoit les apports et droits mutuels. Lui-même s'engage à fournir, avec le privilège obtenu de l'Etat, le matériel retiré de l'ancienne fabrique : l'artifice en marbre, le mortier et ses pilons, les marmites et les tamis. Calpini qui désire installer la fabrique dans la capitale valaisanne, se chargera des autres frais. Les associés se partageront les bénéfices.

A la suite du contrat conclu entre de Rivaz et Calpini, l'usine est transférée à Sion.

En 1824, de Rivaz fait renouveler sa patente pour dix nouvelles années. Vu la hausse du prix du salpêtre, il obtient également réduction de la redevance annuelle à l'Etat, qui est ramenée de cent vingt à quatre-vingts livres de poudre.

Cette poudrerie continuera après la mort d'Isaac de Rivaz survenue en 1828. Calpini demandera à l'Etat, en 1835, de lui concéder personnellement le monopole de fabrication de la poudre ¹⁵.

¹³ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 3, n° 14 : de Rivaz, de Sion, 14 février 1814, aux membres du gouvernement provisoire de la république du Valais ; original. — La concession est encartée dans la requête.

¹⁴ H. Michelet, *op. cit.*, pp. 148-149.

¹⁵ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 4-5 : Pièces diverses.

V

Essais d'industries chimiques

L'usine pilote de Martigny et ses succursales

On sait qu'à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, sous l'impulsion de Lavoisier, des savants, comme Fourcroy, Chaptal, Berthollet, Thénard et d'autres encore, ont attaché leur nom à de multiples applications industrielles : ils ont créé l'industrie chimique.

Isaac de Rivaz, toujours à l'affût de toutes les nouveautés et de tous les progrès des sciences, ambitionne lui aussi d'établir de telles industries. En 1805, il trouve l'occasion de réaliser son projet qu'il mûrit depuis 1796. Ne voulant pas livrer le salpêtre à Pons, le nouveau poudrier patenté par l'Etat, il l'utilisera comme matière première de ses fabrications chimiques. A cet effet, il transforme sa fabrique de Martigny. Outre le salpêtre, il emploie dans son usine des matières disponibles dans la région : l'argile de Vernayaz et de Salvan, les pyrites d'Aproz et du Val Ferret¹.

Pour établir son usine chimique, de Rivaz s'assure la collaboration de Pierre Biehly, de Kayzersberg (Haut-Rhin), pharmacien à Martigny, et de Jean-Daniel Liotard, Genevois, propriétaire du fourneau à fondre la mine de fer, à Martigny également.

Durant les années 1806 et 1807, guidés par de Rivaz, Biehly et Liotard montent le four à distiller les acides et commencent les préparations chimiques. Ils produisent à cette époque de l'acide nitrique ou eau-forte, de l'acide sulfurique ou acide vitriolique, de l'acide chlorhydrique ou acide muriatique, de l'ammoniaque et de l'alun.

Dans l'esprit d'Isaac de Rivaz, l'installation de Martigny doit être celle d'une usine pilote. Pour obtenir des débouchés importants, il faudra ensuite établir des fabriques dans les grands centres. Aussi, dès ses premières réussites de fabrication, entame-t-il des pourparlers pour l'extension de son industrie. Comme Liotard ne veut pas lui concéder la moitié des bénéfices, il traite avec Pierre Mercanton, ancien fermier du sel, pour l'établissement d'usines en France. Les tractations de Mercanton aboutissent à l'installation d'une fabrique à Thonon. Biehly la monte durant l'hiver 1808-1809. Cette usine fonctionne pendant quelques années. Mais dès 1813, elle ne peut plus supporter la concurrence qu'amène l'application de nouveaux procédés de fabrication de l'acide sulfurique. Elle se voit alors dans l'obligation de fermer ses portes.

Pendant ce temps, à l'usine de Martigny, de Rivaz, secondé par Bergerand, continue ses recherches. C'est ainsi qu'il perfectionne le four à distiller les acides pour lequel il obtient, le 23 juin 1810, un brevet d'invention signé par Montalivet, ministre de l'Intérieur dans le gouvernement français. Par la suite, de Rivaz abandonne la fabrication des acides à Martigny.

L'usine de Thonon ayant dû cesser sa production, de Rivaz établit, en 1815, une fabrique à Lyon. Pour cet établissement il s'associe à Antoine Michel, orfèvre de profession. Joseph Giroud, un ouvrier d'Isaac de Rivaz, est formé à Martigny et envoyé ensuite à Lyon pour monter l'usine².

En 1816, la fabrique est terminée. Toutefois, son fonctionnement est d'un rendement médiocre. Dès lors, de Rivaz, accaparé par ses multiples occupations, se désintéresse de cette fabrique.

Nouvelle usine à Sion

Vers 1824, de Rivaz établit une nouvelle fabrique de produits chimiques à Sion. Biehly, de retour d'Alsace où il s'était rendu à la fermeture de l'usine

¹ H. Michelet, *op. cit.*, pp. 119-122.

² *Ibidem*, pp. 150-154.

de Thonon, dirige l'usine, effectuant les expériences et les fabrications suggérées par de Rivaz. Aux produits chimiques fabriqués précédemment à Martigny, cette usine adjoint la production du vinaigre, de la céruse ou carbonate de plomb et de l'acétate de plomb ³.

Après la mort d'Isaac de Rivaz survenue en 1828, ses efforts pour établir une industrie chimique en Valais tombent rapidement dans l'oubli. Ses tentatives sont néanmoins dignes de mention : elles montrent bien qu'Isaac de Rivaz mérite une place privilégiée parmi les pionniers de l'industrie chimique.

³ *Ibidem*, pp. 289-311.

VI

Tabacs valaisans

Etablissement des bureaux de tabac dans le Bas-Valais

Depuis une époque fort reculée, l'usage du tabac est répandu en Valais. En 1675, les « Seigneurs » de la république des Sept-Dizains, trouvant qu'on fait une consommation exagérée d'herbe à Nicot, décident de supprimer ce funeste usage ¹. Motivant leur intervention sur de multiples raisons, — les dangers d'incendies provoqués par les imprudences des fumeurs, les effets pernicieux de la nicotine sur la santé et les dépenses superflues que produit l'abus du tabac — ces seigneurs statuent que tout individu surpris à fumer payera une amende de trois livres, et tout débitant de tabac sera puni par la confiscation de la marchandise et une amende de vingt-cinq livres.

Comme on le conçoit facilement, dès le début, les fumeurs invétérés ne se gênent guère de commettre des entorses à la loi. L'Etat s'aperçoit vite qu'il doit user d'un autre procédé. Dès 1694, Jacques Robert, armurier à Monthey, obtient, moyennant une bonne redevance, le monopole de la vente du tabac dans tout le gouvernement de Monthey, vente permise uniquement aux étrangers. Cette concession porte une brèche à la loi et, en même temps, fait découvrir aux « seigneurs du pays » un moyen d'augmenter les recettes de l'Etat. L'introduction de ce monopole est fort contesté dans le pays. Néanmoins, la Diète de mai 1768 décide d'affermir à des Haut-Valaisans les bureaux de tabac dans les communes du Bas-Valais. Des magistrats, parmi lesquels se trouvent le capitaine François-Michel Morency, de Loèche, et Hildebrand Roten, gouverneur de Saint-Maurice, sont nommés fermiers du tabac. Un dénommé Penel, de Vevey, s'engage à fournir tous les tabacs et devient le premier agent des fermiers généraux.

¹ Pierre-Antoine Grenat, *Histoire moderne du Valais, de 1536 à 1815*, Genève, 1904, pp. 238-405.

Considérant cette mesure comme illégale, les communes de Monthey et de Saint-Maurice, sur l'avis de jurisconsultes éminents, font recours à la Diète. Mais leurs protestations n'ont pas de succès. Les bureaux de tabac, établis dans le Bas-Valais, fonctionnent jusqu'à la révolution de 1798.

Concession de la « ferme du tabac »

De 1798 à 1815, le Valais vit une période de troubles qui entravent son développement. Après le départ des armées étrangères, en 1815, le canton revient progressivement à une vie normale. Mais les chefs politiques doivent faire face à une situation difficile : comment pourraient-ils développer un pays alors que la caisse de l'Etat est vide et sans ressources ? Choissant parmi les moyens susceptibles d'alimenter les finances cantonales, la Diète décide, en 1815, d'allouer la vente exclusive du tabac à une société qui lui payera une « ferme ».

Dans l'intention des magistrats valaisans, la création d'une fabrique de tabacs à Sion doit aussi entraîner un autre avantage : cette industrie procurera certainement un emploi rémunérateur à nombre de personnes inaptes aux travaux de la campagne.

Le principe de la ferme du tabac étant admis, l'Etat établit un « projet de propositions au sujet d'un établissement de culture et de vente du tabac dans le canton du Valais »². Le projet détermine les principales clauses à observer dans l'établissement du contrat. Celui-ci contiendra entre autres points les suivants : l'Etat du Valais concédera pour dix ans à partir du 1^{er} mai suivant [1816] le privilège exclusif de la culture et de la vente du tabac dans le canton ; à partir de l'entrée en vigueur de la concession, « le tabac fabriqué sera prohibé à l'entrée du canton » ; les marchands de tabac seront tenus de remettre leur marchandise à « l'entrepreneur » qui leur payera le prix fixé d'avance ; dans chaque localité, l'entrepreneur nommera un débiteur de tabacs choisi parmi trois candidats présentés par le châtelain de la commune ; une taxe progressive pour la ferme du tabac est prévue par l'Etat : fixée à quatre mille francs la première année, elle atteindra la somme de neuf mille cinq cents francs la dixième année.

Soumise à la votation, la « loi relative au tabac » est acceptée à la grande majorité des dizains. Aussi, le 22 février 1816, le grand bailli de Sépibus invite-t-il le client présenté pour la ferme du tabac, Rodolphe Ehrensam, marchand à Bex, à se rendre à Sion pour établir le traité. Après modification de quelques clauses du projet, le contrat est signé le 13 mars 1816 entre l'Etat du Valais, d'une part, et les associés Rodolphe Ehrensam et Paul Huguenin, d'autre part. La société s'engage à créer une fabrique de tabac et prend le nom de « Ferme du Valais »³.

² AV, dép. de l'Intérieur, th. 235, pp. 195-200 : « Projets de propositions... »

³ *Ibidem*, p. 233 : Rapport du grand bailli de Stockalper, du 14 décembre 1820. — Le contrat prévoit une taxe annuelle de 8000 francs. — Parmi les associés se trouve Grenier, de Vevey, député au Grand Conseil.

Désaccord dans la mise en activité de la ferme

Dès l'entrée en vigueur du contrat, une difficulté surgit dans son application.

Le traité accorde à la société le droit exclusif de la vente du tabac dans le canton. Or les marchands refusent de livrer au prix fixé le tabac qu'ils détiennent en stock, car ils subiraient ainsi une perte. Pour transiger dans ce désaccord, soit avec la société, soit avec les marchands, le Conseil d'Etat propose à la Diète de mai 1816 de nommer une commission avec pleins pouvoirs ⁴.

Mais les marchands n'ayant pas remis au fermier le tabac en stock dans leurs magasins, la Diète se voit aussi dans l'obligation d'accepter une modification du contrat primitif. En date du 31 mai 1816, un nouveau traité stipule que les fermiers ne paieront qu'un « droit de consommation au lieu de payer un droit fixe », cela tant que les tabacs détenus dans les magasins n'auront pas été vendus.

Non seulement l'introduction de la nouvelle loi est contrariée par l'opposition des marchands, mais elle provoque encore une augmentation de la contrebande. C'est ce qui ressort du rapport et de « l'état des ventes des trois premiers mois » qu'Ehram remet au grand bailli, le 13 août 1816 ⁵. Dès lors, vu les difficultés rencontrées et favorisé par la clause insérée dans le contrat du 31 mai, le fermier n'est plus pressé d'entrer en possession de son privilège ⁶.

La Diète de mai 1817 est à nouveau nantie des difficultés survenues dans la mise en activité de la ferme du tabac.

Le Conseil d'Etat et la commission de la Diète, d'un avis unanime, déplorent la mauvaise situation de la régie du tabac. Leur rapport peut se résumer comme suit :

Appliquant la décision prise par la Diète, l'Etat a acheté des marchands du pays tous les tabacs qu'ils avaient en magasin. Cette opération lui a coûté dix mille deux cent trente-cinq francs. Ces tabacs de qualités fort diverses ont été réduits à quatre classes de prix. Mais pendant ce temps la ferme a

⁴ *Ibidem*, pp. 141-143 : Préavis du Conseil d'Etat par le grand bailli de Sépibus, du 31 mai 1816 ; original. — *Ibidem*, p. 149 : Préavis de la commission.

⁵ *Ibidem*, p. 189 : Ehram, de Bex, 13 août 1816, au grand bailli de Sépibus ; original.

Ehram met à la disposition de l'Etat le « droit de consommation » qui est de 1253 francs 3 batz. Cette somme est à percevoir chez les entrepreneurs dans les proportions suivantes :

	Francs	Batz
Chez M. Jean-Pierre Indermatten, à Viège	300	—
Chez M. Adrien Zimmermann, à Sion	470	8
Chez M. le Châtelain Bioley, à Saint-Maurice	200	—
Chez M. Jean-Marie Delacoste, à Monthey	282	5
	1253	3

Le fermier fait remarquer que les ventes ont été minimales, surtout à l'entrepôt de Martigny qui a pourtant deux grands dizains à ravitailler, mais l'Entremont n'achète presque rien. « Il serait nécessaire aux intérêts de l'Etat et à ceux de la ferme qu'il y ait plus de régularité aux bureaux frontières. »

⁶ *Ibidem*, pp. 177-179 : Ehram, de Sion, 21 mai 1817, au grand bailli de Sépibus : original.

vendu en concurrence des tabacs de meilleure qualité, ce qui a obligé la régie du gouvernement à baisser les prix. Malgré ce rabais, il ne s'est vendu que pour quatre mille huit cents francs, les dépôts détenant encore pour quatre mille francs de marchandise.

De son côté, se fondant sur la clause du 31 mai, Ehrsam a versé, pour l'année écoulée, cinq mille neuf cents francs, au lieu des huit mille francs promis lorsque la ferme serait en pleine activité. C'est pourquoi le Conseil d'Etat et la commission proposent de liquider le tabac appartenant à la régie de l'Etat à n'importe quel prix. Une telle disposition permettrait la mise en activité complète de la ferme et obligerait Ehrsam à verser annuellement les huit mille francs stipulés par le contrat.

La commission de la Diète examine de nouvelles propositions d'Ehrsam. Le fermier s'offre à racheter les tabacs de la régie pour le prix de trois mille francs, en défalquant de cette somme la valeur des tabacs reconnus comme avariés. En compensation et vu les pertes provoquées par la contrebande, puisque l'Etat ne peut pas l'empêcher, Ehrsam demande de ramener la taxe annuelle de huit mille à sept mille francs. Se prononçant sur ces objets, la commission est d'avis qu'il ne faut pas entrer en discussion avec le fermier ; elle demande que la Diète « autorise le Conseil d'Etat à prendre toutes les mesures qu'il croira convenables pour que la ferme soit mise en pleine activité au 1^{er} juillet prochain ; l'autorisant même à détruire les tabacs ou à les donner gratis, si le cas l'exige » ⁷.

Malgré cette disposition, le conflit avec le fermier reprendra quelques années plus tard.

Opposition des Etats confédérés

Pendant qu'il est en désaccord avec le fermier, pour mettre en vigueur la loi sur le tabac, le gouvernement valaisan doit encore faire face à l'opposition des Etats confédérés.

En effet, durant l'été 1816, plusieurs cantons protestent, mettant en doute la légitimité de la décision de la Diète valaisanne d'affermir la vente du tabac. Ils font recours auprès de l'autorité suprême, la Diète fédérale. Celle-ci s'occupe de cette affaire dans la session de novembre 1816 ⁸.

Le 8 novembre, le Directoire fédéral invite le gouvernement valaisan « à reprendre ses délibérations et à mûrir ses projets pour cet objet si important ». Il rend compte des délibérations de la Diète fédérale qui a été saisie de réclamations provenant de différents cantons.

S'appuyant sur l'article XI du Pacte fédéral, les députés de Bâle, soutenus par ceux de Zurich et de Vaud, ont réclamé la libre entrée et sortie du tabac. Le député du Valais, s'élevant contre une telle interprétation de l'article XI, a défendu le point de vue de son gouvernement. L'article en ques-

⁷ *Ibidem*, pp. 205-206 : « Rapport sur la régie des tabacs achetés des marchands du pays lors de la mise en activité de la ferme du tabac, par le grand bailli de Sépibus, du 16 mai 1817. » — pp. 207-213 : Deux rapports de la commission.

⁸ *Ibidem*, pp. 153-156 : Le Directoire fédéral au Valais, de Zurich, 8 novembre 1816 ; traduction française.

tion « garantit le libre achat des denrées, des produits du sol et des marchandises ». Et pourtant, malgré cette clause, tous les cantons se réservent la vente exclusive du sel et de la poudre, en interdisant l'achat de ces objets dans les Etats confédérés. Le Valais prétend qu'il a le droit d'agir de même au sujet du tabac.

A la suite des exposés des deux parties adverses, les députations, à l'exception de celle du Valais, se sont accordées sur les points suivants : insérer cet objet dans l'*Abscheid* fédéral et inviter le gouvernement valaisan à faire son possible pour que « ces différends soient vidés à l'amiable ». Si ce résultat n'est pas atteint, l'affaire sera prise en considération à la prochaine Diète.

Le prix du tabac mécontente le peuple

Dans la suite, les rapports du Conseil d'Etat sur la ferme du tabac ne font plus mention de difficultés survenues avec les autres cantons. Par contre, ils décrivent longuement les efforts accomplis pour apaiser le mécontentement du peuple. Celui-ci manifeste en effet sa mauvaise humeur contre la cherté du tabac valaisan, cherté résultant d'une imposition indirecte.

En novembre 1819, le problème de la ferme du tabac est de nouveau soumis à la Diète⁹. Afin d'obtenir une baisse des prix du tabac, la Diète charge le Conseil d'Etat de s'entremettre auprès du fermier qui possède le privilège de la vente exclusive du tabac dans le canton. Les pourparlers entrepris n'aboutissent pas. En effet, le contrat de 1816 joue en faveur du fermier. D'après ce traité, les redevances sont basées sur le prix des feuilles provenant des marchés de Suisse et non pas sur le prix des tabacs dans les bureaux de la ferme. Or il arrive que les variations dans les prix des feuilles n'ont que peu d'influence sur celui des tabacs. De ce fait, il devient impossible de contrôler les bénéfices réalisés par le fermier. D'autre part, le tarif des redevances est établi pour une période de deux ans. Le système en vigueur est encore valable jusqu'à la fin de 1820, Ehrensam n'acceptant pas de modification avant son échéance. Même, dans son désir de donner satisfaction au peuple, le gouvernement est allé jusqu'à lui proposer un rabais de mille cinq cents francs sur sa redevance annuelle, à la condition qu'il vende le tabac au prix du marché des villes de Suisse. Cette offre a été refusée. Ce n'est donc qu'en décembre 1820 que l'Etat s'efforcera d'obtenir un tarif plus avantageux pour le consommateur. En attendant, il engagera le fermier à consentir de son gré quelques rabais sur le tabac à fumer.

Consultée sur cet objet, la commission de la Diète opine dans le même sens que le Conseil d'Etat. De plus, elle demande d'imposer à Ehrensam le paiement du cautionnement prévu par le traité et l'accomplissement de sa promesse de fabriquer dans le canton le tabac nécessaire à sa consommation¹⁰.

Au mois de décembre 1820, les démarches projetées n'ont pas encore pu être accomplies. Il a été impossible d'atteindre Ehrensam qui se trouve en

⁹ *Ibidem*, pp. 223-225 : Message du Conseil d'Etat, par le grand bailli de Stockalper, du 17 mai 1820 ; original.

¹⁰ *Ibidem*, pp. 227-229 : Message de la commission, par Xavier de Cocatrix, du 18 mai 1820 ; original.

Italie. Son associé, Marc-Louis-François Grenier, de Vevey, convoqué à défaut du premier, a été empêché de venir au rendez-vous, ayant été appelé pour une séance extraordinaire du Grand Conseil vaudois, dont il est membre ¹¹.

Les tractations entreprises auprès d'Ehrsam dès son retour d'Italie n'aboutissent à aucun arrangement. Par suite des absences fréquentes d'Ehrsam, qui sollicite « le privilège des tabacs » dans une partie des Etats sardes, les négociations se prolongent. Au mois de décembre 1821, la situation de la ferme du Valais est toujours au même point. Un indice favorable au développement de l'industrie du tabac apparaît pourtant : le fermier a étendu la culture du tabac à Sion. Sa production serait déjà suffisante pour la consommation du canton. C'est pourquoi le Conseil d'Etat patiente encore, car il compte toujours sur Ehrsam, « homme très expérimenté en la matière », pour la création d'une fabrique de tabac dans le pays ¹².

La fabrique fonctionne

Les démarches du Conseil d'Etat auprès d'Ehrsam aboutissent enfin à la conclusion d'un traité additionnel, le 4 juillet 1822.

Par ces nouvelles clauses, le fermier s'engage à mettre en activité la fabrication du tabac pour le 1^{er} septembre suivant. Le Conseil d'Etat accorde à la société une remise de mille six cents francs sur le prix annuel du bail pendant la durée du traité, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} mai 1824 ; de son côté, le fermier promet de baisser le prix des tabacs. Si le fermier ne tient pas ses engagements, le bail pourra être résilié en tout temps ¹³.

Fidèle aux obligations contractées, Ehrsam établit enfin sa fabrique de tabac dans une partie de l'hôpital de Sion. Cette installation comprend un rouet pour filer le tabac à fumer et onze moulinets, mus par les pauvres de l'hôpital, pour préparer le tabac à priser.

Dans leurs messages à la Diète de décembre 1822, le Conseil d'Etat et la commission font remarquer que la ferme du tabac commence enfin à produire le double effet attendu d'elle : « empêcher l'exportation d'un grand numéraire et sortir de l'état de mendicité nombre de personnes inaptes aux travaux pénibles de la campagne » ¹⁴.

S'entretenant avec l'expert délégué par le Conseil d'Etat pour visiter la

¹¹ *Ibidem*, pp. 233-234 : Message du Conseil d'Etat, par le grand bailli de Stockalper, du 14 décembre 1820 ; original.

¹² *Ibidem*, pp. 240-250 : Message du Conseil d'Etat, par le grand bailli de Stockalper, du 22 mai 1821 ; original. — pp. 255-256 : Message du Conseil d'Etat, par le grand bailli d'Augustini, du 7 décembre 1821 ; original. — pp. 261-262 : Message du Conseil d'Etat, par le grand bailli d'Augustini, du 22 mai 1822 ; original. — La consommation de tabacs dans le canton est évaluée à 500 quintaux par année. Le fermier débite 300 quintaux, le reste étant introduit par contrebande.

Payant une redevance annuelle de 8200 francs, le fermier doit majorer chaque livre de tabac de deux batz trois crutz (soit environ 27 centimes) pour n'être pas en perte.

¹³ *Ibidem*, pp. 279-281 : Message du Conseil d'Etat, par le grand bailli de Stockalper, du 2 décembre 1823 ; original. — pp. 283-284 : Message de la commission.

¹⁴ *Ibidem*, pp. 269-270 : Message du Conseil d'Etat, par le grand bailli d'Augustini, du 15 décembre 1822 ; original. — pp. 273-275 : Message de la commission.

fabrique, l'un des sociétaires lui fait part des possibilités de développement de l'industrie des tabacs valaisans.

D'après lui, le tabac du pays est d'une qualité supérieure, mais « il excelle seulement par la force et la violence, et non par la suavité et le balsamique de son parfum ». Pour obtenir de bons tabacs, il faudra mélanger les feuilles valaisannes avec d'autres plus douces et leur faire subir « certaines préparations qui leur confèrent de l'arôme ». Pour réaliser ces essais, la société a fait conduire vingt-cinq quintaux de feuilles dans son établissement de Bex. Ce sociétaire pense que, dès le retour d'Ehrsam de Turin, la fabrication en grand pourra commencer à Sion. Cela est d'autant plus vraisemblable qu'Ehrsam vient de conclure un traité avec le gouvernement sarde pour l'approvisionnement de la Savoie en tabacs ¹⁵.

Toutefois, Ehrsam, surtout appliqué à ses autres affaires, continue à négliger la fabrique de Sion. De plus, il mécontente toujours le peuple par le prix élevé auquel il vend le tabac, n'ayant baissé les prix que pour les tabacs de première et de deuxième qualité.

Le contrat arrivant à échéance le 1^{er} mai 1824, le Conseil d'Etat obtient à la Diète de décembre 1823 les pouvoirs nécessaires pour négocier un nouveau contrat.

Prorogation de la ferme

En 1824, le contrat de la ferme du tabac arrive à échéance. Ehrsam n'ayant exécuté que partiellement ses obligations, le Conseil d'Etat exige de nouvelles garanties avant de renouveler le bail.

Finalement l'accord se réalise moyennant quelques adjonctions aux traités de 1816 et de 1822 ¹⁶.

Ehrsam paiera désormais une redevance annuelle de six mille huit cents francs. Les prix de vente du tabac seront fixés d'après la cote de cette marchandise dans les cantons voisins ; une majoration de un batz et demi par livre est toutefois admise, cette marge étant reconnue comme une imposition raisonnable. Le fermier s'engage en outre à développer la fabrique de Sion. Il ne mettra en vente que des tabacs fabriqués avec des feuilles récoltées dans le canton, à l'exception de faibles mélanges de plantes exotiques nécessaires à l'arôme des tabacs de qualité. Si Ehrsam exporte des tabacs, il paiera un droit de sortie de trois francs par quintal sur les feuilles et de dix francs par quintal sur le tabac fabriqué.

Ayant accepté le projet du Conseil d'Etat et de la commission, la Diète recommande aux conseils de dizain d'approuver la prorogation de la ferme pour neuf années.

Néanmoins, comme par le passé, Ehrsam ne remplit pas ses obligations. Aussi, le 3 août 1831, est-il cité devant le juge.

¹⁵ *Ibidem*, pp. 279-281 (voir note 12).

¹⁶ *Ibidem*, pp. 293-296 : Message du Conseil d'Etat, par le grand bailli de Stockalper, du 14 mai 1825 ; original. — pp. 297-299 : Message de la commission. — pp. 305-307 : Message du Conseil d'Etat, par le grand bailli Charles-Emmanuel de Rivaz, du 16 mai 1826 ; original.

On ignore la suite donnée à cette citation. Mais Ehrsam continue à tenir la ferme du tabac. La Diète de mai 1836 accorde à la compagnie Ehrsam et Huguenin une nouvelle concession valable pour une durée de six ans ¹⁷.

Les successeurs d'Ehrsam

A la remise du bail d'Ehrsam, la fabrique passe à un dénommé Valloton, de Vevey, qui la revend à J. Kohler ¹⁸.

En 1867 est constituée à Sion la « Société anonyme des tabacs du Valais » ¹⁹. Elle est dirigée par Alexandre de Torrenté et Guillaume Stucky. Le but de la société est d'utiliser d'une manière plus avantageuse les terrains et les établissements destinés à la culture et à la fabrication du tabac. Les établissements et les propriétés que de Torrenté et Stucky apportent à la société sont en leur possession depuis 1863 et 1864. Ils comprennent des bâtiments au quartier St-Georges, avec une puissante chute d'eau pour les foulons de tabacs à priser, des terrains et des séchoirs au Creuset et à l'île de Grely.

Ch. Von der Mühl devient propriétaire de la fabrique en 1880. A partir de 1910, la fabrique est exploitée par une société anonyme, longtemps dirigée par Wegener. A une époque récente, cette société acquiert aussi la manufacture de tabacs et cigares de Lavallaz & C^{ie}, de Monthey, fondée en 1881 par Charles de Lavallaz ²⁰.

¹⁷ *Recueil des lois, décrets et arrêtés de la république et canton du Valais dès 1827 à 1838*, tome V, 2^e édition, Sion, 1886, pp. 491-498.

¹⁸ Ferdinand de Torrenté, *Le développement industriel du canton du Valais*, Genève, 1927.

¹⁹ AV, dép. de l'Intérieur, th. 240, fasc. 20 : Statuts de la société anonyme des tabacs du Valais, 1867.

²⁰ *Armorial valaisan*, Zurich, 1946, p. 147 (art. de Lavallaz).

VII

Les forges d'Ardon

Les revers d'une société en formation

Au début du XIX^e siècle existaient, en différents endroits du Valais, des martinets travaillant les métaux et aussi quelques fonderies. A leur propos, le banneret de Vantéry notait dans ses mémoires : « En Valais, quand on a découvert une mine, on commence par construire de grandes installations, et celles-ci terminées, on s'aperçoit qu'il n'y a pas de minerai ¹. » Quelques-unes d'entre elles semblent pourtant avoir connu une certaine prospérité. C'est

¹ Cité d'après Jules-Bernard Bertrand, *Notes sur le commerce, l'industrie et l'artisanat en Valais avant le XIX^e siècle*, dans *Ann. Val.*, 1942, p. 544.

ainsi que la fonderie des Valettes, disposant du minerai relativement riche du Mont-Chemin, occupait à cette époque une trentaine d'ouvriers. Cette fonderie appartenait à une compagnie genevoise et était dirigée par Jean-Daniel Liotard. Ce dernier venait de vendre son établissement à une autre société genevoise lorsque, le 16 juin 1818, l'inondation provoquée par la débâcle du glacier du Giétroz détruit la fonderie des Valettes.

La nouvelle société, Pinon-Genevois et Cie, propriétaire d'un grand commerce à Genève, possède également les forges d'Ardon et ses dépendances². C'est pourquoi, abandonnant les Valettes, elle décide de développer l'installation d'Ardon.

Le 23 août 1818, Jean-Augustin Pinon avertit le Conseil d'Etat que les établissements de Liotard en Valais sont devenus la propriété de sa maison³. Il fait remarquer que la fonderie des Valettes était d'une grande utilité pour le pays et qu'elle était aussi avantageuse pour l'Etat. S'appuyant sur ces motifs, la société, qui a subi des pertes considérables par « le fâcheux événement de Giétroz », se recommande à la bienveillance de l'Etat. Afin de pouvoir remettre l'établissement sur pied, Pinon sollicite les faveurs du « Noble Conseil d'Etat et de la Haute Diète pour qu'il plaise à leurs Seigneuries de renouveler la concession pour le terme de cinquante années dont les vingt-cinq premières exemptes de tous droits et charges sauf celui d'une patente, comme les marchands de fer du pays ».

Pinon père étant décédé, son fils continue les démarches. Le 3 janvier suivant, il remercie le Conseil d'Etat pour la concession de la patente sollicitée par son père⁴. Mais à cette époque, la société Pinon-Genevois se trouve en difficulté. D'autre part, certains associés refusant de prendre intérêt à l'établissement valaisan, la société conclut, le 2 mars 1819, un arrangement avec ses créanciers.

La convention

L'acte passé le 2 mars 1819 concerne aussi bien l'établissement valaisan que le commerce genevois⁵. Nous signalerons spécialement ce qui concerne notre canton.

Par cette convention, « les créanciers deviennent propriétaires en commun de l'établissement du Valais, savoir :

« 1^o La fonderie d'Ardon où se trouvent le bâtiment de direction, celui des ouvriers, magasins, écuries, une belle et vaste halle à charbon, un haut-

² Anne-Joseph de Rivaz déclare que les forges d'Ardon étaient exploitées par le sieur Pinon, déjà avant 1798 (*Mémoires historiques sur le Valais*, publiés par André Donnet, t. II, Lausanne, 1961, p. 325). Ce renseignement paraît erroné ; Pinon possédait à l'époque la concession pour les mines de fer de Chamoson, et les forges d'Ardon ont été fondées seulement en 1810 par Liotard (Archives de la fonderie d'Ardon et Archives communales).

³ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 7, nos 1-2 : Pinon père, de Genève, 23 août et 20 septembre 1818, au grand bailli de Rivaz, à Sion ; originaux.

⁴ *Ibidem*, n° 3 : Pinon fils, de Genève, 3 janvier 1819, au grand bailli de Rivaz ; original.

⁵ *Ibidem*, n° 50 : Convention du 2 mars 1819, en 14 articles, trois pages de signatures ; original.

fourneau et sa halle, un bocard, un four à calciner le minerai, un emplacement pour affinerie, les machines soufflantes, un beau cours d'eau, etc.

« 2° L'usine des Valettes avec un bâtiment de direction et un beau cours d'eau, le tout avec les outils, meubles, ustensiles, marchandises brutes ou fabriquées, existant ce jour dans ledit établissement.

« 3° Les forêts acquises pour alimenter le haut-fourneau, savoir celle du canton de la Jeur, à Bovernier, celle des Champs Saxons, celle de Leyrettaz, à Saxon. En un mot, toutes les propriétés mobilières et immobilières situées en Valais et appartenant à Messieurs Pinon-Genevois et Cie deviennent la propriété des créanciers. »

En raison de la participation à l'établissement valaisan et aussi à cause de la position difficile dans laquelle, par des circonstances imprévisibles, se trouve la maison Pinon-Genevois, les créanciers acceptent de faire une remise de 35 %.

En dédommagement de leur renonciation, outre leur part sur l'établissement du Valais, les créanciers demeurent intéressés pour un tiers dans le commerce de draperies de Genève, cela pendant six ans. Liotard recevra neuf mille francs de France. A la suite de quoi, il ne paraîtra plus comme créancier dans la maison de commerce de Genève, mais comme « créancier privilégié pour prix non payé sur l'établissement du Valais ». Le contrat précise aussi les modalités de paiement aux autres créanciers.

La firme Pinon-Genevois et Cie a désormais comme actionnaires à parts égales : l'hoirie d'Augustin Pinon, Salard Pinon, Sigismond Genevois et Mercier. Genevois et Mercier demeurent chargés de la liquidation ; David-Charles Odier et Jacob de Candolle sont nommés commissaires des créanciers.

La concession valaisanne

Ce regroupement étant effectué, la société s'occupe de nouveau de l'établissement valaisan.

La concession accordée par la Diète, le 11 décembre 1818, n'a pas encore été expédiée. Aussi Pinon fils demande-t-il au Conseil d'Etat de l'établir au nom de Pinon-Genevois et Cie, négociants à Genève, et de la lui envoyer⁶.

Cette concession accorde à la société genevoise l'exploitation des mines de fer d'Ardon et du Mont-Chemin pour une durée de cinquante ans ; par contre, l'exemption du « droit de consommation pour les fers vendus rièr le territoire du Valais » n'est accordée que pour douze ans.

Rien, dans le dossier du département de l'Intérieur, ne laisse supposer une mise en activité immédiate des forges d'Ardon. Mais trois ans plus tard, Jacques Grasset, maître de forges en Dauphiné, va s'employer à remettre sur pied la fonderie valaisanne.

⁶ *Ibidem*, n° 4 : Pinon fils, de Genève, 21 septembre 1819, à l'ancien grand bailli de Rivaz ; original. — *Ibidem*, n° 5 : Copie de la concession, envoyée à Jacques Grasset, à Paris, de Genève, le 17 juillet 1822.

Le nouveau maître de forges

En 1822, Grasset se trouve à Paris, sans emploi, la maison Grasset et Gavel, dans laquelle il était associé, ayant dû fermer ses portes par suite de mauvaises affaires. C'est alors que Grasset entre en relation avec la compagnie Pinon-Genevois, se faisant envoyer à son adresse, rue St-Jacques n° 116, une copie de la concession accordée à la société genevoise⁷.

Deux mois plus tard, en septembre 1822, Grasset prend la direction des forges d'Ardon. Le 20 octobre suivant, au nom de la société, il informe le Conseil d'Etat des dispositions adoptées : « Par acte du 20 septembre, la compagnie des forges d'Ardon vient d'organiser et régler les moyens de remonter et mettre en roulement le haut-fourneau d'Ardon, d'y joindre des affineries, martinets et laminoirs, afin de rendre cet établissement aussi complet que possible, et offrir aux habitants du Valais dans leur pays les produits en fontes et fers forgés desquels ils ont été privés jusqu'à aujourd'hui⁸. »

Après avoir attiré l'attention de l'Etat sur les avantages que le canton retirera de l'établissement d'Ardon, le directeur Grasset sollicite de nouvelles faveurs. Il demande d'accorder à la compagnie des forges d'Ardon, concurremment avec les autres établissements du Valais, la concession exclusive du flottage des bois sur le Rhône jusqu'à Ardon, du 15 février au 30 mai de chaque année. Constatant que les forêts du canton s'appauvrissent, il invite l'Etat à limiter « la sortie des bois » au nombre de toises reconnues comme superflues pour les établissements du canton.

L'achat des forges

Dès son arrivée en Valais, Grasset s'intéresse aussi à l'achat des forges.

Un acte est passé par-devant Jacob Vignier, notaire à Genève, le 11 janvier 1823⁹. Par celui-ci, si l'on s'en tient au dire de Grasset, lui et sa femme, née Ursule-Julie François, acquièrent de Gay, fondé de procuration de la société Pinon-Genevois, les forges d'Ardon.

Pour faire face aux obligations de ce traité, Grasset doit trouver de l'argent, car lui-même semble en être dépourvu¹⁰. Il veut du moins utiliser les avoirs de sa femme. Par la voie du *Bulletin officiel*, en juillet 1823, il annonce qu'il autorise son épouse à retirer les capitaux de France et à les placer sur la nouvelle acquisition. Il invite également quiconque aurait des

⁷ Voir ci-dessus, note 6.

⁸ *Ibidem*, n° 8 : La compagnie des forges d'Ardon, par Grasset, Pinon et Ferrari, d'Ardon, 20 octobre 1822, au Conseil d'Etat ; original.

⁹ *Ibidem*, n° 11 : Avis pour l'insertion au *Bulletin officiel*, n° 32, juillet 1823, par Bérard, châtelain d'Ardon ; original.

¹⁰ A la diète de décembre 1830, Favre, châtelain de Bramois, fera une « diatribe virulente » contre Grasset « auquel il conteste la légalité de sa nomination de député du dizain de Conthey, sur ce qu'on a acquis la connaissance certaine qu'il n'a quitté la France que par suite d'une faillite ». Pour se justifier, Grasset « a exhibé un certificat de la Chambre de commerce du Dauphiné comme quoi il s'est mis en règle avec tous ses créanciers » (Anne-Joseph de Rivaz, *Mémoires historiques sur le Valais*, t. III, Lausanne, 1961, p. 140).

prétentions sur les forges d'Ardon à les consigner au greffe du juge de la commune.

Ce contrat de 1823, mentionné par Grasset, ne se trouvant pas dans le dossier du département de l'Intérieur, ses clauses nous demeurent inconnues.

En 1827, l'établissement devient la propriété d'une nouvelle compagnie : la société des forges d'Ardon. L'avis annonçant la composition et l'organisation de la société est publié dans le *Bulletin officiel* ; en voici la teneur :

« Par acte entre Messieurs Jacques Grasset, propriétaire demeurant à Ardon, Jean-René Prevost-Moulton, banquier à Genève, tant en son nom personnel que comme représentant la maison Jean Prevost-Duval et compagnie, Jacob Duval, propriétaire, demeurant à Genève, Sébastien Turini, propriétaire, demeurant à Vandœuvres, François-Ami Arlaud-La Housse, banquier à Genève, Pierre-Louis-Augustin Prevost-Duval, banquier, demeurant à Plainpalais, Jean-Charles Maunoir-Vuisseux et compagnie, négociants à Genève, il a été formé une société anonyme sur les bases principales qui suivent :

« Titre premier : *Nature de la société. Fonds capital*

« L'objet de la société est l'exploitation des hauts-fourneaux et forges d'Ardon en Valais.

« Le siège de la société est établi chez Messieurs Maunoir-Vuisseux & Cie, négociants à Genève.

« Son fonds capital est de trois cent cinquante mille livres de Suisse (soit cinq cent vingt-cinq mille livres de France), divisé entre les contractants en trente-cinq actions de dix mille livres de Suisse.

« La durée de la société est illimitée.

« Titre 2 : *Administration*

« L'administration des affaires de la compagnie est confiée dans les limites qui suivent :

« 1° à l'assemblée générale, qui se forme de la réunion des actionnaires ;

« 2° au Conseil d'administration ;

« 3° à Monsieur Grasset, directeur des forges.

« Le conseil d'administration est composé de quatre membres pris parmi les actionnaires et du directeur des forges.

« Monsieur Grasset est directeur des forges et usines d'Ardon.

« Monsieur Jean-Charles Maunoir est administrateur.

« Monsieur Arlaud-La Housse est caissier de la compagnie et chargé des écritures à Genève.

« Messieurs Grasset, Maunoir et Arlaud sont tenus de conserver, pendant la durée de leurs fonctions, deux de leurs actions intransmissibles, comme garantie des opérations qui leur sont confiées.

« La signature sociale est confiée collectivement à Messieurs Jean-Charles Maunoir et Arlaud ; elle est obligatoire pour la société. Ils feront précéder leurs signatures de ces mots : *pour la Compagnie des forges d'Ardon.*

« La signature de l'administration des usines à Ardon est confiée à Monsieur Grasset, directeur ; elle est obligatoire pour la société. Il fera précéder sa signature de ces mots : *pour la Compagnie des forges d'Ardon, le Directeur.*

« Forges d'Ardon, le 28 novembre 1827 ¹¹. »

Mais à l'époque où il publie ces statuts, Grasset a déjà mis en activité les forges d'Ardon.

La fabrication

Pour développer la production des forges d'Ardon, Grasset déploie son effort sur différents plans.

Nous avons dit ci-dessus que, dès son arrivée en Valais, il avait effectué des démarches auprès de l'Etat pour obtenir la concession des bois nécessaires à la fabrication du fer, car, à l'époque, la réduction du minerai s'opère encore par le charbon de bois ; il a également réclamé le droit de libre flottage des bois sur le Rhône. En vue d'écouler la production, il se préoccupe maintenant de conquérir sa clientèle auprès des marchands du pays. Le commerce du fer en Valais se trouvant presque entièrement entre les mains de MM. Bonzon, de Vevey, il conclut un arrangement avec eux ¹². Ce contrat définit les marges que Grasset laissera sur les fers livrés aux dépositaires des Bonzon en Valais.

Le 5 mai 1832, les forges d'Ardon achèteront encore le martinet de Conthey. Cet atelier est à l'époque la propriété de Jean-Grégoire Sauthier ¹³.

Pendant qu'il effectue ces multiples démarches administratives, le directeur s'emploie surtout à activer la production. Un extrait du « journal de vente » conserve, pour un certain nombre d'années, les noms des clients — forgerons, maréchaux, marchands, etc. — et aussi les quantités de fer vendues par les forges d'Ardon ¹⁴.

A titre indicatif, nous extrayons le sommaire des fers livrés en Valais de 1825 à 1832 :

	quintaux		quintaux
1825	668. 26 1/4	1829	1395. 18 1/2
1826	457. 41	1830	1265. 70 1/4
1827	530. 94	1831	1089. 06 1/2
1828	607. 16 1/4	1832	1478. 02 1/2 ¹⁵

Les forges d'Ardon exportent également une certaine quantité de fer, payant à l'Etat un droit de sortie de vingt-cinq batz par quintal.

¹¹ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 7, n° 15 : Lettre de Grasset au grand bailli et avis pour l'insertion au *Bulletin officiel*, d'Ardon, 28 novembre 1827 ; originaux.

¹² *Ibidem*, n° 13 : Grasset, d'Ardon, 29 novembre 1824, au Conseil d'Etat ; original.

¹³ *Ibidem*, n° 51 : Acte passé par-devant le notaire Joseph Gay, le 5 mai 1832 ; copie.

¹⁴ *Ibidem*, nos 28-49 : Différentes pièces tirées du « Journal de vente ».

¹⁵ *Ibidem*, n° 34 : Résumé des ventes de fer faites en Valais... depuis 1825 à 1832.

Parmi les clients étrangers, on trouve : Piccard-Buttin, à Aigle ; Audéoud-Forêt et Roux, à Genève ; Chevrard, à Genève ; François Francillon et fils, à Lausanne ; Bonzon et fils, à Vevey ; J.-L. Thury et fils, à Morges ; Bachmann, poêlier, à Lausanne ; Joly et Brouppacher, à Lausanne ; Henry Kervand, à Rolle ; Bousser et Didier, à Genève ¹⁶.

Ainsi, à en juger uniquement d'après le « journal de vente », on pourrait croire qu'à partir de 1820 les forges d'Ardon connaissent un essor réjouissant. Mais celui-ci n'est que relatif. Les nombreuses démarches entreprises par le directeur pour assurer le fonctionnement de l'usine montrent les difficultés auxquelles l'établissement doit continuellement faire face.

La qualité du fer

Dès son entrée en fonctions, le directeur Grasset doit dissiper la fâcheuse réputation répandue dans le canton au sujet de la mauvaise qualité du fer d'Ardon.

En 1825, les forgerons et maréchaux de Martigny et des environs expliquent leur mécontentement dans une pétition adressée au Conseil d'Etat. Ils exposent leurs griefs en termes très vifs :

« Que le fer d'Ardon soit en majeure partie extrêmement mauvais, que le public s'en plaigne amèrement, sont les deux chefs avancés dans la présente pétition. Ces avances n'ont rien de contraire à la vérité ; maréchaux, cloutiers, serruriers, forgerons de toutes espèces, propriétaires, fermiers, gens de métiers, en un mot, tous ceux qui ont fait usage du fer d'Ardon attestent de la manière la plus édifiante que ce fer est généralement d'une si mauvaise qualité qu'il est presque impossible d'en faire usage à la satisfaction de celui qui vous en confie le travail ¹⁷. »

Comme preuve de la vérité de leur assertion, les pétitionnaires relatent des faits concrets : un maréchal de Martigny a rapporté au dépôt du fer qui se brisait comme de l'acier ; en tombant sur le pavé, un grillage de fenêtre s'est brisé en plusieurs morceaux, etc.

Ayant exposé leurs griefs, les forgerons demandent à l'Etat de réduire les taux d'entrée des fers étrangers. Ils arguent ainsi de la mauvaise qualité des fers d'Ardon pour obtenir une baisse générale des prix. C'est ce que fait remarquer le directeur Grasset qui, de son côté, met tout en œuvre pour améliorer la qualité de sa marchandise. A cet effet, il sera même amené à importer des matières étrangères, terres, sables, houilles, « indispensables au roulement de son établissement » ¹⁸.

Regroupements de la compagnie

Malgré les efforts déployés par son directeur, les forges d'Ardon connaissent bientôt l'adversité. La mauvaise qualité du minerai utilisé, celui de

¹⁶ *Ibidem*, n° 49 : Forges d'Ardon, Journal de vente [1839].

¹⁷ *Ibidem*, n° 14 : De Martigny, 12 décembre 1825, au grand bailli de Rivaz (23 signataires) ; original.

¹⁸ *Ibidem*, n° 26 : Grasset, d'Ardon, 28 février 1837, au Conseil d'Etat ; copie.

Chamoson, semble être principalement responsable de cette fabrication déficitaire.

En 1835, la fabrique arrête la production. C'est alors que Jacques Grasset et MM. Duval reprennent l'établissement, achetant les parts des autres sociétaires¹⁹.

Pour solder sa dette, Grasset contracte un emprunt de cent cinquante mille francs auprès d'une banque bâloise. La régularisation est passée par-devant le notaire Pierre Torrent à Monthey, le 12 août 1835. Le plan de Grasset est de remettre en activité les forges au début de septembre et de pouvoir fondre le minerai dans le haut-fourneau les premiers jours d'octobre.

On ignore s'il parvint à réaliser son projet. Mais l'usine ne semble pas avoir prospéré dans la suite.

Frédéric Kohler, qui, plus tard, deviendra intendant des postes vaudoises, reprend l'établissement en 1840 ; puis, en 1847, les forges passent à une nouvelle compagnie : la Société des forges d'Ardon. Celle-ci investit un capital d'un million de francs divisé en deux mille actions de cinq cents francs chacune. D'importantes réparations sont entreprises. Mais la révolution de 1848, avec les désastres commerciaux qui s'ensuivent, entrave l'œuvre commencée²⁰.

Dans une nouvelle tentative de redressement entreprise en 1861, la direction de la forge est confiée à l'ingénieur L. Bonin. Mais comme ceux de ses prédécesseurs, ses efforts demeurent voués à l'insuccès.

Une autre compagnie est constituée en 1865 sous le nom de « Société des charbonnages et hauts-fourneaux du Valais ». L'association comprend une partie des membres de l'ancienne « Compagnie des mines du Valais, fonderie et forges d'Ardon », soit : Joseph-Marie Brun-Legros, Alexis Vidal, Etienne Siaux et Jean-Baptiste Granger-Veyron, tous de Lyon. A ces membres sont adjoints : Charles Bergeron, codirecteur de l'exploitation des Chemins de fer de la Suisse occidentale, de Lausanne ; Charles Revillet, industriel, d'Ardon ; Jean-Emmanuel Gruner, ingénieur, de Bossey (départ. Haute-Savoie) ; Henri-Samuel Veyrassat, ingénieur, de Genève ; Théodore-Louis-Antoine Audéoud, notaire, de Genève. Emmanuel Gruner est nommé ingénieur de la compagnie.

Les sociétaires ont de multiples raisons d'espérer que l'usine d'Ardon, jadis déficitaire, pourra cette fois-ci procurer des bénéfices appréciables. Ils peuvent en effet compter sur des conditions nouvelles avantageuses, à savoir l'établissement des chemins de fer qui facilitent les moyens de transports, la réunion dans les mêmes mains des mines d'anthracite de Grône et des environs, des mines de fer et de la fonderie d'Ardon, et l'invention par Revillet d'un procédé d'agglomération des anthracites qui les rend utilisables pour la fonderie²¹.

¹⁹ *Ibidem*, nos 23-25 : Grasset, d'Ardon, 20 juin, 25 août et 20 septembre 1835, au Conseil d'Etat ; originaux.

²⁰ AV, dép. de l'Intérieur, th. 240, fasc. 10 : L. Bonin, ingénieur, *Rapport sur l'usine d'Ardon*, imprimé à Lyon, 1862, 31 p. — *Ibidem* : Détail des coulées du fourneau d'Ardon, du 10 mars au 24 mai 1831. — *Ibidem* : Moulages pour l'usine, faits depuis le 1^{er} janvier 1832 au 25 août 1833.

²¹ *Ibidem*, fasc. 15 : *Société des charbonnages et hauts-fourneaux d'Ardon*, statuts imprimés, Genève, 1865, 22 p. — La compagnie des forges, d'Ardon, 25 janvier 1866, au Conseil d'Etat ; original. — Les mines d'anthracite de Grône, Chalais, Chippis et autres lieux ont été acquises de MM. Ravy et Cie par la Société des forges d'Ardon, le 11 février 1865.

Néanmoins, malgré ces indices de réussite, il semble qu'une fois de plus la réalité ait déjoué les spéculations des sociétaires. En 1869, les forges d'Ardon cessent leur activité.

VIII

La verrerie de Monthey

Anciennes verreries en Valais

A plusieurs reprises et dès les temps anciens, des marchands et des industriels ont tenté d'établir des verreries en Valais.

Déjà à la Diète de décembre 1553, un Autrichien s'offrait de fabriquer de bons verres à boire et d'autres récipients : il quémandait une subvention pour la construction et le lancement de son usine, présentant comme caution Pierre Zengaffinen. On ignore si ses démarches ont abouti ¹.

On peut supposer qu'au début du XVIII^e siècle une verrerie existait à Sierre. En effet, les comptes de la famille de Quartéry mentionnent, en 1716, deux transports à la « verrière » de Sierre. C'est sur un terrain de cette même famille de Quartéry que s'établit en 1762 la verrerie du pont du Trient, près de Vernayaz. La direction de la fabrique est confiée aux frères Alexis et Joseph Schmidt, originaires de Franche-Comté. La verrerie débute dans de bonnes conditions et atteint un certain niveau de prospérité. Vers 1770, elle occupe une quarantaine d'ouvriers. Mais bientôt elle ferme ses portes ².

En 1778, un dénommé Picard, de Lausanne, acquiert la verrerie du pont du Trient pour la transporter à la Porte-du-Scex. La fabrique est sur le point d'entrer en activité lorsque survient la mort de son propriétaire. Un décret judiciaire liquide alors les prétentions des créanciers de Picard : il attribue les cinq sixièmes de la verrerie à Jacques de Quartéry et un sixième à Pierre Saudan, de Martigny.

Dans la suite, des tractations sont menées pour transférer la verrerie à Saint-Maurice. A cet effet, une association est constituée, en 1791, entre Jacques de Quartéry, Charles-Emmanuel de Rivaz et Isaac de Rivaz. Mais, au dernier moment, de Quartéry refuse les conditions de l'association.

D'autres tractations s'engagent aussi pour transférer la verrerie de Sem-sales en Valais, puis pour établir une verrerie à Bramois. Les démarches sont dirigées par J. de Quartéry, Jean-Joseph Duc et Charles-Emmanuel de Rivaz. Mais elles n'aboutissent pas non plus.

L'établissement de la verrerie de Monthey

Une fabrique plus importante, la verrerie de Monthey voit le jour en l'année 1822. Elle a comme principaux promoteurs des verriers savoyards :

¹ J.-B. Bertrand, *Notes sur le commerce...*, dans *Ann. Val.*, 1942, p. 547.

² H. Michelet, *op. cit.*, pp. 64-66, 317-318.

les deux frères Jean-Thomas et François-Marie Contat, et Jean Trottet. Des familles du pays s'intéressent également à l'entreprise.

Le 13 juillet 1822, en effet, l'avocat Charles Bovier, de Sion, sollicite du Conseil d'Etat l'autorisation d'établir une verrerie en Valais, usine qui occupera trente à trente-cinq ouvriers³. La réponse se faisant attendre, l'avocat de la société revient à la charge le 29 juillet, puis encore le 1^{er} août suivant. Le lendemain, le Conseil d'Etat homologue la concession de la verrerie ; elle est accordée à la Société Franc, Contat et Cie. L'usine est installée à la bifurcation de la route cantonale et de celle de Choëx.

Jean Trottet agit comme directeur de la compagnie. A plusieurs reprises, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'avocat Bovier, il recourt au Conseil d'Etat pour obtenir des droits et des privilèges en faveur de la verrerie. Ainsi, le 20 septembre 1823, il demande au gouvernement : 1^o l'exemption des droits d'entrée sur divers produits utilisés dans la fabrication du verre ; 2^o le droit de pouvoir brûler deux mille toises de bois par année⁴.

Le 7 mars 1824, au domicile de l'avocat Adrien-Félix Pottier, les associés établissent l'« acte de la Société de la verrerie de Monthey ». L'entreprise est divisée en dix actions réparties comme suit : Franc, 3 actions ; Bovier, 1 ; François Contat, 2 ; Jean Contat, 2 ; Trottet, 1 ; Seingre, 1.

Dès la mise en marche de la verrerie son directeur constate qu'elle se trouve fréquemment exposée à des dangers d'incendie. A la suite de tractations avec une société d'assurances, le directeur de la verrerie, non content d'assurer son usine, sollicite du Conseil d'Etat l'autorisation de tenir lui-même un bureau d'assurances⁵. Pour approvisionner en bois la fabrique, il obtient le droit de flottage sur la Vièze ; il demande également à l'Etat de sévir contre les marchands qui exportent de grandes quantités de bois en contrebande, alors que les fabriques du pays en manquent⁶.

Dans cette association, Jean Contat fils tient le bureau et effectue les tractations. En décembre 1838, la fabrique se trouve en difficulté avec le gouvernement bernois⁷. Celui-ci reproche à la verrerie d'apposer le cachet du canton de Berne sur les bouteilles vendues dans son territoire ; aussi demandait-il de retirer cette marchandise. Par la voie du président du dizain de Monthey, Contat explique la manière de procéder de la verrerie. Les armes du canton et la croix fédérale sont aussi apposées sur les bouteilles vendues

³ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 9, nos 1-3 : Bovier, de Sion, 13 et 29 juillet, et 1^{er} août 1822, au Conseil d'Etat ; originaux.

⁴ *Ibidem*, n° 4 : Trottet, de Monthey, 20 septembre 1823, au Conseil d'Etat ; original. — Louis Borgeaud, *L'Industrie du verre à Monthey*, dans *Pages Montheyannes*, n° 6, décembre 1960, pp. 353-354.

⁵ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 9, nos 5-6 : Trottet, de Monthey, 15 et 30 décembre 1823, au Conseil d'Etat ; originaux. — n° 7 : Trottet, de Monthey, 1^{er} janvier 1824, à l'avocat Bovier, à Sion ; original.

⁶ *Ibidem*, n° 8 : Trottet, de Monthey, 7 octobre 1824, à Bovier, à Sion ; original. — n° 9 : Bovier, de Sion, 8 octobre 1824, au Conseil d'Etat ; original. — n° 10 : Trottet, de Monthey, 29 mai 1825, au Conseil d'Etat ; original. — n° 11 : Rapport de la commission pour la coupe des bois ; copie. — n° 12 : Trottet, de Monthey, 30 novembre 1826, au Conseil d'Etat ; original.

⁷ *Ibidem*, n° 13 : J. Contat fils, de Monthey, 19 décembre 1838, au président du dizain de Monthey ; copie.

dans les autres cantons, Vaud, Fribourg, etc. Cette manière de faire n'a donné lieu à aucune difficulté jusqu'à ce jour. D'ailleurs, la fabrique n'applique pas ce cachet par fraude puisque « ses bouteilles sont plus belles que celles d'aucune autre fabrique » et qu'elle a même marqué le haut du cachet des deux lettres V. M., initiales de la verrerie de Monthey. Il serait impossible de retirer les bouteilles vendues dans le canton de Berne ; c'est pourquoi Contat sollicite la faveur de pouvoir traiter avec le gouvernement bernois.

Malgré les difficultés inhérentes à toute industrie, la verrerie de Monthey prospère rapidement. Elle est même très cotée vers le milieu du siècle. C'est ce que démontre un conflit auquel elle donne lieu.

Un conflit entraîne la liquidation de la société

En 1859, des difficultés jaillissent, qui ont pour origine l'incertitude survenue au sujet de deux actions de la fabrique. Ces deux actions, objet du litige, étaient auparavant propriété de François Contat. Par suite de dissentiments avec ses neveux, François Contat fait don d'une de ses actions à l'hôpital de Monthey et il vend l'autre à Cyprien Barlatey⁸. Mais pendant ce temps, des créanciers de F. Contat qui avaient obtenu pour « une somme de douze mille francs des collocations antérieures sur ces deux actions » ont revendu leurs droits aux neveux de F. Contat. Il s'ensuit un conflit inextricable. L'affaire est portée devant le tribunal. A la suite de quoi, sur intervention de la commune, la verrerie est fermée et les scellés, apposés⁹.

La fermeture de la verrerie est mise principalement sur le compte du président de la municipalité qui a pris fait et cause pour les intérêts de l'hôpital. C'est ainsi que les affaires de la verrerie ont des contrecoups sur la politique communale. Le 18 février 1859, des citoyens montheysans s'adressent au département de l'Intérieur du canton du Valais, réclamant son intervention : « Le grave événement qui vient encore d'affliger Monthey par la fermeture de l'établissement de la verrerie due principalement à M. le président de la municipalité, septante ouvriers au moins en grève, une sourde exaspération, des pertes irréparables dans la commune, des dommages inévitables que l'on devra payer, obligent les soussignés de vous demander une prompt solution de la question pendante de la validité de nos élections. Vous le comprendrez, Monsieur le conseiller d'Etat, combien il importe dans ces circonstances aux ressortissants de Monthey d'avoir enfin une administration assise¹⁰. »

Le docteur Casimir Monnay, président de la municipalité, expose aussi le comportement de la commune dans cette affaire. Elle n'a eu en vue que l'intérêt général : « l'apposé des scellés se justifie par le fait que MM. les administrateurs des avoirs de la verrerie dans lesquels l'hôpital compte environ

⁸ AV, dép. de l'Intérieur, th. 240, fasc. 14, n° 21 : Le don à l'hôpital est fait par acte du 26 août 1858 ; la vente à C. Barlatey, par acte du 26 janvier 1859.

⁹ *Ibidem*, n° 2 : Bioley, conservateur des hypothèques, de Monthey, 10 mars 1859, rapport pour le département de l'Intérieur ; original.

¹⁰ *Ibidem*, n° 3 : Pétition, de Monthey, 18 février 1859, au département de l'Intérieur (43 signataires) ; original.

cinquante mille francs, lui ont refusé non seulement toute immixtion dans l'administration, mais encore tout droit de surveiller ses intérêts. »

Bioley, conservateur des hypothèques, est chargé par le département de l'Intérieur de tenter une conciliation. Après avoir rencontré les intéressés, il pense que la seule solution est de laisser agir les tribunaux. Le préfet de Monthey, Jean-Joseph Torrent, est du même avis ¹¹.

Tout le Bas-Valais est mis en émoi par la fermeture prolongée de la verrerie. En 1860, de nombreux citoyens de Monthey, de Collombey, de Massongex et de Vérossaz adressent des protestations à la commune de Monthey. Les signataires de la pétition « éprouvent les fâcheux effets de la fermeture d'un établissement, qui non seulement faisait honneur au canton, mais qui procurait à une foule de personnes une source assurée de revenus et de moyens d'existence. Les soussignés font des vœux pour que la présente démarche contribue à faire cesser cet état de choses inconcevable et pour que le mauvais vouloir d'un groupe imperceptible d'individus bien connus ne fasse plus longtemps un tort irréparable à toute la contrée ¹². »

Pendant ce temps, les pourparlers continuent entre les sociétaires et les représentants de la municipalité.

Un contrat de transaction est rédigé dans une assemblée de la société, le 7 janvier 1860.

Cet arrangement stipule que C. Barlatey est reconnu propriétaire de l'action achetée à François Contat, à l'exception de neuf mille francs de compte courant à verser aux avocats Maurice et Louis Rappaz, Jean-Baptiste Gay et Ignace Durier, une clause semblable valant pour l'action de l'hôpital de Monthey.

Pour sortir la société de la verrerie de la situation anormale où elle se trouve, les actionnaires s'engagent à procéder immédiatement à la reconstitution de la compagnie s'ils parviennent à un accord unanime, sinon à la licitation de la société entre les intéressés. Ce projet de transaction conserve les noms des membres de la société de la verrerie, soit : « Joseph Franc et son fils Théodmir Franc, Casimir Franc, agissant tant en son nom qu'en celui de son fils Nestor Franc ; Oscar et Adolphe Franc, Louis Wuilloud comme tuteur des enfants de feu Louis Franc ; François Contat en son nom et comme tuteur des enfants mineurs de son frère feu Jean-Pierre Contat, l'hôpital de Monthey représenté par le président municipal Adrien Delacoste, Jean Trottet, Maurice Contat, Pierre et David Seingre et le notaire Cyprien Barlatey ¹³. »

Comme on pouvait s'y attendre, l'accord unanime ne se réalise pas. Pour continuer les tractations, on exige que les représentants de l'hôpital soient

¹¹ *Ibidem*, nos 2, 5, 7 et 8 : Bioley, de Monthey, 10 mars, 1^{er} avril, 11 mai 1859 (deux lettres), au conseiller d'Etat chargé du département de l'Intérieur ; originaux. — nos 4, 6 : [Jean-Joseph] Torrent, préfet, de Monthey, 22 février et 13 mars 1859, au département de l'Intérieur ; originaux. — n° 11 : Dr Monnay, président de Monthey, de Monthey, 21 février 1859, au département de l'Intérieur ; original.

¹² *Ibidem*, n° 14 : Municipalité de Monthey, 23 juin 1860, au département de l'Intérieur ; original. La municipalité transmet la liste des pétitions réclamant la réouverture de la verrerie. — n° 15 : Pétitions des communes de Collombey-Muraz, de Massongex et de Vérossaz. — nos 16-17 : Pétition de la commune de Monthey.

¹³ *Ibidem*, n° 21 : acte de transaction, du 7 janvier 1860, signé le 29 janvier 1861 ; original.

munis de l'autorisation de l'assemblée primaire et de celle du Conseil d'Etat ¹⁴. Entre temps, on procède à l'expertise légale et à l'estimation des avoirs immobiliers de la verrerie ¹⁵. Les experts choisis pour cette tâche sont : Benjamin Roy, mécanicien à Vevey ; Jacquerod, architecte à Aigle ; Norbert Parvex, ancien président à Muraz.

Les autorisations requises étant accordées aux délégués de la commune, l'acte de la transaction mentionnée ci-dessus est signé le 29 janvier 1861. Le 15 février suivant, le juge d'instruction somme les copropriétaires de la verrerie de procéder à la licitation de la compagnie ; il les invite pour cela à faire leurs offres d'après les prix portés à l'inventaire du 26 août écoulé ¹⁶.

Le 23 juin suivant, la verrerie, vendue aux enchères publiques, est adjugée à Cyprien Barlatey, président du Tribunal de Monthey, pour la somme de deux cent quarante mille francs.

Reconstitution de la société

Dans les mois qui suivent, une nouvelle société se reconstitue. Son acte de fondation est établi le 5 septembre 1861. La nouvelle compagnie achète la verrerie pour le prix de deux cent quarante mille francs et s'engage à la remettre en activité. Elle comprend comme membres : Edouard Dapples, syndic de Lausanne et président du Conseil national ; Alexis Allet, président du Conseil d'Etat et conseiller national, Sion ; Sigismond Marcel, banquier, à Lausanne ; Cyprien Barlatey, président du Tribunal de Monthey ; Henri Bischoff, professeur de chimie, à Lausanne ; Ernest Dapples, ingénieur civil, à Lausanne ; Casimir Franc, propriétaire, à Monthey, tant en son nom qu'en celui de son fils mineur Nestor ; Oscar Franc, propriétaire, à Monthey, représenté par son frère Adolphe Franc ; Elie Detorrenté, notaire, à Monthey ; Hyacinthe-Casimir Monnay, docteur en médecine, à Monthey ; Léon Franc, pharmacien, à Monthey ; Alfred Martin, notaire, à Monthey ; Alexis Cottet, négociant, à Monthey ; Xavier Wuilloud, négociant, à Sion ; M^{me} Pétronille Franc, née Wuilloud ; Cyprien Basqueiraz, notaire, à Monthey.

L'acte de fondation est passé à l'hôtel de l'Ecu du Valais, à Saint-Maurice, par le notaire Théodore Caillet-Bois, en présence des témoins Maurice Chapelet, major et avocat, et Joseph de Cocatrix, capitaine. Le capital de la société est fixé à cinq cent mille francs divisé en mille actions de cinq cents francs chacune ¹⁷.

¹⁴ *Ibidem*, n° 19 : Extraits des délibérations de l'assemblée primaire et du conseil municipal de Monthey, du 15 janvier 1860, des 13 et 21 janvier 1861. — n° 18 : Jugement rendu par l'avocat Emmanuel Défago, du Val-d'Illiez, juge d'instruction près le Tribunal au civil du district de Monthey, entre Joseph Torrent, Hyacinthe Carraux, Antoine Du Fay, demandeurs pour l'hôpital de Monthey, et Casimir Franc, ses fils Adolphe et Oscar, le notaire Cyprien Barlatey, défendeurs. Val-d'Illiez, 2 janvier 1861 ; original.

¹⁵ *Ibidem*, n° 13 : Adrien Delacoste, au département de l'Intérieur, s.l.n.d. ; original. — n° 22 : Inventaire des avoirs de la verrerie.

¹⁶ *Ibidem*, n° 18 : Copie du mandat que la municipalité de Monthey a fait signifier le 15 février 1861 aux divers copropriétaires de la verrerie.

¹⁷ *Ibidem*, n° 23 : Statuts de la société, du 5 septembre 1861, en 41 articles, 19 pages ; original.

Les statuts sont approuvés par le Conseil d'Etat le 13 septembre 1861. La compagnie prend le nom de « Société des Verreries de Monthey ». Quatre ans plus tard, la compagnie est de nouveau en liquidation. Par acte du 16 janvier 1865, Alexis Allet acquiert la verrerie de Monthey.

Nouveau regroupement

Presque immédiatement, une nouvelle compagnie se reforme sous le nom de « Société des anciennes verreries de Monthey ». Son acte de constitution est passé à Sion, le 15 mars 1865, par-devant le notaire L.-L. Roten. Comparaisent à la séance de fondation : Alexis Allet, conseiller d'Etat, à Sion ; Cyprien Barlatey, président du Tribunal de Monthey ; Oscar Franc, propriétaire, à Monthey ; Elie Detorrenté, notaire, à Monthey ; H.-Casimir Monnay, docteur en médecine, à Monthey ; Léon Franc, pharmacien, à Monthey ; Alexis Cottet, négociant, à Collombey ; Xavier Wuilloud, négociant, à Sion, ainsi que d'autres actionnaires de l'ancienne société anonyme.

Alexis Allet cède la verrerie à cette société pour le prix de deux cent cinquante-cinq mille francs. Le Conseil d'Etat approuve les statuts le 23 mars 1865¹⁸.

Comme la précédente, cette société a une vie éphémère. Elle est dissoute le 27 août 1870.

La verrerie concurrente se développe

Dès 1861, alors que l'ancienne verrerie se débattait dans des difficultés inextricables, un nouvel établissement reprenait la fabrication du verre. Cette fabrique s'établissait près de la gare et continuait la Société Franc, Contat et Cie¹⁹.

La convention provisoire de cette compagnie date du 6 août 1861. La mise de fonds est opérée par des actionnaires de l'ancienne verrerie : Joseph Franc et son fils Théodmir, Maurice Contat, François Contat, Jean Trottet, David et Pierre Seingre.

La Société Franc, Contat et Cie devient Contat et Cie, le 8 juin 1892, puis Verrerie de Monthey S. A., Succursale de Contat et Cie, le 12 mai 1908 ; et enfin, Verrerie de Monthey S. A., le 12 février 1928.

Après plus d'un siècle d'existence, le 18 août 1933, la verrerie de Monthey cesse toute fabrication.

¹⁸ *Ibidem*, n° 24 : *Statuts de la société des anciennes verreries de Monthey*. Imprimé de 16 pages, suivi de l'homologation du Conseil d'Etat, de Sion, 23 mars 1865.

¹⁹ Louis Borgeaud, *L'Industrie du verre à Monthey*, *op. cit.*, pp. 349-379.

IX

Industries secondaires et démarches diverses

La thèque 239 du département de l'Intérieur révèle également l'existence, dans la première moitié du siècle dernier, d'ateliers de moindre importance. Par leurs démarches auprès de l'Etat les promoteurs de ces industries ont marqué leur existence de quelques traces que nous voulons relever.

Tanneries

De nombreuses tanneries ont prospéré en Valais au XVIII^e et au XIX^e siècle. Le rapport de la préfecture du département du Simplon, publié en 1812, mentionne quarante-six tanneries inscrites.

Dans les années qui suivent, trois tanneurs nous sont connus par les démarches qu'ils ont effectuées auprès de l'Etat.

Le 14 décembre 1817, François Débonnaire et Ignace Sarrasin, de Saint-Maurice, supplient le Conseil d'Etat de prêter une oreille favorable à leur situation. Par suite de l'existence d'une « maladie contagieuse » dans certaines communes du Valais — Salvan, Saillon, Leytron, etc. —, les transports des cuirs et des peaux sont prohibés et refoulés à leur passage à Miéville. Or Débonnaire et Sarrasin possèdent de grandes quantités de peaux provenant de l'Entremont et d'autres localités de la plaine, exemptes de maladie. Aussi demandent-ils avec instance, pour éviter des pertes, le droit de transporter ces peaux à Saint-Maurice, étant bien entendu qu'ils prendront toutes les précautions voulues pour éviter la contagion ¹.

Deux lettres du 30 juillet 1818, l'une de Jean de Vantéry, de Monthey, l'autre, de son gendre André Vuilliez, d'Evian, nous apprennent que ce dernier a l'intention de s'installer comme marchand tanneur au « Pré du Conseil » à Monthey.

Pour faire aboutir leur projet, ils sollicitent leur cousin, le grand bailli Charles-Emmanuel de Rivaz, de soutenir leur requête au Conseil d'Etat ².

En 1825, les frères Fracheboud, d'Illarsaz, « bâtissent et meublent une tannerie à Martigny ». L'un d'entre eux, Pierre-Louis, sollicite pour cet atelier un privilège de l'Etat. Vainement les Fracheboud se sont adressés à la fonderie d'Ardon pour obtenir du fer à cercler. Cet article leur étant indispensable, les propriétaires demandent au Conseil d'Etat de leur accorder la « franchise d'entrée » pour sept à huit quintaux de cette marchandise ³.

¹ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 3, n° 1 : François Débonnaire et Ignace Sarrasin, de Saint-Maurice, 14 décembre 1817, au Conseil d'Etat ; original. — En 1797, Ignace Sarrasin, d'Orsières, obtenait l'autorisation de s'établir à Saint-Maurice en qualité de tanneur.

² *Ibidem*, n° 2 : de Vantéry, de Monthey, 30 juillet 1818, au grand bailli de Rivaz, à Sion ; original. — n° 3 : Vuilliez, d'Evian, 30 juillet 1818, au grand bailli de Rivaz ; original.

³ *Ibidem*, n° 4 : Pierre-Louis Fracheboud, de Monthey, 25 septembre 1825, au grand bailli ; original.

Poterie Barman à Saint-Maurice

Au début du XIX^e siècle, le capitaine Barman possédait une poterie établie à Saint-Maurice.

Le 23 mai 1818, Barman envoie au Conseil d'Etat la liste « des ingrédients nécessaires à la composition du vernis de la poterie ». Il sollicite pour ces marchandises l'exemption des droits d'entrée. On connaît par cette requête les besoins annuels de la poterie de Saint-Maurice, soit : douze quintaux de litharge, deux quintaux et demi de terre de pipe, nonante-six livres de manganèse, quarante-huit livres de cendre de cuivre, une livre d'antimoine⁴.

Vraisemblablement, la poterie Barman se trouvait à l'emplacement de « La Tuilerie ».

Tréfilerie, martinet et « épinglerie » de Saint-Gingolph

En 1818, agissant pour le compte de la maison Carteret et Cie de Genève, les frères Du Roveray établissent à Saint-Gingolph une usine qui se propose de fabriquer fil de fer, pointes de Paris, clous, chaînes, instruments aratoires, fer en barres, martinets, verges rondes et crénelées, etc.

Au moment d'installer la fabrique, Du Roveray s'adresse à l'Etat du Valais. Pour que l'usine ait quelque chance de prospérer, il est indispensable que le gouvernement la favorise de sa bienveillance. C'est pourquoi le directeur se permet de solliciter pour son établissement le droit de transit pour les fers bruts. Une franchise se justifie d'ailleurs pleinement. Les fers sont seulement travaillés dans ses ateliers ; ils sont transformés en fils, épingles, instruments aratoires de tous genres, puis ils sont de nouveau exportés. N'est-il pas juste par conséquent que l'Etat accorde la franchise d'entrée pour ces marchandises ? Du Roveray se déclare par contre d'accord de payer les droits requis pour les fers vendus dans le canton⁵.

Le 1^{er} décembre 1819, la fabrique est prête à fonctionner. Néanmoins, les devis ont été fortement dépassés, l'usine ayant coûté le double de la somme prévue. Son directeur Du Roveray éprouve bien des craintes pour l'avenir. C'est pourquoi il renouvelle sa demande pour obtenir la franchise d'entrée sur les matières premières. Dans l'établissement des taxes, il faudra aussi tenir compte des déchets qu'occasionne le travail du fer, la diminution du poids étant évaluée en moyenne à 12 % du poids brut. De plus, les fers utilisés dans la construction devraient être calculés comme fers en magasin. A l'appui de sa requête, Du Roveray se plaît à énumérer les nombreux avantages que sa fabrique procurera au canton ; entre autres, elle compte occuper une cinquantaine d'ouvriers⁶.

Les tractations au sujet des taxes continuent durant l'année suivante. Le 26 février 1820, de la Pierre, régisseur, fait rapport à l'Etat sur la fabrique de Saint-Gingolph. Il reconnaît son utilité, souhaitant que le nombre d'établis-

⁴ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 4 : capitaine Barman, de Saint-Maurice, 1^{er} mai 1818, au Conseil d'Etat ; original.

⁵ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 5, n° 1 : Du Roveray frères, de Genève, 25 août 1818, au grand bailli du Valais ; original.

⁶ *Ibidem*, n° 2 : Du Roveray, de Genève, 1^{er} décembre 1819, au grand bailli ; original.

sements similaires augmente en Valais. Par contre, il déplore la mauvaise situation géographique de la fabrique qui se trouve à l'extrémité du canton. Concernant les taxes imposables, il estime que les offres de MM. Du Roveray, de verser un abonnement annuel de quarante à soixante francs, sont bien modiques en considération du développement de leur commerce. D'après les informations prises, l'usine de Saint-Gingolph utilisera annuellement trente à quarante quintaux de fer pour le maintien de ses artifices et sept quintaux d'huile ; elle usinera environ neuf cents quintaux de fer. En fondant les calculs sur les taxes payées par Schmidt à Saint-Maurice, les Du Roveray devraient verser annuellement deux cent soixante-deux francs vingt centimes à l'Etat ⁷.

En décembre suivant, Du Roveray s'adresse de nouveau au gouvernement valaisan. Il constate que la position de la fabrique, à l'extrémité du canton, n'est pas propice à son développement. Aussi manifeste-t-il l'intention d'établir un dépôt dans le centre du Valais. Mais ce qui est le plus pressant, c'est que la fabrique obtienne une réduction des taxes. Dans l'état actuel, elle peut difficilement soutenir la concurrence étrangère qui bien souvent introduit de la marchandise en contrebande. Le calcul de base est d'ailleurs inexact, la fabrique débitant au maximum quatre cents à cinq cents quintaux de fer par année. Se gardant de préciser leur demande, les Du Roveray « abandonnent à Son Excellence le soin de fixer la réduction, comme elle la jugera convenable, s'en reposant entièrement sur la généreuse protection dont le gouvernement a bien voulu jusqu'à présent favoriser l'établissement » ⁸.

Fabrique d'acier de Saint-Maurice

Une autre fabrique d'une durée tout aussi éphémère que celle de Saint-Gingolph s'établit à la même époque à Saint-Maurice.

Le 24 décembre 1818, Xavier de Cocatrix, vice-président du dizain de Saint-Maurice, écrit au grand bailli au nom du comte Jacques de Quartéry et du sieur Claude Schmidt. Ceux-ci viennent d'obtenir de la Diète « le droit exclusif pendant quinze ans de fabrication d'acier en Valais ». Ils désirent installer leurs ateliers dans un local du château de Saint-Maurice. De Cocatrix transmet au gouvernement les propositions qui accompagnent leur demande.

« Ils auraient besoin de toutes les pièces du rez-de-chaussée qui ne font pas partie des prisons, des appartements du premier étage pour bureau et aussi des places intérieures, du petit bâtiment au midi, de la cour où ils ont provisoirement établi leur four, et du magasin au couchant du château... Ils voudraient néanmoins que le gouvernement leur confie tous les appartements de cet édifice, excepté ceux nécessaires au geôlier. Ils demandent un bail de quinze ans, de même durée que la concession. Ils offrent pour prix de location une somme annuelle de quarante-huit francs qu'ils appliqueront en réparations, ce qu'ils feront constater. »

Ayant fait part des offres, le vice-président du dizain appuie fortement

⁷ *Ibidem*, n° 3 : De la Pierre, de Saint-Maurice, 26 février 1820, au Conseil d'Etat ; original.

⁸ *Ibidem*, n° 4 : Du Roveray, de Sion, 12 décembre 1820, au grand bailli ; original.

la demande. Le propriétaire du château aura tout à gagner de cette location, étant donné le mauvais état dans lequel se trouve le bâtiment après le passage des armées autrichiennes⁹.

Cette fabrique d'acier vécut à peine trois ans. Le 27 décembre 1821, Xavier de Cocatrix avertit le grand bailli que Claude Schmidt ne continue pas le bail pour l'année suivante. En conséquence, il versera à la trésorerie d'Etat la somme convenue pour l'amodiation¹⁰.

Teinturerie Gottsponer à Monthey

Vers 1820, François-Joseph Gottsponer établit une teinturerie à Monthey. Deux pétitions qu'il adresse au Conseil d'Etat nous dévoilent l'existence de cette industrie et les préoccupations de son propriétaire.

L'atelier prospère d'abord normalement, donnant entière satisfaction à son fondateur. Les taxes versées à la caisse d'Etat permettent d'évaluer l'activité de l'établissement. En trois ans, Gottsponer a payé trente-cinq louis pour l'« entrée des couleurs », importées par lui-même. Il a de plus acheté une partie de cette marchandise à des commerçants du pays.

Mais en 1823, Gottsponer s'inquiète. Un concurrent de Bex, François Volcard, lui enlève la clientèle. Travaillant par l'intermédiaire du voiturier « Noël du canton de Vaud », colporteur de pain dans la région montheyssanne, Volcard ramasse les objets à teindre et les rapporte ensuite à domicile.

Pour lutter contre cette concurrence, Gottsponer doit compter sur la protection de l'Etat. La loi des finances de 1822 paraît, en effet, favoriser le commerçant étranger. Cette loi exempte du droit d'entrée « les draps fabriqués dans le pays et qui ayant été exportés à l'étranger pour y recevoir une préparation sont réintroduits ».

Gottsponer fait remarquer que les teinturiers valaisans payant une taxe d'entrée sur les couleurs sont nettement désavantagés par ce système. Aussi demande-t-il à l'Etat un changement. Pour remédier aux abus, il faudrait, ou bien assujettir à une taxe les draps teints dans le canton de Vaud, ou bien supprimer les droits d'entrée sur les couleurs¹¹.

Démarches pour une fabrique d'eaux gazeuses

En 1830, Hubert Franc entreprend d'établir à Monthey une fabrique d'eau gazeuse et de vins champagnisés.

Les aubergistes du canton voient d'un œil favorable une telle installation. Franc s'est déjà assuré la collaboration d'un « artiste habile en la partie » ; il a pris les informations au sujet des installations qui nécessitent entre autres appareils une machine à compression coûtant quatre mille francs. Craignant

⁹ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 6, n° 1 : Xavier de Cocatrix, de Saint-Maurice, 24 décembre 1818, au grand bailli ; original.

¹⁰ *Ibidem*, n° 2 : De Cocatrix, de Saint-Maurice, 27 décembre 1821, au grand bailli ; original.

¹¹ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 10, nos 1-2 : Gottsponer, de Monthey, 19 juillet 1823 et 23 avril 1824, au Conseil d'Etat ; originaux.

que la réussite de son industrie ne suscite une concurrence dans le pays, il veut s'assurer la fabrication par un privilège exclusif. C'est ce qu'il sollicite dans deux lettres adressées au grand bailli du Valais.

Pour étayer sa demande, il remet aussi à l'Etat la liste des produits mis au programme de fabrication :

« Note des eaux minérales gazeuses, soit d'agrément ou purgatives et autres boissons, qui feront partie de notre établissement.

» *Eaux* de Seltz, soit Selters, Soda Water, Geilnau, Bussang, Sedlitz, Pyrmont, alcaline d'Evian, Spaa, Saydschutz, oxygénée, hydrogénée, sulfurée, ferrugineuse, magnésienne ;

» *Limonade purgative* ;

» *Boissons d'agrément* : limonade gazeuse au citron, à la vanille, au punch, vineuse ;

» *Liqueurs extra-fines* : Anisette telle qu'en Hollande, Curaçao, Genièvre, Marasquin tel qu'à Zara, eau de noyaux, Alkermès tel qu'à Florence, élixir de genièvre ;

» *Vins fins du pays champagnés* ¹². »

On ignore si les démarches de Franc ont abouti et si son industrie des eaux gazeuses a vu le jour.

Pour l'établissement d'une sucrerie valaisanne

Dès 1836, une société genevoise s'est constituée pour l'établissement d'une sucrerie en Valais. Le 21 novembre 1836, Abraham Baudit-L'Hoste, son neveu Daniel Colladon, ingénieur, professeur de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures à Paris et à l'Académie de Genève, et J.-Pierre Colladon-Humbert sollicitent du Conseil d'Etat le privilège exclusif pour une sucrerie ¹³. La correspondance qui suit cette première démarche permet aux intéressés de préciser les conditions du privilège ¹⁴.

A la Diète de décembre, le grand bailli Dufour fait rapport sur cet objet ¹⁵. Le privilège exclusif qui est ensuite accordé à la compagnie genevoise comporte comme principales clauses : a) pour garantir la fabrique contre toute concurrence, l'Etat concède à la société Colladon et Cie un privilège exclusif pour vingt-cinq ans ; b) les actionnaires payeront le demi-droit sur les sucres consommés en Valais, ils ne pourront jamais être taxés sur les sucres exportés ; c) la société pourra acheter environ cinquante « seiteurs » de terrain pour construire la fabrique et pour constituer une ferme modèle dans la culture de la betterave à sucre.

Cependant, pour se conformer à la loi qui interdit aux étrangers d'acquiescer dans le canton, la Diète met une restriction : elle accorde aux pétition-

¹² AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 12, nos 1 et 3 : Hubert Franc, de Monthey, 14 février et 30 avril 1830, au grand bailli ; originaux. — n° 2 : *Note des eaux minérales...*

¹³ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 13, n° 1 : Abraham Baudit, de Sion, 21 novembre 1836, au Conseil d'Etat ; original.

¹⁴ *Ibidem*, nos 2-3 : D. Colladon, de Genève, 28 novembre et 5 décembre 1836, au Conseil d'Etat ; originaux.

¹⁵ *Ibidem*, n° 4 : Rapport du grand bailli Dufour au nom du Conseil d'Etat, de Sion, 12 décembre 1836. — n° 10 : Rapport de la commission, s. l. n. d.

naires « l'autorisation qu'ils sollicitent, sous réserve qu'à l'expiration du privilège ni l'établissement, ni les terrains ne pourront être vendus à un étranger, ainsi que le veut la loi ».

Cette clause n'est pas agréée par la société qui demande une modification de l'article en question ¹⁶. A la Diète de mai 1837, à la suite des exposés du grand bailli Dufour et du rapporteur de la commission, une nouvelle rédaction du traité est proposée aux Genevois ¹⁷. La Diète ne veut pas modifier la loi qui interdit la vente des biens à un étranger. Elle donne pourtant une garantie aux actionnaires de la sucrerie en ajoutant cette clause : « A l'expiration du privilège, ils ne pourront être évincés de leur établissement aussi longtemps qu'ils le feront valoir personnellement. »

Les restrictions de la Diète ont-elles découragé les membres de la compagnie genevoise ? Leurs traces ne se retrouvent plus dans le dossier du département de l'Intérieur.

Mais une société parisienne reprend les démarches pour établir une sucrerie en Valais. Sur proposition du Conseil d'Etat, le 1^{er} décembre 1845, le Grand Conseil concède à Thomas Nodler, de Paris, le privilège exclusif de la fabrication du sucre de betteraves. A cette époque, Nodler possède près de Sion un terrain de deux cents hectares. Bacqueville, qui depuis vingt-cinq ans est à la tête d'une raffinerie à Paris, s'est rendu sur place pour étudier la nature des terres du Valais. Ayant acquis la conviction que le sol valaisan est favorable à la culture des betteraves sucrières, il est entré dans la compagnie en formation et a accepté le titre de gérant responsable de la société.

D'après le contrat, la fabrique doit être établie dans les trois ans qui suivent la concession. Or, le 20 juin 1849, Nodler informe le Conseil d'Etat que la société a été mise dans l'impossibilité de tenir cet engagement par suite de l'inondation du Valais.

Aussi demande-t-il de proroger la concession, étant encore dans l'incertitude sur les conséquences de l'inondation ¹⁸.

Requêtes diverses

La thèque 239 du département de l'Intérieur conserve encore quelques requêtes diverses qui ne méritent qu'une brève mention.

En 1838, Abetel, marbrier à Sion, remet au grand bailli un échantillon de son travail. Il le prie de le présenter au Conseil d'Etat et à la Diète, afin que ces « hautes autorités » puissent constater la bienfaisance de son ouvrage ¹⁹.

¹⁶ *Ibidem*, nos 5 et 7 : Colladon, de Genève, 19 janvier et 9 mai 1837, au Conseil d'Etat ; originaux. — n° 6 : Jules Trotz, pour la société Colladon, de Saint-Maurice, 27 avril 1837, au Conseil d'Etat ; original.

¹⁷ *Ibidem*, n° 8 : Rapport de la commission, s. d. n. l. — n° 9 : Rapport du grand bailli Dufour, Sion, 17 mai 1837 ; original.

¹⁸ *Ibidem*, n° 18 : Nodler, de Granges, 20 juin 1849, à Zen Ruffinen, président du Conseil d'Etat ; original. — Dans la lettre est encartée une feuille imprimée qui est la copie du « Privilège concédé par le Grand Conseil de la république et canton du Valais, décret du 1^{er} décembre 1845 ». L'original a été déposé chez M^e Pottier, notaire à Paris.

¹⁹ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 14 : nos 1-2 : Abetel, 8 décembre 1838, au grand bailli ; original.

Au moment de sa fondation, la fabrique de draps de Bagnes sollicite également la protection du gouvernement. L'avocat Fusay, agissant au nom de la société Gard, Fusay & C^{ie}, demande, pour la fabrique récemment établie, l'exemption des droits d'entrée sur les « ingrédients nécessaires à la teinture » et sur les laines fines que l'établissement importe pour améliorer la qualité du drap. Le président du Conseil d'Etat, Janvier de Riedmatten, fait rapport sur cet objet à la Diète de novembre 1839 ²⁰.

L'année suivante, par l'intermédiaire de son secrétaire Berguerand, le conseil communal de Martigny-Bourg informe le Conseil d'Etat que la commune ne s'oppose pas à l'établissement d'une fabrique de colle forte projetée par François Savoya, celui-ci ayant pris les précautions voulues pour ne pas polluer l'eau de la meunière ²¹.

Le dernier document concernant les industries de la première moitié du XIX^e siècle a trait à la fondation d'une savonnerie. S'adressant au Conseil d'Etat, Alexandre Seiler demande en 1846 une réponse aux droits sollicités pour la fabrique qu'il projette d'établir. Parmi les privilèges qu'il désire obtenir, mentionnons : le monopole exclusif de la fabrication du savon dans le canton pour un terme de trente ans ; une imposition des savons importés en Valais et l'exemption des droits d'entrée sur les matières premières de sa fabrication ²².

²⁰ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 15 : Rapport de Janvier de Riedmatten, président du Conseil d'Etat, 21 novembre 1839 ; original.

²¹ AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 16 : Berguerand, de Martigny, 10 janvier 1840, au Conseil d'Etat ; original.

²² AV, dép. de l'Intérieur, th. 239, fasc. 17 : Alexandre Seiler, de Sion, 19 janvier 1846, au Conseil d'Etat ; original.

Conclusion

Nous ne prétendons pas, dans les pages qui précèdent, donner un tableau complet des industries bas-valaisannes de 1800 à 1850. Néanmoins, l'analyse des dossiers rassemblés dans les deux thèques du département de l'Intérieur, ainsi que l'utilisation d'un certain nombre d'autres sources concernant cet objet, nous permettent d'émettre quelques considérations.

Les industries avant 1800

Parmi les industries de quelque importance établies avant 1800, une seule existe encore aujourd'hui, la papeterie de Vouvry, fondée en 1636. Il est vrai que sa raison sociale a été quelque peu modifiée, puisqu'elle est deve-

nue fabrique de cartonnage. D'autres industries de l'époque, comme les salpêtrières et la poudrerie de Martigny, ont depuis longtemps cessé leurs fabrications. La verrerie du Pont-du-Trient avait déjà fermé ses portes bien avant 1800. Il existait aussi antérieurement au début du XIX^e siècle des tanneries, des fabriques de chaux, des plâtrières, des tuileries, des forges, des fabriques de drap, etc. Quelques mines étaient également en exploitation.

Mais peut-on ranger ces établissements parmi les véritables industries ? Eschassériaux, chargé d'affaires de France en Valais, ne leur prête en tout cas guère d'attention. Décrivant les activités des Valaisans, il note en 1806 : « On ne fabrique, on ne manufacture rien dans le Valais ; le Valaisan exporte quelques productions de son sol, il n'exporte presque aucune production de son industrie ; il est, pour ses besoins, le tributaire-né de l'industrie de ses voisins. Les matières premières sollicitent en vain quelque art qui les emploie, le commerce qui les distribue ; elles sortent brutes à l'étranger qu'elles vont enrichir et qui les lui rend manufacturées. La balance de son faible commerce serait entièrement contre lui et lui enlèverait bientôt tout son numéraire, si le produit des douanes ne repompait l'argent que ses besoins le forcent d'exporter, si le service de l'étranger auquel le Valaisan se livre par goût depuis des siècles ne versait tous les ans quelques sommes dans la république. [...] Des mains étrangères exercent seules les arts grossiers que cette contrée possède : il y a des mines d'or, d'argent, de cuivre, etc., mais ces métaux précieux dorment, ensevelis dans les montagnes qui les recèlent, et tentent peu le peuple...¹ »

L'effort d'un demi-siècle

A partir de 1800, grâce surtout à l'ouverture de la route du Simplon, un remarquable effort industriel s'opère en Valais.

Qu'il nous suffise de signaler à ce sujet quelques pionniers dont le nom mérite d'être retenu.

On peut citer très peu de Valaisans parmi les promoteurs d'industries au début du XIX^e siècle. Isaac de Rivaz se distingue parmi tous ses compatriotes. Il exerce son activité industrielle en de multiples domaines. Tout d'abord, il se hisse à la direction de nombre de fabriques existantes. Ainsi, en association avec son cousin Charles-Emmanuel de Rivaz, il acquiert la poudrerie et les salpêtrières de Martigny. Devenu propriétaire, il développe sa fabrique sur un double plan, en créant des salpêtrières succursales dans différentes localités du canton, et en adjoignant aux fabrications existantes celle de produits chimiques. Ayant expérimenté à Martigny les procédés chimiques de son invention, il les introduit dans deux succursales construites en France, l'une à Thonon et l'autre à Lyon. Il devient également régisseur, puis propriétaire de la papeterie de Vouvry. Bien qu'il ne lui occasionne que des débours inutiles, son effort pour exploiter les eaux salées de Combioulaz, dans la commune de Saint-Martin, doit être signalé. Parallèlement à l'essor industriel, de

¹ J. Eschassériaux, *Lettre sur le Valais, sur les mœurs de ses habitants...*, Paris, 1806, pp. 14-15.

Rivaz stimule le développement commercial du canton. A cet effet, il conçoit des projets de transports par des voitures mécaniques de son invention.

Jacques de Quartéry, grand châtelain du dizain de Saint-Maurice, se trouve lui aussi à l'origine de plusieurs initiatives industrielles. Copropriétaire de la verrerie du Pont-du-Trient, il la fait ensuite rétablir à la Porte-du-Scex par Picard, de Lausanne ; celle-ci étant abandonnée, par suite du décès du directeur, de Quartéry accomplit de multiples démarches pour installer une autre verrerie en Valais. Il est aussi le promoteur et l'associé de Claude Schmidt dans l'établissement d'une fabrique d'acier au château de Saint-Maurice.

Quelques autres Valaisans ont de même prévu l'importance des industries pour l'avenir du Valais et œuvré dans ce sens, selon leurs possibilités. Ainsi en est-il des papetiers de Vouvry, Jean-François et Alexandre Pignat, Emmanuel et Hyacinthe Bois, et du groupe de commerçants bas-valaisans qui, en 1824, sollicitent la protection de l'Etat pour le commerce et l'industrie.

Certainement d'autres Valaisans, dont les noms nous sont demeurés inconnus, ont pareillement travaillé pour le développement industriel ; mais la plupart des pionniers sont des étrangers au canton.

Dans la métallurgie, l'industrie valaisanne la plus importante de la première moitié du XIX^e siècle, il faut citer Jean-Daniel Liotard, Jacques Grasset et les frères Du Roveray.

Le Genevois Liotard est connu comme directeur des hauts-fourneaux de Martigny et d'Ardon. Sous son impulsion, l'exploitation des mines de fer de Chemin a pris un essor réjouissant.

Jacques Grasset, originaire de Allevard (départ. Isère), remet sur pied les forges d'Ardon, délaissées pendant quelques années. Anne-Joseph de Rivaz, dans ses *Mémoires historiques*, loue l'œuvre accomplie par Grasset : « Il faut convenir que le nouvel entrepreneur a mis cette usine sur le meilleur pied et qu'outre une grande activité il y fait montre de savoir à fond son métier. Les étrangers qui ont vu vingt usines du même genre avouent qu'il y construit un magnifique fourneau, que ses battoirs et ses forges y sont on ne peut mieux entendus, ainsi que ses hangars à charbon². » Les forges d'Ardon auraient occupé à une époque donnée jusqu'à quatre cents ouvriers.

Les frères Du Roveray, de Genève, ont installé à Saint-Gingolph une fabrique à usiner les métaux, plaçant dans leur programme la fabrication de clous, de fils, de chaînes, d'instruments aratoires, etc. Mais cette fabrique établie au nom de la maison Carteret, de Genève, n'a fonctionné que peu de temps.

Après les forges d'Ardon, la verrerie de Monthey a été l'industrie la plus importante du XIX^e siècle. Dès le début, des Valaisans, en particulier Joseph Franc, se sont intéressés à cette fabrique. Mais les promoteurs sont des verriers savoyards : Jean Trottet, Jean-Thomas et François-Marie Contat, et François Seingre.

Dans un troisième groupe la fabrication du tabac a également débuté à cette époque. L'Etat a pris lui-même l'initiative de susciter cette industrie, voulant par là s'assurer une source de revenus. Ne trouvant pas sur place

² Anne-Joseph de Rivaz, *Mémoires historiques*, t. II, Lausanne, 1961, p. 326.

d'homme capable de monter la fabrique, il a fait appel à Rodolphe Ehram, marchand et fabricant de tabac, à Bex.

Certes, comparées aux industries actuelles, les anciennes fabriques font figure de parents pauvres. Faut-il s'en étonner ? La plupart du temps, les pionniers ne disposaient que de moyens rudimentaires pour réaliser leurs projets, trop hardis pour l'époque. Avec les découvertes modernes, leurs successeurs voient leur puissance décuplée et même centuplée. Ils réalisent des usines gigantesques. Mais le mérite des précurseurs qui ont ouvert la voie n'est pas moindre pour autant ; c'est pourquoi il est juste que leur nom ne tombe pas dans l'oubli.

ANNEXE

Pétition d'industriels et commerçants du Bas-Valais adressée au Conseil d'Etat et à la Diète le 20 août 1824 *

*Le bien-être des nations a toujours été
l'ouvrage du commerce et de l'industrie.*

C'est avec la plus grande confiance que nous abordons aujourd'hui une question du plus haut intérêt pour la prospérité de notre chère patrie. Nous nous présentons devant vous forts de notre conviction, fruit de longues années d'expérience et de calcul. Cette importante matière demanderait à la vérité une plume exercée dans l'art de plaire et de persuader ; elle mériterait d'être traitée par un homme élevé à l'école des Smith, des Agazzini, de ces hommes profonds dans la science de l'économie politique et qui ont réduit en principes certains les causes de la richesse ou de la pauvreté des nations. Mais s'il nous est impossible de nous élever à la hauteur de leurs raisonnements, si les étroites limites d'une pétition nous interdisent le développement d'un sujet qui touche de si près aux sources de notre prospérité, nous espérons cependant que vous daignerez jeter un regard attentif et favorable sur le cadre d'observations que nous avons l'honneur de vous présenter. Voués au commerce depuis maintes années, nous avons été à même de le suivre dans les diverses phases qu'il a subies dans ce canton. Nous l'avons vu, faible dans le principe, atteindre, à une certaine époque, à un plus haut degré de prospérité, déchoir ensuite et tomber dans la déplorable langueur où il se trouve aujourd'hui.

D'où vient donc cet état de décadence ? Le commerce n'a-t-il plus à présent les mêmes vertus qu'autrefois ? N'est-il plus l'âme de tous les corps politiques, le nerf des gouvernements et le plus grand véhicule de la civilisation ? Nous sommes bien éloignés d'admettre une pareille supposition et nous croyons que le bien-être des nations a toujours été l'ouvrage du commerce et de l'industrie ; nous croyons qu'ils ont toujours récompensé au centuple la protection sage et éclairée qu'on leur accordait. L'histoire du monde nous en offre mille preuves en grand et en détail. Pour nous en convaincre portons un regard rapide sur les siècles de l'Antiquité.

* Dans cette publication du texte intégral rédigé par Bonjean, nous avons modernisé l'orthographe et la ponctuation, et nous y avons introduit des sous-titres.

Rétrospective sur le commerce et l'industrie

Nous verrons d'abord la célèbre Egypte se mettre à la tête de la civilisation de l'Occident, du nord et du midi, devenir la patrie des sciences et des arts et mériter le nom glorieux d'institutrice des nations. D'où lui vint tant de gloire et de félicité ? Ce ne fut point de son sol qu'elle dut conquérir sur les flots, mais bien du commerce immense qu'elle faisait et qui vivifiait jusqu'à la dernière classe de la société. On vantait la sagesse des collèges sacerdotaux de Thèbes et de Memphis, l'industrie des ateliers de Tanis et de Coptos, pendant que dans l'Europe quelques sauvages épars se traînaient dans l'ombre des forêts, mangeaient des glands, se couvraient de peaux de bêtes fauves et habitaient dans des antres. Etonnante différence mais suite bien naturelle des choses ! Le sauvage, occupé tout entier à satisfaire les besoins de la vie animale, n'a point de temps à donner au développement de ses facultés intellectuelles. C'est le tableau que nous présente aujourd'hui ce pays jadis si fortuné. Dix-sept millions d'hommes prospéraient sous le sceptre assez dur des Pharaons ; deux millions et demi d'esclaves végétaient tristement de nos jours au milieu des monuments de la grandeur de leurs pères. Le commerce a fui loin des bords fleuris du Nil ; l'aveugle musulman a préféré régner sur des déserts.

Cet exemple suffirait pour nous prouver en grand la puissance du commerce. Mais permettez encore, Excellences et très honorés Messieurs, quelques nouveaux détails. Que serait devenue la Phénicie sans le négoce ? Une contrée aride et sablonneuse. Si elle a tenu un rang distingué parmi les nations, c'est à son commerce qu'elle dut sa célébrité. Qui est-ce qui fournit à Carthage les moyens de balancer avec Rome les destinées du monde ? La réponse se trouve dans les lois destructives de son commerce que lui imposa sa rivale victorieuse. Carthage vaincue, Rome envahit tous les Etats à sa bien-séance et engloutit leurs richesses. Mais ne respirant que guerres et que combats, Rome néglige le commerce et l'industrie ; les jouissances du moment, l'abondance de la ville capitale sont les objets qui occupent sa pensée, et pendant qu'elle nage dans les délices les provinces tombent dans la misère. Les empereurs écrasent l'industrie par leurs impôts, leurs exacteurs la contrôlent jusque dans ses plus petits détails et partout elle expire sous les coups que lui portent d'avidés et aveugles gouvernants. Quelles furent les suites de ces déplorables erreurs ? C'est qu'à la chute de l'Empire romain le commerce avait presque cessé de vivifier l'Europe et que de suite commença pour cette vaste contrée la longue période de la barbarie. En vain un Charlemagne fait de vigoureux efforts pour réveiller cet art bienfaiteur ; ses successeurs abandonnent ses sages desseins et les ténèbres s'épaississent.

Enfin, les croisades s'annoncent, et leurs désastreux résultats sont amplement compensés par les avantages qui vont naître du contact où se trouvent de nouveau l'Orient et l'Occident. Quelques villes italiennes saisissent les premières l'idée des bénéfices que l'échange des produits des divers pays peut procurer à ceux qui en seraient les facteurs. Dès ce moment l'heure de la

régénération de l'Europe a sonné et tout y marche à un ordre de choses plus fortuné. Venise, Gênes, Pise et Florence s'élèvent en peu de temps par leur négoce à un degré de prospérité envié par tous les potentats. La seule Florence fait monter ses revenus à un point que seul le roi de France peut surpasser (vingt-quatre millions de nos florins).

Avec le commerce renaissent les belles-lettres et, par elles, la liberté bannie depuis des siècles de l'Europe, sa terre natale. Les républiques italiennes se forment et déploient contre les oppresseurs de mâles vertus dignes de l'Antiquité. En Allemagne, les villes hanséatiques enrichies par leur commerce avec l'Italie se trouvent assez fortes pour défier jusque dans leurs repaires les brigands qui, pareils aux cheiks des Bédouins, les ont jusqu'alors rançonnées ; elles offrent à l'empereur le plus ferme boulevard contre des vasaux inquiets et séditieux et portent la fécondité dans des forêts aussi anciennes que le monde, qui couvrent encore la contrée. D'un autre côté, le génie du commerce sourit en voyant le Tiers-Etat qui n'a pas dédaigné ses faveurs reconquérir en France des droits et un pouvoir que la force lui avait ravés. En un mot, partout où le commerce pénètre l'agriculture fleurit, l'industrie, les sciences et les arts prospèrent, l'aisance publique s'accroît et la servitude diminue dans une proportion accablante pour ses suppôts. Tel est le tableau instructif et digne des plus sérieuses méditations.

Mais pourquoi chercher dans des siècles aussi reculés des preuves de l'importance et des bienfaits du commerce pendant que nous en trouvons d'aussi convaincantes pour ainsi dire à nos portes ?

Interrogeons les sombres vallées du Locle et de La Chaux-de-Fonds, aujourd'hui siège de l'industrie la plus étendue, et demandons-leur ce qu'elles étaient il y a cinquante ans ; elles nous répondront : la retraite de quelques montagnards luttant avec les besoins les plus urgents.

Parcourons le canton de Bâle et cherchons quelle est la cause de l'aisance générale qu'on remarque dans ses vallons gracieux et nous la trouverons dans le commerce actif qui y règne. Partout dans ce canton il est le compagnon fidèle et le ferme appui de l'agriculture. Entrons dans une de ces maisons champêtres, séjour ailleurs de l'oisiveté de la crapule dans la saison rigoureuse ; nous y verrons le laboureur et le berger transformés en artisans habiles travailler à un métier de rubannerie ou autres et faire chaque jour un honnête bénéfice. Chaque année le chef-lieu verse plus de deux millions de nos florins sur la campagne.

Demandons au montagnard de l'Appenzell-Extérieur d'où lui viennent ses richesses. Il nous montrera ses fabriques en pleine activité ; il nous montrera, pour compléter sa réponse, les Rhodes-Intérieures fort au-dessous de lui en aisance et en culture et nous dira : Là, il n'y a que peu ou pas d'industrie.

Demandons au négociant de St-Gall d'où il tire ces tissus précieux qui servent à la parure des têtes du rang le plus élevé ; il nous conduira dans les plus chétives cabanes du Bregenzerwald. Parcourons enfin tous les cantons de la Confédération, et partout nous verrons les mêmes causes produire les mêmes résultats. Voilà les prodiges que le commerce enfante ; voilà les bienfaits qu'il verse à pleines mains sur les contrées assez heureuses pour savoir l'attirer et le fixer dans leur sein.

Mais cet art bienfaisant demande des encouragements, exige une protection constante. Semblable à un jeune arbre que l'on appuie, que l'on protège contre les orages jusqu'à ce qu'il ait acquis la plénitude de sa force et qu'il puisse à son tour protéger le voyageur fatigué, le commerce réclame des ménagements et la sollicitude la plus active jusqu'à ce qu'il ait obtenu de la consistance et une direction stable.

II

Le Valais, pays de transit naturel

Il est vrai que notre canton ne saurait être appelé à occuper dans les fastes du commerce un rang pareil à celui des grandes nations que nous venons de citer, mais nous croyons que, proportion gardée, notre pays peut prétendre à un très haut degré de prospérité. D'abord, le Valais a reçu de la nature et de l'art la position la plus avantageuse pour un commerce de transit et d'expédition. L'époque de notre réunion à l'Empire français nous a pleinement révélé les avantages de notre situation. Le souvenir de l'activité qui régnait sur notre route n'est point encore effacé et laisse plus d'un regret. Les coups répétés que la malveillance et l'égoïsme cherchent à lui porter nous prouvent à l'évidence combien l'on redoute de lui voir reprendre entre les routes commerciales de l'Europe le rang que la nature lui a destiné. Aujourd'hui ce chef-d'œuvre de l'art, ce monument du génie, cette belle route qui attire chaque année toute la sollicitude du gouvernement et dont le maintien fait notre gloire ne rapporte qu'une partie des avantages que l'on se promettait de sa construction. La précieuse ressource que nous offrait le transit est presque éteinte pour nous, tant par suite des événements, de la jalousie de nos voisins, que par le manque de dispositions propres à encourager la confiance des expéditionnaires étrangers qui ne trouvent pas dans le Valais des maisons de correspondance.

Cependant, il existerait un moyen de ressaisir le filon précieux qui nous a échappé pour aller féconder d'autres vallées ; ce serait de seconder puissamment et faire fleurir le commerce de l'intérieur. Pareilles aux nombreuses ramifications des sciences qui toutes se rattachent et ne forment qu'un corps, les diverses branches de commerce s'affilient toutes et la naissance de l'une nécessite le développement d'une autre. Oui, nous aimons à le croire, quand le commerce étranger trouvera dans le nôtre une garantie suffisante, quand il reconnaîtra son avantage à utiliser nos passages, sa confiance suivra de près sa conviction et la connaissance de ses vrais intérêts. Un commerce brillant d'expédition pourra alors s'établir dans nos vallées. Déjà le Valaisan peut se féliciter en voyant les fabriques qui s'élèvent et dont le développement va utiliser une quantité de bras, provoquer la rentrée de nombreux capitaux et concourir efficacement au progrès de notre industrie en général.

Mais cette industrie, qu'il nous est si important de faire prospérer, jamais n'atteindra le degré de perfection à laquelle nos localités l'appellent si le gouvernement dans sa bonté ne l'appuie, nous dirons plus, ne la provoque. Or, le premier besoin tant du commerce que de l'industrie, c'est la

liberté ; aussi voyons-nous qu'un seul cri se fait entendre d'un bout du monde à l'autre pour la réclamer. Aussi voyons-nous tous les publicistes jaloux de la prospérité publique tonner contre ce manque de liberté, contre la gêne imposée au commerce par la politique moderne et qui cause la stagnation désespérante des affaires dans tous les pays. Eh ! si, à cette gêne d'Etat à Etat, on ajoute de nouvelles entraves dans l'intérieur, est-il possible que l'industrie ne soit pas étouffée ?

III

Etat fâcheux du commerce valaisan

Oserions-nous actuellement, avec la permission que nous vous demandons très humblement, faire l'application de cette doctrine à notre canton en particulier ?

Le commerce se présente d'abord à nous assujetti à des droits d'entrée très onéreux. A cette charge déjà très forte en elle-même se joignent ensuite les patentes qui amincissent encore les faibles bénéfices que les droits d'entrée permettent de faire. De cette manière le commerçant seul est grevé d'un impôt, le commerçant seul reste contribuable envers l'Etat ; et cependant on ne peut disconvenir que ce ne soit le commerçant seul qui puisse ramener dans le canton le numéraire qui en sort, pour ainsi dire, par tous ses pores.

Le système des patentes date de l'époque de notre réunion à la République helvétique, une et indivisible ; mais encore alors il n'avait pas la désolante latitude qu'on lui laisse aujourd'hui. Alors le négociant frappé par les patentes n'avait pas le droit de se plaindre et se consolait en voyant les autres classes de la société s'aider à supporter les charges publiques. Les propriétés foncières étaient imposées, les capitaux étaient atteints et aucune classe de citoyens n'était favorisée au préjudice d'une autre ; protégés tous également par elle, tous lui payaient un juste tribut. Tel est encore l'état des choses là où le mode des patentes n'a pas été abandonné.

Mais, dans notre patrie, quelle différence ! Une classe de citoyens, comme frappée d'un anathème politique, est condamnée seule à une sorte d'impôt direct. Par suite de cet ordre de choses il arrive que, tandis qu'un grand propriétaire vit dans l'abondance, perçoit au complet ses revenus et jouit de tous les bienfaits de notre association politique, un pauvre artisan est obligé de payer l'impôt pour avoir le droit d'exercer une profession qui l'aide à végéter. Tandis qu'un riche capitaliste négocie avec son numéraire et fait un gain aussi rapide qu'assuré, l'humble débitant se voit dans la contrainte de livrer à l'Etat une partie du faible lucre qu'il fait. Il nous semblerait que, s'il n'y a pas dans cet arrangement de l'injustice, il y a au moins peu de générosité, et que le citoyen soumis à l'impôt que nous signalons a un certain droit de se plaindre de se voir seul taillé au milieu de ses concitoyens. Car, veuillez nous permettre cette question : que doit le négociant à son pays ? Il doit supporter sa part des charges publiques. Exiger plus de lui, c'est lui imposer un sacrifice en décharge du reste de la société ; c'est l'excepter des droits égaux qu'il a avec tous ses autres concitoyens ; c'est faire à son

égard une distinction en quelque sorte humiliante ; c'est l'obliger de dire en un mot que le système des patentes préjudicie à son industrie, qu'il en paralyse l'essor, ou plutôt qu'il l'anéantit.

Eh ! comment le négociant valaisan pourrait-il résister à l'envie de vous présenter ses doléances lui qui, imposé comme il l'est, se voit encore frustré d'une grande partie des bénéfices provenant de la consommation du canton ; qui est obligé de lutter sans cesse avec ces nombreux colporteurs, lesquels comme des vampires affamés vont et circulent dans tous les coins et recoins du Valais et s'engraissent de la substance de nos campagnards, lesquels comme les apôtres du luxe et de la dépense vont corrompre les mœurs simples et patriarcales de nos hameaux les plus écartés ? Quel profit peut-il espérer en présence de gens qui n'ont d'ordinaire point de prix fixe, pour qui la réputation et le crédit sont peu de chose et qui n'en veulent qu'aux écus de nos aveugles villageois ?

Eh ! qu'attendre autre chose de gens qui n'ont rien de commun avec nous, dans les veines de qui il ne coule pas une goutte de sang ni valaisan, ni suisse, et qui n'envisagent notre pays que comme une vaste place ouverte à leurs spéculations toujours ruineuses et souvent condamnables ? En vain voudrait-on nous persuader qu'ils sont utiles pour maintenir les marchandises à un bas prix. La chose est impossible ; car la plupart d'entre eux ne se servent que chez des marchands de seconde ou de troisième main, et ne pourraient raisonnablement tenir la concurrence avec nous qui nous approvisionnons aux premières sources, s'ils n'avaient pas l'adresse judaïque de se faire un nom d'hommes à bon compte en vendant à propos aux uns même au-dessous du prix d'achat afin d'attirer d'autres chalands sur qui ils se dédommagent avec usure. En vain chercherait-on à nous convaincre qu'ils sont utiles aux hameaux des montagnes. Ils peuvent y faire des dupes comme partout ailleurs, et sans leur malheureuse présence, des sous-traitants s'établiraient dans nos vallées, et le Valaisan recueillerait les bénéfices que l'étranger y fait, au lieu d'être le tranquille spectateur de la sortie de notre numéraire. Ah ! si les barrières du Simplon pouvaient nous révéler combien d'argent elles ont vu s'enfuir pour toujours loin de nos paisibles vallées, elles fourniraient une bien forte preuve de la vérité que nous avançons. Ajoutons un dernier trait à ce tableau, et disons que ces hardis colporteurs, moyennant la patente, ont les mêmes droits que nous qui, cependant, outre les charges de l'Etat, supportons les charges communales et les frais de la caisse militaire. Disons qu'ils ont même plus de privilèges que nous, puisque avec une seule patente ils peuvent vendre en chambre et avoir des dépôts dans toutes les communes du canton, tandis que nous sommes circonscrits dans notre seul domicile.

Mais on nous dira que le consommateur nous rembourse les charges qui pèsent sur le commerce. A cela nous répondrons que ces charges, en nous obligeant de hausser nos prix, provoquent une contrebande active sur une partie de nos frontières et portent ainsi un dernier coup à notre industrie. Cependant, le négociant valaisan, comme le négociant vaudois, s'approvisionne dans les principaux marchés de la Suisse, à Zurzach. Mais ce dernier peut livrer à meilleur prix, parce qu'il ne connaît pas les charges imposées au commerce valaisan et parce qu'il n'a de concurrence à soutenir qu'avec des marchands nationaux. De là qu'arrive-t-il ? Que l'imprudent consommateur

valaisan court verser ses écus dans la caisse de nos voisins et en frustre ainsi le négociant, son compatriote, tout en appauvrissant le canton.

Le gouvernement français nous avait imposé une patente modique au moyen de laquelle tous les marchés de l'Empire nous étaient ouverts. Notre renaissance à la liberté nous avait fait espérer de voir tomber cette dernière entrave ; mais nos calculs furent vains et nous nous voyons aujourd'hui chargés d'autant de patentes que nous avons de sortes d'industries et en quelque sorte de boutiques.

IV

Perspectives d'un bel avenir

Daignez nous pardonner, Excellences et très honorés Messieurs, la liberté de notre langage qui est celui de la conviction la plus entière. Nous ne saurions imposer silence à nos sentiments en examinant notre canton.

Dieu dans sa bonté a tout fait pour le Valais. Il lui a départi le climat le plus heureux ; il lui a accordé les sites les plus avantageés. Tout paraît l'appeler à devenir une contrée florissante et un des premiers cantons de l'Helvétie. La nature nous tend les bras et nous ouvre ses trésors. Les productions du nord et du midi trouvent chez nous une seconde patrie et n'attendent que des bras qui les cultivent. Mais, pour alimenter ces bras, il faut du numéraire et, pour avoir du numéraire, il faut favoriser le commerce et encourager l'industrie.

Que l'on ne nous dise pas que le Valais n'est propre qu'à l'agriculture ; ce serait une injure faite au caractère national. Il est vrai que nous n'avons pas encore atteint le degré de civilisation de bien des peuples, nos voisins ; mais précisément pour cela, nous devons être susceptibles de plus généreux efforts parce que nos forces morales sont moins épuisées que les leurs. Oui, c'est là notre intime conviction ; favorisons le commerce et nous verrons notre population augmenter, nos marais se dessécher, nos landes se défricher et l'aisance circuler partout. Oui, favorisons le commerce et tous les genres d'industries utiles et nous verrons le Valais renaître à une nouvelle vie. Fribourg, avant que des dissensions intestines eussent miné les bases de sa prospérité, avant que les capitulations multipliées avec l'étranger l'eussent privé de ses bras les plus laborieux avait un commerce florissant ; vingt mille pièces de mouchoirs s'expédiaient chaque année à Venise. Aujourd'hui, d'autres contrées ont hérité de ses avantages.

Oui, nous aimons à le répéter, rien ne contribue tant à la prospérité d'un pays que le commerce et l'industrie. Si nous étions assez heureux que de posséder ces deux sources fécondes de prospérité, nous verrions bientôt cette multitude de jeunes gens qui fréquentent les collèges trouver peu à peu un aliment et une sphère digne de leur activité. Nous ne remarquerions plus chez eux cette anxiété qui les tourmente à la sortie de leurs classes ; nous ne les verrions plus exposés à la tentation d'embrasser un état auquel ils ne sont peut-être point appelés. La société retirerait d'utiles services de ces talents qui vont se perdre autrement dans un état qui ne leur permet pas de se déve-

lopper. Nous ne serions plus encombrés de cette multitude de notaires, de procureurs, que nous ne voulons pas accuser, mais dont le nombre peut être envisagé comme un fléau.

Vous êtes les pères de la patrie, Excellences et très honorés Messieurs ; c'est sur vous que reposent les soins du bonheur général : voilà ce qui nous a donné le courage de parler. Pussions-nous avoir appelé votre attention particulière sur cette partie essentielle de l'économie publique ! Pussions-nous avoir contribué à délivrer notre commerce intérieur de la plus onéreuse de ses charges, nous voulons dire des patentes dont il serait à souhaiter que tout le poids retombât sur les colporteurs s'il n'était pas possible de supprimer leur dangereux trafic ! Enfin, nous vous supplions, Excellences et très honorés Messieurs, de vouloir bien envisager ce mémoire comme un monument de notre amour pour la patrie, vous priant de vouloir bien agréer les hommages du profond respect avec lequel nous sommes vos très humbles et très obéissants serviteurs.

Vouvry, le 20 août 1824.

François Médico, François Pignat, Alexandre Pignat, Jacques Peney, Joseph Dubettier, Berton Giroud, [Joseph] Puy, Jacques Cassignol, Charles Grevat, Pierre Chappaz, Giacomo Tappa.

Index des noms de personnes

- Abetel, marbrier à Sion 1838 : 182
- Advocat, Antoine (1747-1816), de Ven-thône, relieur et imprimeur à Sion : 146-147
- Antoine (Joseph-) (1785-1845), fils du précédent, imprimeur : 146-148
 - Louis, fils du précédent, imprimeur : 146
- Agazzini : 187
- Affry, Louis d'— (-Auguste-Philippe) (1743-1810), de Fribourg, avoyer, landammann de la Suisse : 144
- Allet, Alexis (1820-1888), de Loèche, député et secrétaire de la Diète, cons. national 1851-1872, cons. d'Etat 1855-1870, juge fédéral 1864-1872 : 175-176
- Arlaud-La-Housse, François-Ami (* 1784), banquier à Genève, époux de Henriette La-Housse : 167
- Audéoud, Théodore-Louis-Antoine (1824-1892), de Genève, notaire, actionnaire des forges d'Ardon : 170
- Audéoud-Foret, négociant à Genève : 169
- Augustini, Antoine (-Joseph-Marie) (1742-1823), gouverneur de Monthey 1785-1787, sénateur helvétique, prés. de la Chambre administrative, grand bailli 1802-1807 et 1821-1823 : 143-144, 150, 152, 161
- Bachmann, poëlier à Lausanne 1820 : 169
- Joseph, directeur de la papeterie de Vouvry 1794-1801 : 139
- Bacqueville, directeur d'une sucrerie à Paris 1845 : 182
- Barlatey, Cyprien (1827-1891), de Monthey, avocat et notaire, juge d'instruction, député au Grand Conseil et au Conseil des Etats 1869-1871, juge à la Cour d'appel : 173-176
- Barman, Bonaventure-Hyacinthe (1762-1848), de Saint-Maurice, capitaine en Piémont, vice-châtelain : 178
- Joseph (-Hyacinthe-Marie) (1800-1885), de Saint-Maurice, Dr en droit, président du Tribunal du district, député à la Diète 1831-1839, premier député à la Diète fédérale 1838, premier président du Grand Conseil 1840-1841, professeur à l'Académie de Lausanne, chargé d'affaires à Paris 1848, ministre de Suisse à Paris 1856-1857, auteur de plusieurs publications : 135
- Basqueiraz, Cyprien (1818-1884), de Monthey, notaire, conseiller municipal 1850-1852 et 1855-1859, président du conseil bourgeois 1869-1872, vice-juge : 175
- Baudit-L'Hoste, Abraham (* 1785), de Genève, membre de l'administration municipale et de la Société économique, député au Grand Conseil, époux de Marthe L'Hoste : 181
- Bellet, dit Gros-Bellet, v. Rey-Bellet, Maurice
- Bérard, châtelain d'Ardon 1823 : 166
- Bergeron, Charles, de Lausanne, codirecteur de l'exploitation des chemins de fer de la Suisse occidentale, actionnaire des forges d'Ardon 1865 : 170
- Berguerand, frères, famille originaire de Vallorcine (départ. Haute-Savoie), établie à Martigny au XVIII^e siècle : 149
- Claude (-François) (1761-1829), artisan, syndic-adjoint de Martigny-Bourg 1827 : 149
 - Jacques (-Félix) (1764-1817), artisan, commissaire des guerres, conseiller : 149-150, 153-155
 - Jacques-Arnold († 1850), avocat, greffier du Tribunal 1831, conseiller et vice-président de Martigny-Bourg : 183
 - Pierre (-François) (1756-1799), artisan, sous-préfet 1798 : 149-150
- Berthollet, Claude (1748-1822), de Talloires (départ. Haute-Savoie), chimiste : 154
- Bertrand, Jules-Bernard (1882-1943), de Saint-Maurice, pharmacien, sous-préfet 1937-1943, président de la Société d'Histoire du Valais Romand 1919-1925 : 163, 171
- Biehly, Pierre (Simon-), de Kaysersberg (départ. Haut-Rhin), pharmacien à Martigny, chimiste : 155-156
- Bioley, Joseph (1814-1890), officier dans l'armée pontificale, conservateur des hypothèques à Monthey, président de Massongex, conseiller municipal de Saint-Maurice 1850-1852 : 173-174
- Louis-Maurice (1783-1851), de Saint-Maurice, avocat, grand châtelain, député à la Diète, juge au Tribunal d'appel : 158

- Bischoff, Henri (1813-1889), pharmacien, professeur de chimie à l'Académie de Lausanne 1851-1878, chef de bureau du contrôle des denrées : 175
- Bois, Emmanuel (François-) († 1833), originaire de Franche-Comté, papetier à Saint-Gingolph, puis à Vouvry 1817 : 139, 185
- Hyacinthe (1772-1833), papetier à Saint-Gingolph, puis à Vouvry : 139, 141-142, 145, 185
- Bonjean, Emmanuel (1795-1840), de Vouvry, soldat des Gardes d'honneur de Napoléon 1813-1814, précepteur à Vienne 1816-1820, instituteur à Vouvry, notaire 1822, grand châtelain du dizain de Monthey, secrétaire de la Constituante 1839, député au Grand Conseil : 135-137, 144-146, 187
- Bonin, L., ingénieur, directeur des forges d'Ardon 1861 : 170
- Bonzon et Cie, marchands de fer à Vevey au début du XIX^e siècle : 168-169
- Borel, de Neuchâtel, collecteur de chiffons 1821 : 143, 145
- Borgeaud, Louis (1897-1964), de Monthey, employé CFF, président du Vieux-Monthey : 172
- Boussier et Didier, commerçants à Genève, 1830 : 169
- Bovier, Charles (1787-1863), de Vex, avocat et notaire, grand châtelain du dizain d'Hérens 1815-1817, prés. du dizain 1820-1848, intendant des postes cantonales, dép. à la Diète 1815-1839, puis au Grand Conseil, membre du Tribunal suprême : 172
- Brouppacher et Joly, commerçants à Lausanne : 169
- Brun-Legros, Joseph-Marie, de Lyon, actionnaire des forges d'Ardon 1865 : 170
- Buttin et Piccard, d'Aigle, commerçants : 169
- Caillet-Bois, Théodore (* 1834), notaire, conseiller municipal de Monthey 1873-1876, préfet-substitut : 175
- Calpini, Jacques (1780-1858), de Vanzone (Piémont), établi à Sion 1797, bourgeois en 1814, négociant : 154
- Candolle, Jacob (-Michel-François) (1778-1841), de Genève, commerçant, juge au Tribunal de commerce, membre du Conseil représentatif 1814 : 165
- Carraux, Hyacinthe (1805-1891), de Monthey, instituteur, inspecteur des écoles, conseiller municipal : 175
- Carteret et Cie, commerçants à Genève 1818 : 178, 185
- Cassignol, Jacques (1749-1827), de Saint-Maurice, forgeron : 135, 194
- Chapelet, Maurice (1827-1895), de Saint-Maurice, avocat et notaire, juge instructeur du district de Saint-Maurice, préfet, député au Grand Conseil, conseiller national, conseiller aux Etats : 175
- Chappaz, Pierre (1774-1847), de Monthey, propriétaire : 135, 194
- Chaptal, Jean (-Antoine), comte de Chauloup (1765-1832), de Nogaret (dép. Lozère), chimiste et homme politique : 154
- Chardon, Jean-Daniel († 1794), papetier à Vouvry : 139
- Charlemagne (742-814), empereur : 188
- Chevrand, commerçant à Genève 1830 : 169
- Clemenzo, Hyacinthe (1781-1862), d'Ardon, notaire, capitaine au service de France : 140
- Cocatrix, Joseph (-Adolphe) de- (1822-1897), capitaine au service de Naples, colonel fédéral de la deuxième brigade 1878, président du conseil municipal de Saint-Maurice 1875-1878 : 175
- Xavier (François-) de — (1789-1862), de Saint-Maurice, président et grand châtelain du dizain, membre du Tribunal suprême, colonel de l'arrondissement occidental 1828, député à la Diète cantonale 1834-1839, conseiller d'Etat 1842, député à la Diète fédérale 1846, créé baron héréditaire par Charles-Albert de Sardaigne 1835 : 160, 179-180
- Colladon, Daniel (Jean-) (1802-1893), de Genève, docteur en droit et ingénieur, professeur de mécanique à l'Ecole centrale des Arts et Manufactures de Paris 1829-1839, professeur à l'Académie de Genève 1836, inventeur : 181
- Colladon-Humbert, Jean-Pierre (1769-1842), de Genève, médecin, membre du Conseil représentatif 1811, 1826-1832 : 181
- Colomb (Collomb), Jean-Louis (* 1761), de Vouvry, menuisier, régisseur de la papeterie : 139-141
- Contat, François-Marie (* 1782), originaire de La Roche (dép. Haute-Savoie), verrier à Monthey : 172-174, 185
- Jean (-Thomas) (1776-1865), originaire de La Roche (dép. Haute-Savoie), verrier à Monthey : 172, 185
- Jean-Pierre (1808-1851), fils de Jean, verrier : 172-174
- Maurice (1807-1874), fils de Jean, verrier : 174, 176
- Cornut, Pierre-François-Alexandre (1780-1825), maire, puis président de Vouvry 1810-1825, grand châtelain du dizain,

député à la Diète, membre du Tribunal suprême : 143
Cottet, Alexis, négociant à Collombey 1861 : 175-176

Dapples, Edouard (1807-1887), forestier, syndic de Lausanne 1842-1848, 1857-1867, conseiller national, président du Conseil national 1861 : 175

— Ernest (1836-1895), fils d'Edouard, ingénieur, directeur technique du département fédéral des CFF, député au Grand Conseil bernois : 175

Débonnaire François (1789-1856), de Saint-Maurice, tanneur : 177

Défago, Emmanuel (1822-1883), de Val-d'Illiez, avocat, président 1854-1860, juge d'instruction près le Tribunal au civil du district de Monthey, châtelain 1865, préfet du district : 175

Delacoste, Adrien (1823-1883), notaire, président de Monthey 1859-1862, député au Grand Conseil 1879 : 174-175

— Jean-Marie, de Monthey, entrepreneur pour la « ferme du tabac » 1816 : 158

Delaquis (Laquis), Jacques (1765-1805), originaire de Sallanches (départ. Haute-Savoie), ouvrier à Martigny : 149

Detormenté, Elie (1821-1893), notaire, président du Conseil municipal de Monthey 1852-1853, président du Conseil bourgeois 1857-1868, sous-préfet du district : 175-176

Didier, de Genève, client des forges d'Ardon : 169

Dubettier, Joseph (* 1755), originaire de Beaufort en Savoie, commerçant à Saint-Maurice : 135, 194

Duc, Jean-Joseph (1748-1821), de Conthey, banneret et président, sénateur helvétique 1798, président et grand châtelain de Sion 1802, conseiller d'Etat 1815 : 152, 171

Ducretet (Du Creté), François (Etienne-) (1748-1799), de Martigny-Bourg, ouvrier : 149

Du Fay, Antoine (1797-1861), de Monthey, officier de la Garde en France, conseiller municipal, grand châtelain, président du Tribunal du district : 175

Dufour, Michel (1768-1843), de Monthey, docteur en droit, conseiller d'Etat, député à la Diète helvétique, grand bailli 1829-1831 et 1835-1836 : 181-182

Durier, Ignace (1820-1883), de Val-d'Illiez, avocat et notaire, député, secrétaire du Grand Conseil, membre du Tribunal de Monthey : 174

Du Roveray, frères, de Genève : Louis (* 1871), député au Conseil représen-

tatif 1830, puis au Grand Conseil 1844, et Jean-Paul, député au Conseil représentatif 1832, au Grand Conseil 1842, maire de la commune de Corsier 1838 : 178-179, 185

Duval, Messieurs, de Genève : Jacob-David (1768-1844), député au Conseil représentatif 1815-1841 ; Jacob-Louis (1797-1863), député au Conseil représentatif 1827-1838, professeur à l'Académie 1839-1847, député à l'Assemblée constituante 1842 ; François-Louis (1795-1863), maire de Cartigny : 167, 170

Ehrsam, Rodolphe (début du XIX^e siècle), de Bex, mécanicien, fermier du tabac : 157-163, 186

Eschassériaux, Joseph (1753-1823), de Corme-Royal (départ. Charente-Maritime), baron, avocat, chargé d'affaires en Valais 1804-1806 : 184

Favre, Jean-Pierre, châtelain de Bramois, vice-président du dizain de Sion 1831 : 166

Ferrari, employé aux forges d'Ardon 1822 : 166

Fierz, papetier à Vouvry 1862 : 139, 146
Fivaz, commis de péage au pont de Saint-Maurice 1821 : 144

Foret, actionnaire de la Société Audéoud-Foret et Roux, maison de commerce de Genève 1830 : 169

Fourcroy, Antoine (1755-1809), comte de —, de Paris, médecin et chimiste : 154

Fracheboud, Pierre-Louis et son frère, d'Illarsaz, tanneurs 1825 : 177

Franc, Adolphe (1836-1868), de Monthey, actionnaire de la verrerie : 174-175

— Casimir (1802-1871), de Monthey, actionnaire de la verrerie : 174-175

— Hubert-Joseph (1799-1875), fils de Joseph-Hubert : 176, 180-181

— Joseph (-Hubert) (1774-1858), actionnaire de la verrerie : 172, 185

— Léon (1822-1902), de Monthey, chimiste et pharmacien, vice-président de la municipalité 1852-1853, auteur de plusieurs études historiques : 175-176

— Louis, enfants de —, de Monthey : 174

— Nestor (1842-1864), fils de Casimir, actionnaire de la verrerie : 174-175

— Oscar (1834-1903), fils de Casimir, négociant, conseiller bourgeois, actionnaire de la verrerie : 174-176

— Pétronille (1798-1873), née Wuilloud, épouse de Louis Franc, actionnaire de la verrerie : 175

- Théodmir (1835-1886), fils de Joseph, vice-président de la municipalité 1863-1866 et 1875-1882 : 174, 176
- Francillon, François et fils, de Lausanne, fondent en 1822 la maison de fers, métaux et quincaillerie : 169
- Fusay, François (Georges-) († 1856), de Bagnes, avocat, député, rapporteur près le Tribunal cantonal : 183
- Ganioz, famille d'origine piémontaise, établie à Martigny au XVI^e siècle : 153
- Gard, Jean-Pierre, de Bagnes, fabricant de drap : 183
- Gavel, maître de forges en Dauphiné : 166
- Gay, de la Bâtiaz, collecteur de chiffons 1826 : 145
- Gay, fondé de pouvoirs de la maison Pinon-Genevois 1823 : 166
- Jean-Baptiste, à Monthey 1860 : 174
- Joseph, notaire 1832 : 168
- Genevois, Sigismond (1759-1840), originaire de La Mure en Dauphiné, commerçant à Genève : 165
- Gentil-Welten, Marie-Jeanne, v. Welten
- Giroud, Berton, commerçant 1824 : 194
- Joseph († avant 1829), originaire de Ferney-Voltaire (départ. Ain), menuisier à Saint-Maurice : 155
- Gottspomer, François-Joseph (1793-1852), teinturier à Monthey : 180
- Granger-Veyron, Jean-Baptiste, de Lyon, actionnaire des forges d'Ardon 1865 : 170
- Grasset, Jacques (* 1786), d'Allevard (départ. Isère), maître de forges, directeur des forges d'Ardon : 165-170, 185
- Ursule-Julie, née François (* 1796), épouse de Jacques : 166.
- Grenat, Pierre-Antoine (1822-1905), de Monthey, chanoine de la cathédrale de Sion : 156
- Grenier, Marc-Louis-François, de Vevey, député au Grand Conseil 1816, conseiller d'Etat 1830-1831, préfet de Vevey 1831-1840 : 157, 161
- Grevat, Charles (1789-1841), originaire de Côte d'Arbroz (départ. Haute-Savoie), commerçant à Monthey : 135, 194
- Gruner Jean-Emmanuel (J'-Albert-E'), de Bossey (départ. Haute-Savoie), ingénieur : 170
- Herport (Herbort), Albert (1763-1849), intendant des poudres sous la République helvétique : 150-151
- Huguenin, Paul, fermier du tabac 1816 : 157, 163
- Imhoff, Léon : 146
- Indermatten, Jean-Pierre, de Viège, entrepreneur pour la ferme du tabac : 158
- Jaquemet, Nicolas, de Thonon, papetier à Vouvry 1664 : 138
- Jaquero, architecte à Aigle 1860 : 175
- Jeandet, Catherine (1807-1873), de Monthey : 145
- Jeantet, Jean-André, de Cogne (Val d'Aoste), salpêtrier à Monthey 1803 : 150
- Joly, commerçant à Lausanne 1830 : 169
- Kervand, Henry, commerçant à Rolle : 169
- Kohler, Frédéric (Henry-) (1793-1862), directeur des forges d'Ardon, intendant des postes vaudoises 1848-1849, directeur du II^e arrondissement des postes fédérales à Lausanne : 170
- J., propriétaire de la fabrique de tabac : 163
- Lambien, Antoine († 1683), grand châtelain de Brigue, secrétaire d'Etat : 139
- Lavallaz, Charles (-Louis) de — (1840-1892), ingénieur, fondateur de la manufacture de tabac, vice-président du conseil municipal de Monthey 1869-1870 : 163
- Lavoisier, Antoine-Laurent de — (1743-1794), de Paris, chimiste : 154
- Levet, Clovis : 138-139, 146
- Liotard, Jean-Daniel, de Genève, industriel, directeur des forges des Valettes et d'Ardon : 155, 164-165, 185
- Lugon, Jean-Maurice, de Finhaut, marchand 1826 : 145
- Macognin de la Pierre, Dr Charles (1783-1850), régisseur à Saint-Maurice : 178
- Mageran, Michel († 1638), de Loèche, notaire, gouverneur de Monthey 1625-1626, fermier du sel, grand bailli 1631-1638 : 138
- Magon, Juste (fin du XVIII^e siècle), commerçant établi dans le canton de Vaud : 150
- Marcel, Sigismond, banquier à Lausanne 1861 : 175
- Mariaux, Marie, de Vionnaz : 145
- Maunoir, Jean-Charles (1784-1857), négociant à Genève, administrateur des forges d'Ardon 1827 : 167
- Martin, Alfred (* 1828), de Monthey, notaire, greffier du Tribunal : 175
- Médico, François (Pierre-) (* 1772), de Vouvry, négociant, conseiller : 135, 194
- Mercanton, Pierre, nommé receveur général par le préfet national 1799, fermier du sel, commerçant : 153, 155

Mercier, de Genève, commerçant 1819 : 165

Michel, Antoine, de Lyon, orfèvre, directeur de la fabrique chimique : 155

Monnay, Casimir (Hyacinthe-) (1807-1878), médecin à Monthey, président du Conseil municipal 1855-1858, conseiller bourgeois : 173-176

Montalivet, Jean-Pierre Bachasson, comte de — (1766-1823), homme d'Etat français : 155

Morency, François-Michel († 1769), de Loèche, gouverneur de Saint-Maurice 1766-1767 : 156

Neuenschwander, Pierre et son frère, de Thoun, propriétaires de la poudrerie de Martigny : 149

Nodler, Thomas, de Paris, industriel 1845 : 182

Nucé, Christian de — (* 1599), châtelain de Vouvry, fondateur de la papeterie 1836 : 138

Odier, David-Charles (1765-1850), de Genève, commerçant, conseiller d'Etat, syndic : 165

Olbec, voir Tousard d'Olbec

Parvex, Norbert, président de Collombey-Muraz 1853 : 175

Penel, de Vevey, agent de la vente du tabac 1768 : 156

Peney, Jacques (1759-1829), de Saint-Maurice, marchand, conseiller, capitaine du jeu de cible 1822 : 135, 194

Picard (Piccard) (XVIII^e siècle), de Lausanne, établit une verrerie à la Portedu-Scex : 171, 185

Piccard-Buttin, d'Aigle, commerçants : 169

Pignat, famille, de Vouvry : 143

— Adrien (Louis-) (1772-1836), de Vouvry, capitaine au service de France, puis d'Espagne : 140

— Alexandre (Hippolyte-) (* 1791), de Vouvry, papetier 1819-1837 : 135, 139, 142-146, 185, 194

— François (Jean-) (* 1788), papetier, conseiller : 135, 138-139, 141-142, 185, 194

— François-Louis, président de Vouvry 1805 : 140

— François-Nicolas († 1784), châtelain de Vouvry, papetier : 139

— hoirie du châtelain Pignat : Adrien, Sophie, Emmanuel, Marguerite : 139-141

— Michel (1748-1830), notaire, châtelain : 140, 143

Pierre, v. Macognin de la Pierre

Pinon, Jean-Augustin (1736-1818), commerçant à Genève, copropriétaire des forges d'Ardon : 164-165

Pinon-Genevois et Cie, maison de commerce de Genève : 164-166

Pinon-Salard, Joseph (1775-1839), commerçant à Genève, directeur du génie et des arsenaux 1814, lieutenant-colonel, commissaire militaire du canton 1818-1839 : 164-165

Plumex, Emmanuel (* 1742), de Monthey, commerçant à Marseille : 139

Pons, Jean-Baptiste, d'Avignon, poudrier à Martigny 1804-1808 : 150-153, 155

Poulet, Pierre, originaire du Pont, Bon Voisinage, poudrier à Martigny 1808-1810 : 151, 153

Pottier, notaire à Paris 1845 : 182

— Félix (Adrien-) (1792-1855), avocat et notaire, premier président de la Jeune Suisse, député à la Constituante 1839 et au Grand Conseil 1840, président du Tribunal de Monthey 1840-1855, conseiller national 1848-1855, conseiller municipal : 172

— François, originaire de Bourgogne, papetier à Vouvry 1805 : 140

Prévost, Jean-René (1759-1841), banquier à Genève, membre du Conseil représentatif 1814, directeur de l'Hôpital : 167

Prévost-Duval, Jean, de Genève, commerçant à Genève 1827 : 167

— Duval, Pierre-Louis-Augustin (* 1789), banquier à Genève 1827 : 167

Primaz, Joseph († 1813), de Vouvry, médecin : 140

Probst, Joseph, de Soleure, papetier à Vouvry 1805 : 139-141

Puy, Joseph (-René) (* 1789), de Saint-Maurice, commerçant : 135, 194

Quartéry, famille de —, de Saint-Maurice : 171.

— Jacques (-François), de — (1750-1826), de Saint-Maurice, grand châtelain, conseiller d'Etat suppléant 1802-1807, président du dizain : 171, 179, 185

Rappaz, Louis (-Antoine-Frédéric) (1813-1880), avocat et notaire à Monthey, président du Conseil municipal de Monthey 1871-1874, député au Grand Conseil : 174

— Maurice (Jean-) (1792-1858), avocat à Monthey : 174

Ravy et Cie, propriétaires des mines de Grône : 170

Revillet, Charles, industriel à Ardon 1865 : 170

- Rey-Bellet, Maurice, dit le Gros-Bellet (1754-1834), de Val-d'Iliez : 150
- Riedmatten, Janvier (Alphonse-) (1763-1846) de —, grand châtelain de Sion 1814, membre du Tribunal suprême 1815, député à la Diète fédérale 1823, bourgmestre de Sion 1823, conseiller d'Etat 1839-1841 : 152, 183
- Rivaz, Anne-Joseph (1751-1836) de —, curé de Saillon 1795, de Leytron 1796, de Conthey 1798, chanoine de Sion 1811 : 164, 166, 185
- Charles-Emmanuel (1753-1830) de —, préfet national 1798-1802, membre du Corps législatif à Paris 1811-1813, grand bailli 1817-1819, 1825-1827 : 148-154, 162, 164-165, 169, 171, 177, 184
- Isaac (Pierre-François-) (1752-1828) de —, inventeur et homme politique : 138-141, 148-156, 171, 184-185
- Robert, Jacques, armurier à Monthey 1694 : 156
- Roten, Hildebrand (1741-1812) de —, major de Rarogne, gouverneur de Saint-Maurice 1768-1770 : 156
- Lucien-Léon (1824-1897), notaire, chancelier d'Etat, conseiller aux Etats 1857-1859, conseiller d'Etat 1876-1897 : 176
- Roux, de Genève, client des forges d'Ardon : 169
- Roy, Benjamin, mécanicien à Vevey 1860 : 175
- Sarrasin, Ignace (Jean-), d'Orsières, tanneur à Saint-Maurice : 177
- Saudan, Pierre (XVIII^e siècle), copropriétaire de la verrerie du Pont-du-Trient : 171
- Sauthier, Jean-Grégoire, de Conthey, propriétaire du martinet : 168
- Savoya, François, fonde une fabrique de colle forte à Martigny-Bourg 1840 : 183
- Schelling, Albert, papetier à Vouvry : 146
- Ulrich, papetier à Vouvry 1897 : 139, 146
- Schmidt, Alexis, verrier au Pont-du-Trient 1762 : 171
- Claude († 1822), de Saint-Maurice, fonde une fabrique d'acier 1818 : 179-180, 185
- Joseph (Pierre-), verrier au Pont-du-Trient 1762 : 171
- Schoch, François, papetier à Vouvry 1863 : 139, 146
- Schreiber, Henri-Louis, imprimeur sédunois 1665-1669 : 146
- Schwaller, André, de Soleure, relieur à Brigue 1828 : 148
- Seiler, Alexandre (1818-1891), de Blitzingen, fondateur de l'hôtel Seiler et de la station de Zermatt 1854 : 183
- Seingre, David (* 1802), de Thorens (Savoie), verrier à Monthey : 174, 176
- François († 1837), verrier à Monthey : 172, 185
- Pierre (1780-1869), de Thorens, verrier à Monthey : 174, 176
- Sépibus, Léopold (1759-1832) de —, gouverneur de Saint-Maurice 1782-1784 et 1796-1798, conseiller d'Etat, grand bailli : 157-159
- Siaux, Etienne, de Lyon, actionnaire des forges d'Ardon : 170
- Smith, Adam (1723-1790), économiste écossais, auteur de *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776) : 187
- Soutter, Samuel, d'Aigle, commissaire des guerres, négociant 1800 : 150
- Stockalper, Gaspard - de la Tour (1609-1691), dit le grand Stockalper, grand bailli 1670-1678 : 138
- Gaspard-Eugène (1750-1826) de —, de Brigue, châtelain de Brigue 1774-1790, gouverneur de Saint-Maurice 1785-1786, conseiller d'Etat 1802, grand bailli 1810, 1819-1821, 1823-1825 : 153-154, 157, 160-162
- Strack, Jean, imprimeur sédunois 1647-1652 : 146
- Streler, Henri, imprimeur sédunois 1644-1647 : 146
- Stucky, Guillaume, négociant à Sion 1867 : 163
- Tappa, Giacomo, marchand italien établi à Monthey : 135, 194
- Tavernier, Jean-Joseph (-Balthasar-Melchior) (1756-1798), de Martigny, notaire : 149
- Thénard, Jacques (Louis-) (1777-1857), de La Louptière-Thénard (départ. Aube), baron, chimiste : 154
- Thury et fils, de Morges, clients des forges d'Ardon : 169
- Torrent, Jean-Joseph (1795-1885), de Monthey, lieutenant-colonel 1851, préfet du district 1853-1859, député au Grand Conseil 1854-1879, conseiller national 1860-1863, président du Conseil municipal : 174-175
- Pierre (Jean-) (1792-1853), de Monthey, avocat et notaire, officier de la Grande Armée 1813-1814, député au Grand Conseil 1840-1853, député à la Diète fédérale 1842, conseiller d'Etat 1843-1844, préfet du district 1848-1853 : 170

- Torrenté, Alexandre (1815-1888) de —, député au Grand Conseil, conseiller d'Etat 1848-1856 : 163
 — Ferdinand de — : 163
- Tousard d'Olbac, Louis (-Anne-François) (1757-1840), de Paris, secrétaire de la Chambre administrative 1798, receveur du canton 1801, secrétaire d'Etat 1829-1833 : 152
- Trombert, Barthélemy (1775-1838), de Val-d'Illiez, syndic 1796, président 1802, châtelain 1804-1808, président 1815-1831 : 150
- Trottet, Jean (1791-1864), d'Arbusigny (dép. Haute-Savoie), s'établit à Monthey où il fonde la verrerie 1822, conseiller municipal, juge : 172, 174, 176, 185
- Trotz, Jules, délégué de la Société Colladon et Cie 1837 : 182
- Turini, Sébastien, de Vandœuvre-lès-Nancy (dép. Meurthe-et-Moselle), propriétaire 1827 : 167
- Vallet, Jean-Emmanuel, chiffonnier 1826 : 145
- Valloton, de Vevey, fermier des tabacs du Valais : 163
- Vantéry, Jean (-Joseph-Théodore) de — (1733-1809), de Monthey, capitaine général, châtelain, syndic, banneret 1792-1797, président du district 1798, député à la Diète 1802, historiographe : 163
 — Jean (Marie-J'-Joseph-Louis) († 1832) de —, de Monthey : 177
- Vesenauder, Michel, Autrichien, papetier à Vouvry 1805 : 140
- Veyrassat, Henri-Samuel (1831-1917), de Genève, ingénieur, président de la Compagnie genevoise de navigation sur le Léman : 170
- Vidal, Alexis, de Lyon, actionnaire des forges d'Ardon 1865 : 170
- Vignier, Jacob (1764-1824), de Genève, notaire : 166
- Volcard, François, teinturier à Bex 1820 : 180
- Von der Mühl, Charles, propriétaire de la fabrique de tabac : 163
- Vuilliez (Veuillet) André († 1843), d'Evian, tanneur à Monthey, époux de Catherine de Vantéry : 177
- Weber-Nietlispach, Henri, de Bremgarten, papetier à Vouvry 1840 : 139, 146
- Wegener, Jules (1885-1956), de Sion, directeur de la fabrique de tabac, conseiller municipal 1917-1920 : 163
- Welten, Christian, de Saanen (BE), fondateur de la salpêtrière de Martigny 1744 : 148
 — Emmanuel († vers 1795), fils de Christian : 148-149
 — Jean, de Saanen (BE), cofondateur de la salpêtrière de Martigny 1744 : 148
 — Marie-Jeanne (vers 1736-1797), copropriétaire de la fabrique de Martigny, épouse de Joseph Gentil, marchand à Martigny : 148-149
- Wuilloud, Louis, commerçant à Monthey 1860 : 174
 — Xavier, négociant à Sion 1861 : 175-176
- Zengaffinen, Pierre, de Loèche, châtelain à Niedergesteln, gouverneur de Monthey 1555-1556 : 171
- Zen Ruffinen, Gaspard (1803-1861), de Loèche, conseiller d'Etat 1840-1843 et 1848-1856, juge fédéral 1848-1861 : 182
- Zimmermann, Adrien (-Sébastien) (1777-1829), de Sion, officier au service du Piémont, puis de France, colonel fédéral 1822, directeur de la poste à Sion : 158
- Zur Kirchen, François-Joseph (XVIII^e-XIX^e siècle), de Viège : 151

Table des matières

Avant-propos	133
I. Evolution du commerce et de l'industrie d'après une pétition de 1824	135
<p>Les industriels et leurs porte-parole 135. — Les motifs de la pétition 135. — Le contenu de la pétition : 1. Rétrospective sur le commerce et l'industrie 136 ; 2. Le Valais, pays de transit naturel 136 ; 3. Etat fâcheux du commerce 137 ; 4. Perspectives d'un bel avenir 137. — La portée de la pétition 137.</p>	
II. Papeterie de Vouvry	138
<p>Les principaux papetiers 138. — Jean-Louis Colomb, papetier sans argent 139. — Sous la direction de Joseph Probst : pénurie de bois et de chiffons 140. — Nouveaux propriétaires 141. — Toujours pénurie de chiffons 142. — Incendie de la papeterie en 1819 142. — Concurrence des chiffonniers étrangers 143. — L'Etat accorde sa protection à la papeterie 144. — Contrebande des chiffonniers 145. — La concurrence mécanique amène la fermeture provisoire de la papeterie 145.</p>	
III. Antoine Advocat, père et fils, imprimeurs du gouvernement .	146
IV. Poudreries et salpêtrières	148
<p>Le début des fabriques à Martigny 148. — Aux mains de la famille de Rivaz 148. — L'exploitation des fabriques 149. — Lutte pour le maintien des salpêtrières 150. — Vicissitudes des moulins à poudre 151. — Les fabriques de Martigny transférées à Sion 154.</p>	
V. Essais d'industries chimiques	154
<p>L'usine pilote de Martigny et ses succursales 154. — Nouvelle usine à Sion 155.</p>	
VI. Tabacs valaisans	156
<p>Etablissement des bureaux de tabac dans le Bas-Valais 156. — Concession de la « ferme du tabac » 157. — Désaccord dans la mise en activité de la ferme 158. — Opposition des Etats confédérés 159. — Le prix du tabac mécontente le peuple 160. — La fabrique fonctionne 161. — Prorogation de la ferme 162. — Les successeurs d'Ehram 163.</p>	
VII. Les forges d'Ardon	163
<p>Les revers d'une société en formation 163. — La convention 164. — La concession valaisanne 165. — Le nouveau maître de forges 166. — L'achat des forges 166. — La fabrication 168. — La qualité du fer 169. — Regroupements de la compagnie 169.</p>	

VIII. La verrerie de Monthey	171
Anciennes verreries en Valais 171. — L'établissement de la verrerie de Monthey 171. — Un conflit entraîne la liquidation de la société 173. — Reconstitution de la société 175. — Nouveau regroupement 176. — La verrerie concurrente se développe 176.	
IX. Industries secondaires et démarches diverses	177
Tanneries 177. — Poterie Barman à Saint-Maurice 178. — Tréfilerie, martinet et « épinglerie » de Saint-Gingolph 178. — Fabrique d'acier à Saint-Maurice 179. — Teinturerie Gottsponer à Monthey 180. — Démarches pour une fabrique d'eaux gazeuses 180. — Pour l'établissement d'une sucrerie valaisanne 181. — Requêtes diverses 182.	
Conclusion	183
Les industries avant 1800 183. — L'effort d'un demi-siècle 184.	
Annexe : Pétition d'industriels et commerçants du Bas-Valais adressée au Conseil d'Etat et à la Diète le 20 août 1824	187
Index des noms de personnes	195